



VENDREDI 23 SEPTEMBRE 2022

Le temps est une chute libre mortelle.

- ▶ Qui contrôle ceux qui nous contrôlent ? Pourquoi un homme seul au sommet est la chose la plus dangereuse au monde (Ugo Bardi) p.2
- ▶ L'horreur ! L'horreur ! (Simon Sheridan) p.6
- ▶ La contemplation d'aujourd'hui : L'effondrement arrive LXVIII (Steve Bull) p.11
- ▶ L'augmentation des énergies renouvelables ne peut pas fournir suffisamment d'énergie thermique en hiver (Gail Tverberg) p.14
- ▶ Comment le réseau fonctionne, pourquoi un réseau distribué ne fonctionnera pas (A. Friedemann) p.23
- ▶ Par Gaia Gardener : Sur les miroirs de notre salle du déni (Rob Mielcarski) p.49
- ▶ Un vent mauvais (James Howard Kunstler) p.51
- ▶ Il est temps de faire exploser les marchés de l'électricité (Yanis Varoufakis) p.53
- ▶ EDF: les pannes de réacteurs coûtent €29 milliards (Laurent Horvath) p.56
- ▶ Du GIEC au séminaire gouvernemental : Valérie Masson-Delmotte, une climatologue au sommet p.57
- ▶ Septembre 2022, la fin de l'insouciance (Biosphere) p.61
- ▶ SOLUTION DÉFINITIVE... (Patrick Reymond) p.65

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ La récession sera « longue et horrible » pour l'économiste Nouriel Roubini (Charles Sannat) p.67
- ▶ « Les taux montent de plus en plus en Europe ! » (Charles Sannat) p.72
- ▶ L'effondrement économique est arrivé en Allemagne. Les États-Unis seront-ils juste derrière ? (Michael Snyder) p.75
- ▶ « Le travail des enfants et des adultes... selon Victor Hugo, mieux que Rousseau (Charles Sannat) p.79
- ▶ L'hypocrisie règne autour des banques centrales (Mory Doré) p.83
- ▶ Les sept victimes des crises (Philippe Béchade) p.88
- ▶ Le grand pillage (Jeffrey Tucker) p.91
- ▶ Voici qui aime l'inflation (Jim Rickards) p.93
- ▶ Une autre fissure dans les fondations du dollar (Jim Rickards) p.96
- ▶ Qu'est-ce que le Great Reset ? (Tuomas Malinen) p.98
- ▶ Au cœur de la zone de danger (Jim Rickards) p.102
- ▶ Powell récidive (Brian Maher) p.105
- ▶ La Fed prend enfin conscience de l'ampleur du gâchis qu'elle a créé (Ryan McMaken) p.107
- ▶ Le summum de l'idiotie (Doug Casey) p.110
- ▶ Massues et canons à eau (Bill Bonner) p.112
- ▶ Dow 20,000 ? (Bill Bonner) p.115
- ▶ Après la fête (Bill Bonner) p.117

▲ [RETOUR](#) ▲

<<<> <<<> <<<> <<<> (0) <<<> <<<> <<<> <<<>



.Qui contrôle ceux qui nous contrôlent ? Pourquoi un homme seul au sommet est la chose la plus dangereuse au monde

Ugo Bardi Jeudi 22 septembre 2022 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés

The Seneca Effect

*Les croissances sont lentes,
mais le chemin de la ruine est rapide*



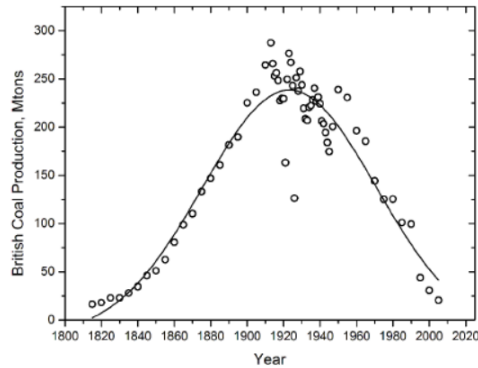
Au jeu d'échecs, vous gagnez lorsque vous éliminez le roi de votre adversaire. Dans le monde réel, au contraire, tuer le chef ennemi est une stratégie bien moins efficace que de pouvoir influencer ses choix de manière à nuire à son camp. Ici, j'examine le cas de Benito Mussolini en Italie. Se pourrait-il que Mussolini ait été influencé, voire contrôlé, par les services secrets britanniques ? Il pourrait s'agir de l'un des premiers cas de "one-man psyops" conçus dans le but de prendre le contrôle de l'esprit d'un leader ennemi. Peut-être que quelque chose de similaire peut expliquer certaines des décisions horriblement mauvaises que nos dirigeants prennent aujourd'hui.



Il n'a jamais été un secret que Benito Mussolini a commencé sa carrière politique en tant qu'homme de paille pour les services secrets britanniques. Sa tâche consistait à pousser l'Italie à rejoindre les alliés dans la Première Guerre mondiale. Des données récentes montrent qu'en 1917, il était encore payé par le M15 britannique à hauteur de 100 livres par semaine, une somme respectable à l'époque.

Nous ne savons pas quel rôle les services britanniques ont joué en Italie dans les événements qui ont suivi la fin de la Première Guerre mondiale, mais il est probable qu'ils ont continué à soutenir Mussolini, directement ou indirectement. Les Britanniques voulaient une Italie stable qu'ils considéraient comme un allié fidèle et une barrière contre les ambitions des puissances rivales en Méditerranée. L'Italie a joué ce rôle dès sa création en tant qu'État unifié, en 1861, avec l'aide et le financement des Britanniques.

L'Italie est amie avec la Grande-Bretagne, certes, mais pas une amie désintéressée. Les Italiens voulaient quelque chose en échange de leur amitié, et ils l'avaient sous la forme de charbon. L'Italie n'avait pas de réserves de charbon significatives, elle était entièrement dépendante des importations. C'est le charbon britannique qui avait créé l'économie industrielle italienne, à partir du début des années 1800. Cela a créé une relation entre les deux pays que beaucoup définissent comme une véritable fraternité (fratellanza). Mais les choses ont changé en 1913, lorsque la Grande-Bretagne a connu son "**pic de charbon**". La production a cessé d'augmenter et a été perturbée par des grèves et des troubles sociaux.



La Grande-Bretagne dispose encore de suffisamment de charbon pour ses besoins internes, mais les exportations sont touchées. La situation était particulièrement mauvaise pour l'Italie, qui a vu ses importations de charbon chuter de façon vertigineuse après la fin de la Première Guerre mondiale. À cette époque, le changement d'humeur envers les Britanniques en Italie était palpable. D. H. Lawrence rapporte dans son ouvrage *"Sea and Sardinia"*, publié en 1921, comment insulter les "Anglais" était un sujet de conversation courant chez les Italiens.

Maintenant, mettez-vous à la place de quelqu'un qui dirigeait les services secrets britanniques au début des années 1930. Il devait être clair pour eux qu'il y avait un problème avec l'Italie. Un énorme problème. La production de charbon de l'Allemagne était toujours en augmentation et l'Allemagne pouvait facilement fournir 100% des besoins de l'Italie. Ensuite, l'Italie et l'Allemagne étaient des alliés naturels. L'Allemagne n'avait aucun intérêt stratégique direct dans la mer Méditerranée, tandis que l'Italie pouvait utiliser le soutien de l'Allemagne pour devenir la première puissance méditerranéenne. En prenant le contrôle du canal de Suez, l'Italie pourrait effectivement chasser la Grande-Bretagne de la Méditerranée : un véritable désastre pour l'Empire britannique. (C'est exactement ce que l'Italie a tenté de faire en 1940).

Et puis, Mussolini lui-même : un autre casse-tête pour les Britanniques qui découvraient qu'ils avaient créé un golem qu'ils ne pouvaient pas contrôler. En 1933-34, deux autres événements ont rendu la situation critique. Tout d'abord, en 1933, Adolf Hitler prend le pouvoir en Allemagne. Ensuite, en 1934, Mussolini organise un référendum qui lui donne une majorité de 99,84 % des voix. Les deux dictateurs partagent des vues et des méthodes, et la voie est désormais ouverte à l'"Axe" Rome-Berlin. Il sera officialisé en 1936.

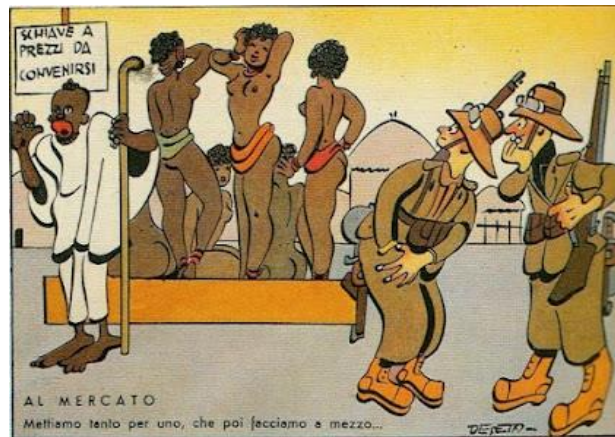
Une fois encore, voyons la situation du point de vue des Britanniques. Face à une confrontation avec l'Allemagne, il était vital pour eux de faire quelque chose pour éliminer l'Italie du jeu ou, du moins, pour l'affaiblir considérablement. Mais comment ? Renverser directement Mussolini est impensable. Mais il se pourrait bien que les Britanniques aient encore des canaux de communication directs avec lui (et, soit dit en passant, Mussolini parlait anglais). Ainsi, lorsque vous devez faire face à quelqu'un qui est trop puissant pour l'attaquer directement, vous utilisez des moyens indirects. Trouvez son point faible et tendez-lui un piège. Et Mussolini avait bien un point faible : son rêve de reconstruire l'Empire romain.

Jusqu'en 1934, les rêves impériaux de Mussolini n'avaient été que du spectacle : des gens habillés comme des Romains défilant dans les rues, le symbole omniprésent du "fascio" et le bras tendu du "*salut romain*", même si les Romains ne se sont jamais salués de cette façon. Et puis, soudain, est apparue l'idée qu'en attaquant l'Éthiopie, l'Italie recréerait l'Empire romain. Cette idée avait une certaine logique perverse : puisque le roi d'Éthiopie avait le titre de Negusa Nagast (roi des rois), il pouvait être défini comme un "empereur", puis, en le battant, le roi d'Italie pouvait prendre son titre et devenir empereur. Peu importe que les anciens Romains n'aient jamais eu l'Éthiopie comme colonie, ils savaient à peine qu'elle existait. C'était la recette pour un "*empire instantané*".

L'Italie avait deux colonies à la frontière avec l'Éthiopie, et aussi une vieille rancune contre l'Éthiopie, ayant été vaincue par les Éthiopiens à la bataille d'Adwa en 1896. Mais, jusqu'en 1934, rien dans l'arsenal de propagande du régime fasciste n'avait identifié l'Éthiopie comme un ennemi important ou une cible à attaquer. Je suis allé examiner les archives de l'un des journaux nationaux, *"La Stampa"*. J'ai découvert qu'avant 1934, il n'y avait

pratiquement rien sur l'Éthiopie, à l'exception de quelques articles sur le folklore local. J'ai également relu "*Etruscan Places*" de D.H. Lawrence (écrit à la fin des années 20). C'était, à bien des égards, une forte accusation contre le régime fasciste, mais Lawrence ne mentionne jamais que l'Italie avait des rêves impériaux en Éthiopie.

Puis, le 5 décembre 1934, survient "*l'incident de Walwal*". Les troupes italiennes et éthiopiennes s'affrontent à la frontière de l'Éthiopie et du Somaliland, avec des pertes des deux côtés. À partir de ce moment, la presse italienne entame une campagne d'accusations contre les Éthiopiens qui attaqueraient les possessions italiennes en Érythrée. L'idée de la mission "civilisatrice" de l'Italie dans ce pays barbare commença à apparaître et, enfin, toute la soupe fut agrémentée de références à la gloire de l'Empire romain que l'Italie fasciste allait recréer. Et, oui, les jeunes femmes éthiopiennes faisaient également partie du marché pour les conquérants.



Moins d'un an après l'incident de Walwal, l'Italie envahit l'Éthiopie avec une force de près de 700 000 hommes, un effort énorme pour un pays relativement pauvre comme l'Italie. Après environ 8 mois de combats, l'Éthiopie se rend et le roi d'Italie s'approprie avec joie (probablement) le titre d'"empereur d'Éthiopie". L'enthousiasme en Italie dépassait tout ce que l'on aurait pu imaginer : un véritable enthousiasme, et non une simple propagande. Comment cette idée folle a pu être avalée si facilement par la plupart des Italiens est l'un des plus grands mystères que j'ai rencontrés dans ma vie. À part violer des femmes éthiopiennes (ce qui a sûrement été fait à grande échelle), que pensaient-ils exactement accomplir ? Mais laissez-moi ne pas insister sur ce point.

Considérez simplement l'histoire du point de vue des Britanniques. Pour eux, ce fut un succès incroyable. Tout d'abord, ils avaient réussi à détourner l'effort stratégique italien vers un objectif qui, pour les Britanniques, avait peu d'importance. Deuxièmement, ils contraignaient l'Italie à maintenir une importante force militaire dans une région où elle n'avait aucun lien direct avec le continent : elle pouvait être réapprovisionnée par voie maritime, et seulement tant que les Britanniques le permettaient. Qui plus est, les coûts de la campagne militaire et du maintien de l'occupation d'un territoire qui restait hostile constituaient un fardeau énorme. Les Britanniques ont ensuite continué à paralyser l'économie italienne en imposant des sanctions économiques et en réduisant à zéro les exportations de charbon vers l'Italie. La réaction en Italie s'exprime par le slogan "*noi tireremo diritto*" ("nous continuerons à aller de l'avant"). Mais ce fut un coup dévastateur. De manière remarquable, les Italiens s'étaient infligé tout le mal par eux-mêmes.

Quelques années plus tard, lorsque la Seconde Guerre mondiale a commencé, les Italiens étaient terriblement mal préparés. Leur équipement militaire était obsolète, leur économie faible, leurs troupes insuffisantes. Au début de la guerre, les Britanniques ont commencé à écraser les forces italiennes en Éthiopie : une tâche facile puisque les Italiens ont rapidement manqué de fournitures. Entre-temps, la tentative italienne de marcher sur Suez en 1940 a été une catastrophe majeure. Mais imaginez qu'ils aient pu déployer en Égypte les 120 000 soldats entièrement équipés bloqués en Éthiopie. Alors, peut-être l'histoire aurait-elle été différente. Mais c'est ainsi.

Maintenant, la grande question : comment les Britanniques ont-ils accompli ce miracle de tromperie ? Cela n'a peut-être pas été si difficile. **Le secret de la propagande n'est pas un secret du tout : il suffit de répéter la**

même chose encore et encore, sans laisser apparaître de voix contraires. Ensuite, vous pouvez dominer les esprits. Vous avez vu à quel point cela a fonctionné ces deux dernières années, avec tant de bonnes personnes influencées simplement parce qu'elles entendaient les mêmes choses en boucle à la télévision, et qu'elles n'avaient aucune source **d'information contrastée.**

Les dictateurs ne sont pas nécessairement plus aptes que les gens ordinaires à éviter l'action destructrice de la propagande. En fait, ils peuvent même être une cible plus facile, car **ils sont souvent isolés dans une bulle de connaissances qui n'admet aucune voix contraire.** Nous savons que, dans les années 1930, Mussolini était un homme seul au sommet, entouré de béni-oui-oui, de flagorneurs et de profiteurs. Il n'avait pas d'amis qui pouvaient lui dire des choses qu'il n'était pas heureux d'entendre, il était donc la cible parfaite pour une opération psychologique d'un seul homme (pour utiliser un terme moderne). En 1925 déjà, la Grande-Bretagne avait accepté de signer un traité connu sous le nom d'"*Accord anglo-italien*" qui disait, en substance, "*si vous voulez envahir l'Éthiopie, allez-y, nous ne bougerons pas le petit doigt pour vous en empêcher*". Mussolini a peut-être pensé que les Britanniques avaient peur de lui et qu'ils essayaient de l'apaiser avec des concessions. Quoi qu'il en soit, il a attendu d'être suffisamment fort pour agir sur ce traité, mais il a finalement agi comme les Britanniques s'y attendaient probablement. Peut-être y avait-il d'autres facteurs (*), mais nous ne le saurons jamais avec certitude.

L'histoire de l'attaque de l'Éthiopie par Mussolini est un exemple de technologie de tromperie qui consiste à convaincre un dirigeant ennemi de s'engager dans une attaque qu'il croit être une promenade de santé. Il suffit ensuite de s'asseoir et de profiter du feu d'artifice avant d'intervenir pour porter le coup fatal. Elle a pu être utilisée contre l'Irak à l'époque de Saddam Hussein. Et elle a pu être utilisée récemment. Notez que je ne veux pas dire qu'un dirigeant qui gaspille les ressources de son pays dans une campagne militaire insensée partage les qualités maléfiques de Benito Mussolini (un psychopathe raciste et sanguinaire). C'est juste que tous les leaders forts sont des victimes potentielles de ce genre de "one-man psyops". Comme vous le savez, l'histoire rime et l'une de ces rimes dit : "**un homme seul au sommet est l'une des choses les plus dangereuses au monde.**"

J'ai déjà examiné les années fatidiques où Benito Mussolini a conduit l'Italie à la défaite totale lors de la Seconde Guerre mondiale. Mes articles précédents peuvent être consultés sur les liens suivants

<https://www.senecaffect.com/2022/04/when-country-is-destroyed-by-its-own.html>

<https://www.senecaffect.com/2022/03/the-world-is-chess-game-is-it-being.html>

<https://www.senecaffect.com/2022/05/the-world-as-chess-game-winning-by.html>

(*) Nous pouvons spéculer sur le rôle d'une personne spécifique dans la conviction de Mussolini que l'attaque de l'Éthiopie était une bonne idée. Margherita Sarfatti (1880-1961) était son amante, sa confidente et son mentor depuis leur rencontre à Milan en 1911. Sarfatti était une intellectuelle juive, une artiste et une écrivaine, parfois créditée d'avoir "créé" l'image publique de Mussolini. Mais elle a trois ans de plus que lui et, avec le temps, son influence sur lui commence à s'estomper. En cette année fatidique, 1933, Mussolini prend une autre femme comme maîtresse, Claretta Petacci, de 28 ans sa cadette. La même année, Sarfatti assiste à l'ascension d'Adolf Hitler en Allemagne, et elle ne peut manquer de voir ce que cela signifie pour elle et pour les Juifs d'Europe en général. Ce n'est qu'en 1938 que Sarfatti est contrainte à l'exil, mais on peut imaginer qu'en 1933, elle avait encore une chance d'influencer Mussolini et de lui porter un coup fatal. A-t-elle titillé sa vanité en lui disant qu'il pouvait réellement devenir l'empereur d'un Empire romain nouvellement créé ? A-t-elle été influencée par les services secrets britanniques pour y parvenir ? Nous ne le saurons jamais, mais une chose est sûre : Sarfatti comprenait parfaitement les mécanismes du pouvoir politique et elle était une propagandiste hors pair. A titre d'exemple, voici un article qu'elle a écrit - semble-t-il - alors que l'invasion éthiopienne était en cours. Je n'hésite pas à le classer comme l'une des meilleures pièces de propagande jamais écrites. Lisez-le et savourez-le dans tous ses détails : c'est vraiment un chef-d'œuvre si vous vous souvenez que la propagande s'adresse à des esprits simples et utilise des concepts simples.

UN HOMME ET UN EMPIRE

XIV

COMPTES À RÉGLER

Lorsque les Abyssiniens nous ont trahis à Uol-Uol, le Duce a réfréné sa colère et a dit : *"à Genève, en Suisse, il y a la ligue des nations que nous, Italiens, avons également fondée, afin de créer la justice et la bonne entente entre les peuples. Voyons ce qu'ils pensent faire à Genève pour nous donner satisfaction"*.

Au lieu de cela, Genève s'est lavé les mains dans son lac : *" Je ne sais rien, les fusils ont pu tirer tout seuls "*. " Ah oui ? " a dit le Duce. *" Est-ce votre façon de comprendre la justice ? Ce n'est plus le moment de se moquer de l'Italie, nous sommes maintenant dans la 15e année de l'ère fasciste"*.

Et il appela tous les généraux de terre et d'air, et les hommes de mer, et dit : *"Nous devons régler les comptes anciens et nouveaux avec ce pays d'esclaves sauvages. Voici la côte de l'Afrique, descendez du Nord et remontez du Sud, et allez me chercher toute l'Éthiopie, avec la capitale Addis Abeba. J'aurai soin de vous fournir des hommes, des armes, des navires, des ordres et des vivres"*.

"Très bien", ont dit les amiraux et les généraux de terre et d'air. *"Ce sera fait. Vive le Duce ! Vive le Roi !"* Et tous les jeunes hommes d'Italie ont couru sous le drapeau tricolore avec l'insigne du Fascio Littorio, pour se porter volontaires en Afrique pour l'Italie.

Margherita Sarfatti

▲ [RETOUR](#) ▲

.L'horreur ! L'horreur !

Simon Sheridan 21 septembre 2022 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés



Récemment, j'ai lu une nouvelle de l'un des maîtres du genre, l'écrivain français du XIXe siècle Guy de Maupassant. L'histoire se déroule pendant la guerre franco-prussienne. Un groupe d'élites françaises, pour utiliser le terme moderne (aristocrates dans l'ancienne langue), est coincé dans un étrange groupe de voyageurs dans le but d'échapper à leur province qui est tombée sous le contrôle des Prussiens. Le groupe comprend deux religieuses, une prostituée locale et, ce qui est encore moins agréable du point de vue des élites, un démocrate socialiste.

Le groupe s'arrête pour la nuit dans un hôtel d'une petite ville où l'officier prussien responsable exige de passer une nuit avec la prostituée. En tant que femme patriotique, elle refuse de coucher avec l'ennemi. L'officier semble bien le prendre. Il n'a pas recours à la violence ou à l'intimidation. Mais il informe le groupe qu'il ne les laissera pas quitter l'hôtel tant que son désir n'aura pas été satisfait.



Guy De Maupassant

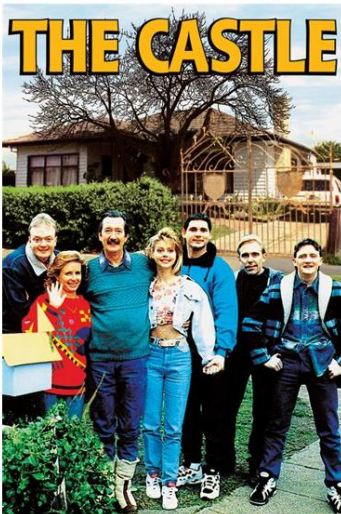
Après quelques jours d'ennui, les élites en ont assez de la situation et forment une **conspiration** (le mot est de Maupassant, pas le mien) pour convaincre la prostituée de faire ce que l'officier prussien souhaite afin qu'ils puissent quitter l'hôtel et atteindre leur destination. L'un après l'autre, ils tentent de la convaincre de faire ce qu'il souhaite en utilisant divers arguments, dont l'appel à la religion, l'intérêt personnel et le fait que l'officier demande simplement à la femme d'exercer son métier. Ce n'est pas comme si elle pouvait s'y opposer pour des raisons morales. Alors, quel est le problème ? Faites simplement votre travail et laissez-nous passer.

En lisant cette histoire, je me suis rendu compte à quel point elle décrit bien la situation dans laquelle nous nous trouvons encore aujourd'hui. Maupassant avait prévu le monde moderne, un monde dans lequel les élites supranationales ont plus en commun entre elles que les habitants de leur propre pays.

Mais il y a une correspondance plus spécifique. Nos élites modernes sont l'équivalent des élites françaises dans l'histoire. Elles utilisent une variété de tactiques pour obtenir l'assentiment du public. Derrière cette façade, même si nous n'en parlons pas, se cache la politique brute de la situation. Nous n'avons pas de soldats prussiens dans nos hôtels et nos villes, mais nous avons **un empire invisible, l'empire américain** - alias "*l'ordre mondial libéral*", auquel nos élites sont liées.

Les élites dans l'histoire de Maupassant ont simplement des priorités différentes de celles des gens du peuple et l'une de ces priorités n'est pas le patriotisme. C'est logique. Lorsqu'une puissance étrangère dicte les règles à votre pays, toute personne qui est un véritable patriote ne fera pas long feu au sommet et ne voudra de toute façon pas du poste, car elle devrait savoir que les règles ne sont pas dans l'intérêt du pays. **Presque par définition, les élites doivent être des conspirateurs**, bien qu'il soit fort probable qu'elles ne soient pas conscientes que c'est le cas.

Appelons l'histoire de Maupassant, et celles qui lui ressemblent, l'histoire de la conspiration (oui, je suis la même forme d'analyse que celle que j'ai utilisée dans mon livre *L'histoire de la peste*).



Les lecteurs d'outre-mer reconnaîtront peut-être un jeune Eric Bana au milieu de la scène.

La dynamique principale d'une histoire de conspiration est qu'un groupe au pouvoir essaie de conspirer contre un groupe ou une personne de moindre pouvoir. C'est la trame de nombreux romans et films, dont l'un des films australiens les plus populaires, *The Castle*, dans lequel des promoteurs immobiliers cupides conspirent contre plusieurs familles australiennes de la classe ouvrière pour acquérir de force leurs maisons à un prix bien inférieur à la valeur du marché. Tout comme dans l'histoire de Maupassant, les conspirateurs utilisent diverses tactiques pour obtenir l'assentiment des familles, notamment en faisant semblant d'être amicaux, en divisant pour mieux régner et, en dernier recours, en recourant à la violence physique.

Le film d'action populaire *Die Hard* est un autre exemple d'histoire de conspiration. Dans ce film, les conspirateurs ne sont pas des élites en termes de position sociale, mais ils sont des élites dans le sens où ils constituent une bande de criminels très sophistiqués (les conspirateurs) qui veulent commettre un vol. Ils sont opposés à l'homme ordinaire, le flic new-yorkais à la tête de cochon John McClane, qui devra sauver la journée, et sa femme, des méchants. Encore une fois, dans ce film, nous voyons une variété de tactiques utilisées par les conspirateurs contre McClane, mais elles impliquent principalement divers types d'armes à feu et d'explosifs. Les films d'action des années 80 n'étaient pas vraiment connus pour leur subtilité, après tout.

L'histoire de la conspiration comporte deux facettes importantes. Tout d'abord, les méchants sont à la vue de tous, tout comme l'injustice qu'ils commettent. De ce fait, l'histoire de la conspiration implique la possibilité que justice soit rendue ultérieurement. Les conspirateurs sont manifestement dans l'erreur et il est possible de les capturer et de leur demander des comptes.



Même histoire mais avec des armes à feu.

Une autre facette importante de l'histoire de conspiration est qu'il doit y avoir un déséquilibre de pouvoir. Ce déséquilibre du pouvoir signifie qu'un impératif moral a également été violé, en plus de tout impératif juridique. Les "élites" sont plus fortes et elles utilisent leur force supérieure pour s'enrichir au détriment des moins puissants.

Nous pouvons donc résumer l'histoire de la conspiration comme suit : un petit groupe de conspirateurs s'unit pour utiliser sa position de force afin de gagner aux dépens d'un groupe ou d'une personne moins puissante.

Le lecteur a peut-être déjà deviné où je voulais en venir, car tout au long du Coronavirus, l'histoire de la conspiration a été racontée de nombreuses fois du côté des dissidents. Et, bien sûr, il y a de nombreuses raisons pour cela. C'est un signe de la nature surréaliste de notre époque qu'il y ait eu l'histoire parfaite de la conspiration déjà là, à la vue de tous, en la personne de Klaus Schwab et de sa joyeuse bande de fous au WEF.



Si le Coronavirus était une histoire de fiction ou un film, Klaus Schwab ne pourrait jamais exister car il est trop ringard, même pour Hollywood. Vous pouvez imaginer la conversation dans la salle des scénaristes lors de l'élaboration du scénario :

Le scénariste en chef : Ok, les amis, nous avons besoin d'un méchant pour l'histoire. Donnez-moi quelques idées.

Le scénariste junior : J'ai trouvé ! Que diriez-vous d'un vieil homme chauve qui parle avec un fort accent allemand et qui porte des lunettes ressemblant à des monocles. Il complotte la domination du monde depuis un chalet dans les Alpes suisses. Oh oui, et ses ancêtres étaient nazis !

Autre écrivain (sarcastique) : Comment allez-vous l'appeler ? Hans Gruber ?

Écrivain junior (fièrement) : Nous l'appellerons Klaus Schwab.

L'une des caractéristiques de la littérature postmoderne est son utilisation de l'ironie. Eh bien, clairement, nous vivons dans un monde postmoderne. C'est un monde où Klaus Schwab existe ironiquement (et non-ironiquement). Et c'est vrai. **Il est vrai qu'il y a une conspiration qui se déroule sous nos yeux.** Il est vrai que cette conspiration ne sert pas les intérêts des gens ordinaires. Il est vrai que nos soi-disant élites se rendent à Davos pour avoir le privilège de prendre part à l'action. Tous les éléments de l'histoire de la conspiration sont là, au grand jour.

Mais pour être encore plus postmoderne, l'histoire de la conspiration est appelée **théorie de la conspiration** et est ainsi neutralisée. Vous êtes maintenant un excentrique pour avoir montré ce qui est exactement sous les yeux de tout le monde. "Donc, il y a ce type qui veut conquérir le monde, hein ? Et en plus il est allemand. Wow. Super histoire, mec (roulement d'yeux)." C'est de l'ironie multidimensionnelle. Bienvenue dans le postmodernisme.

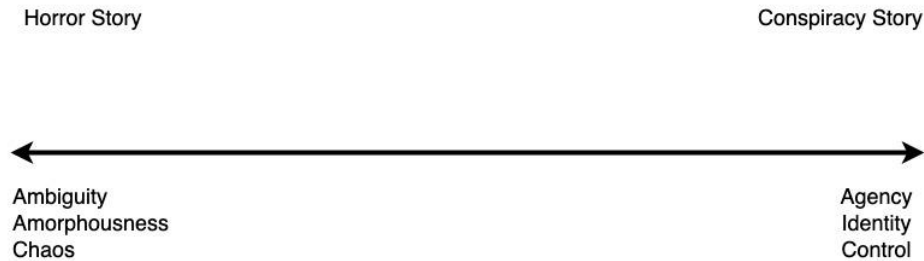
Dans l'esprit du postmodernisme, où ce n'est pas parce qu'une chose est vraie qu'il n'y a pas d'autres vérités tout aussi valables, j'aimerais vous présenter un autre type d'histoire qui occupe une place importante dans le monde moderne : *l'histoire d'horreur*.

Nous pouvons résumer l'histoire d'horreur comme suit : une force puissante est là. Vous savez qu'elle est là, mais vous ne pouvez pas vraiment l'identifier. Elle ne se soucie pas de vous. Vous ne pouvez pas communiquer avec elle. Vous ne pouvez pas la raisonner. Et il pourrait vous tuer.

Nous voyons immédiatement qu'il existe de forts parallèles entre l'histoire d'horreur et l'histoire de conspiration du point de vue des moins puissants. Les élites sont une force puissante. Elles ne se soucient pas de vous. Vous avez très peu de possibilités de communiquer et de raisonner avec elles et, dans les cas extrêmes, elles peuvent

vous tuer.

La principale différence entre l'histoire de la conspiration et l'histoire de l'horreur réside dans les propriétés de l'identité, de l'agence et du contrôle. Dans une histoire de conspiration, les élites peuvent vous tromper, mais vous savez qui elles sont et comment elles le font. Dans une histoire d'horreur, vous ne savez pas quelle est la force ou comment elle fonctionne. Vous savez juste qu'elle est là pour vous attraper. Nous pouvons placer l'histoire d'horreur et l'histoire de conspiration sur un continuum comme suit :



En termes psychologiques, l'histoire de la conspiration appartient à la conscience tandis que l'histoire de l'horreur appartient au subconscient. L'émotion primaire de l'histoire de la conspiration est la colère face à l'injustice, tandis que l'émotion primaire de l'histoire de l'horreur est la peur causée par une absence de connaissance et de compréhension.

Ce n'est pas une coïncidence si **les pandémies** sont de parfaits exemples de l'histoire de l'horreur, les virus jouant le rôle de la force amorphe et indifférente qui pourrait vous tuer. Ce que l'esprit conscient souhaite plus que tout dans une histoire d'horreur, c'est d'éliminer la peur et le doute. Ainsi, les protagonistes de ces histoires passent leur temps à essayer d'identifier ce qui les afflige.

Je pense qu'une grande partie de la raison pour laquelle les tests de covid restent si populaires est qu'ils (prétendent) identifier l'ennemi invisible qui serait autrement tapi dans l'ombre des cellules. Les tests et les vaccins sont une tentative d'amener à la conscience ce qui resterait autrement dans le subconscient. Ils répondent à ce besoin psychologique indépendamment de toute valeur technique ou scientifique qu'ils pourraient avoir.

Même avant le Coronavirus, l'histoire d'horreur semblait devenir de plus en plus populaire en Occident. Un exemple est le film d'horreur japonais Ring qui a connu de nombreuses suites et remakes, y compris une version réalisée par Hollywood. Notez que l'intrigue de Ring est symboliquement identique à la façon dont un virus se propage. Une coïncidence ? Je ne pense pas.



La femme sans visage

Le genre littéraire Cli-Fi (Climate Fiction) est également devenu populaire parmi les professionnels de la classe moyenne supérieure au cours de la dernière décennie. L'un des tropes les plus courants du genre Cli-Fi est la pandémie. Dans le sens technique que j'ai décrit plus haut, de nombreux romans de Cli-Fi sont des histoires d'horreur dans lesquelles les forces amorphes et chaotiques de la nature s'abattent non seulement sur le protagoniste mais aussi sur l'ensemble de l'espèce humaine.



Le Cli-Fi s'intéressait aux masques avant qu'ils ne soient cool.



Bien sûr, le "débat" sur le climat dans le discours public est également conçu comme une histoire d'horreur, avec des éléments fantastiques d'apocalypse. Tout cela revient à raconter de plus en plus d'histoires d'horreur ces derniers temps.

L'identité, l'agence et le contrôle. Ce sont les éléments qui manquent dans les histoires d'horreur et leur absence suscite la peur. Nous avons tendance à penser que la peur est causée par l'histoire d'horreur. Mais si la causalité était inverse ? Et si c'était la peur sous-jacente qui rendait les histoires d'horreur populaires ?

Si c'est le cas, nous pouvons supposer que la popularité croissante de l'histoire d'horreur est due à une augmentation de la peur causée par un manque perçu d'identité, d'agence et de contrôle dans la vie de nombreuses personnes. Nous pouvons alors faire un pas de plus et nous demander ce qui a amené les gens à sentir que leur identité, leur agence et leur contrôle leur échappaient.

La première chose à noter est que ce problème existe depuis le début de la révolution industrielle et qu'il n'a fait que s'accroître depuis lors. La rapidité du changement dans la société moderne fait que les gens n'ont jamais l'impression de se tenir sur une base solide. Cette dynamique a reçu le nom d'**anomie** et existe depuis deux siècles.

Avec les réformes néolibérales des années 1990, le niveau d'anomie est passé à la vitesse supérieure. On peut donc dire que les "*forces de la mondialisation*" ont contribué à l'augmentation de la popularité de l'Horror Story en augmentant l'anomie de la population. C'est logique. Les "*forces du marché*" de l'économie mondiale ne se soucient pas de vous, vous ne pouvez pas les raisonner, et elles peuvent vous faire perdre votre emploi et briser votre famille. Cela ressemble à une histoire d'horreur pour moi et cela a été une histoire d'horreur réelle pour un grand nombre de personnes au cours des trente dernières années.

Et nous en revenons à l'histoire de la conspiration. Le programme néolibéral a été mis en œuvre par les élites supranationales qui ont convaincu les électeurs de chaque pays de l'accepter. En ce sens, c'était une histoire de conspiration. Le néolibéralisme était clairement dans l'intérêt de l'empire américain car, entre autres choses, il a financiarisé les actifs publics de la plupart des pays, augmentant ainsi la quantité de dollars revenant aux États-Unis. Les élites de ces autres pays, y compris ici en Australie, ont consciencieusement adhéré au programme et ont vendu l'idée au public en disant qu'il s'agissait de marchés libres, de concurrence, de mondialisation et d'ordre mondial libéral. En d'autres termes : l'idéologie.

Dans l'histoire de Maupassant, l'idéologie utilisée pour convaincre la prostituée réticente prenait la forme de la religion. Comme le disait Napoléon, la religion était la seule chose qui empêchait les gens du peuple de pendre les élites aux lampadaires. Nous n'avons plus de religion et les élites ont donc besoin d'un nouveau type d'idéologie qui est consciencieusement produit par les universités modernes et les groupes de réflexion (un autre terme dégoulinant d'ironie postmoderne).

Mais, contrairement au christianisme, la nouvelle idéologie n'a aucune base dans ce qui était autrefois une religion dynamique et son symbolisme associé. L'idéologie produite par l'université moderne est détachée de l'histoire et de la réalité en général. C'est une caractéristique, et non un problème, car cela signifie que l'idéologie ne peut être raisonnée. Elle est spécifiquement conçue pour ne pas être réfléchie.

Ainsi, **l'idéologie moderne** est une histoire d'horreur en soi. Pour aggraver les choses, cette idéologie est ensuite promulguée par le biais d'un appareil de propagande dont la taille et la portée sont inimaginables pour l'Église. L'objectif sous-jacent de cet appareil de propagande, cependant, est toujours le même. Il est là pour convaincre le peuple d'acquiescer. De nos jours, il le fait plus par la perplexité qu'autre chose.

Comme je l'ai noté dans des articles récents, l'appareil de propagande moderne ne se concentre plus exclusivement

sur l'idéologie, mais cible directement le subconscient. C'est le grand changement qui s'est produit dans l'histoire du complot depuis l'époque de Maupassant. La combinaison de l'idéologie dénuée de sens et de la Magie signifie que la propagande des élites n'est plus compréhensible par l'esprit conscient, même par l'esprit conscient des élites elles-mêmes. Elle existe donc uniquement dans le subconscient, ce qui fait que l'histoire de la conspiration devient une histoire d'horreur.

Avant les réformes néolibérales des années 90, les deux principaux partis politiques de la plupart des pays occidentaux représentaient le travail et le capital. Vous saviez ce qu'ils représentaient. Vous saviez quels intérêts ils servaient. L'identité, l'agence et le contrôle étaient bien définis et évidents. Ce système a ensuite été démantelé de l'intérieur et les partis ouvriers ont été convaincus de se vendre ; la même trahison que celle que nous voyons dans l'histoire de Maupassant.



L'objectif de la propagande et de l'idéologie est souvent de rendre opaques l'identité, l'action et le contrôle, afin que les conspirateurs puissent s'en sortir avec l'arnaque. Et donc, dans un sens, une histoire de conspiration tend toujours vers une histoire d'horreur. Dans la mesure où les élites de la société moderne ont déchaîné un volume de propagande sans précédent, elles ont atteint ce résultat. Toute agence, identité et contrôle semblent perdus. Vous perdez votre emploi à cause de la "mondialisation" ou des "forces du marché". Vos salaires sont érodés par "l'inflation" ; impersonnelle et externe comme les forces de la nature.

Désolé, Jack, on ne peut rien y faire. Cette absence d'identité, d'agence et de contrôle engendre la peur et explique la popularité de l'histoire d'horreur dans le débat moderne sur le climat, ainsi que les divers fantasmes d'apocalypse dont le Coronavirus était l'exemple le plus extrême. Dès le début de l'affaire Coronavirus, nous avons constaté qu'une grande partie de l'opinion publique souhaitait que les hommes politiques prennent les choses en main, qu'ils soient identifiables comme étant aux commandes et qu'ils montrent qu'ils ont un pouvoir. Peu importe que ce que l'on demandait aux politiciens de faire, à savoir contrôler un virus respiratoire, soit impossible. Le désir psychologique était la fin en soi.

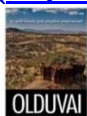
Vu sous cet angle, il peut y avoir une sagesse profonde en jeu ici. Il semble presque certain que le coronavirus a mis fin au néolibéralisme et signifie probablement aussi la fin de "l'ordre mondial libéral". Dans la mesure où l'ordre mondial libéral s'est transformé en une histoire d'horreur, on peut considérer que le Coronavirus représente une demande de retour à l'identité, à l'agence et au contrôle. C'est la demande d'êtres humains réels comme dirigeants qui ne se cachent pas derrière une idéologie, qui gouvernent des choses qu'ils contrôlent réellement et dont ils doivent donc assumer la responsabilité.

Nous n'en sommes pas encore là, bien sûr. Il y aura beaucoup d'esquives, beaucoup de propagande visant à maintenir le navire à flot le plus longtemps possible. Mais nous sommes face à une réinitialisation. Je doute fort que ce soit celle que Herr Schwab souhaite. Au lieu d'une déshumanisation croissante, je pense que nous verrons le contraire. Pour le meilleur ou pour le pire, ce sera un retour à l'humanité, c'est-à-dire à l'identité, à l'agence et à un niveau de contrôle moins hallucinogène et beaucoup plus humble.

▲ [RETOUR](#) ▲

.La contemplation d'aujourd'hui : L'effondrement arrive LXVIII

Steve Bull (<https://olduvai.ca>) 21 sept 2022



STEVE BULL



Chitchen Itza, Mexique (1986). Photo par l'auteur.

La contemplation d'aujourd'hui est une lettre ouverte que je vais envoyer (peut-être la présenter en personne, je n'ai pas encore décidé[1]) au conseil municipal de ma ville et à un promoteur concernant un projet de développement "proposé" qui est en train de se réaliser juste en face de notre maison. Ce n'est pas la première fois que je m'exprime sur de tels projets communautaires, mais ce sera probablement la dernière, car j'ai perdu toute confiance en notre conseil municipal pour comprendre les dangers et agir en conséquence, puisqu'il continue non seulement à poursuivre mais à encourager l'expansion continue de notre communauté. *La croissance est formidable, elle profite à tout le monde*" est un refrain qu'ils prononcent souvent.

Le fait que nous résidions dans une région de ma province canadienne particulièrement sensible sur le plan environnemental rend la poursuite du "développement" des terres particulièrement problématique[2]. Il est toujours question de "durabilité" et de "sensibilisation à l'environnement" dans de telles propositions, mais il ne s'agit guère plus que d'un habillage vert destiné à influencer les perceptions, d'un marketing destiné à faire croire que nos "dirigeants" agissent de manière "responsable" et que la poursuite d'une "croissance durable" est une action noble et juste.

Bien qu'ils semblent ouverts au dialogue et à la consultation de la communauté, j'en suis venu à considérer que cette apparence n'est qu'une mascarade ; une mise en scène pour donner l'impression d'être "démocratique" et "consultatif" - ce que j'ai aussi fini par comprendre de presque toute la "**politique**". Peu de choses, si ce n'est rien, dans les expériences et les observations que j'ai faites pendant des décennies sur les "représentants" de notre ville, m'amènent à conclure qu'ils comprennent réellement ou qu'ils veulent même connaître la situation difficile à laquelle ils contribuent - je ne peux qu'imaginer la dissonance cognitive écrasante que cela créerait ; il vaut mieux être plongé dans une auto-déception et une ignorance importante.

• • •

Cher Conseil de Whitchurch-Stouffville et M. Spratley,

M. Spratley, dans la lettre que vous avez récemment adressée à la communauté au sujet du projet de développement dont vous êtes le fer de lance au 14622 Ninth Line, vous prétendez poursuivre " ... un développement communautaire responsable et axé sur la communauté en gardant à l'esprit la santé du lac ".

En dehors du fait que vous n'avez pas été directement consulté, comme vous prétendez l'avoir fait avec tous les résidents qui vivent à proximité du développement proposé, je dois vous mettre au défi sur votre idée de "développement communautaire responsable", surtout à la lumière de votre préoccupation proclamée pour la santé du lac.

La nature de ce qui est considéré comme "responsable" a évolué au cours des dernières décennies. L'utilisation des terres ne peut et ne doit plus être envisagée sous un angle purement économique où tout

est considéré comme une marchandise à transformer en profit - surtout les terres situées dans des régions importantes sur le plan écologique, ce qui est certainement le cas de la moraine d'Oak Ridges. Une vision aussi archaïque ignore complètement et/ou minimise les impacts négatifs du "développement" humain sur l'environnement et les systèmes écologiques.

Le gouvernement de l'Ontario lui-même a reconnu l'importance de la moraine, en déclarant qu'il s'agit " d'un relief géologique sensible sur le plan environnemental... "[3], ce qui l'a incité à mettre en place des politiques visant à protéger les systèmes écologiques de la moraine (même s'il contourne souvent ces protections en encourageant et en permettant l'expansion continue de la colonisation malgré des promesses répétées de ne pas le faire).

L'impact du développement sur les aquifères très importants et leur contamination par le développement humain sont particulièrement préoccupants. Le lac Musselman se trouve dans l'une des zones identifiées comme étant très vulnérables à une telle contamination. Et le développement que vous proposez augmente considérablement le risque pour le lac et les aquifères régionaux.

En fait, il est de plus en plus évident que le fait de laisser les terres retourner à la nature est un acte beaucoup, beaucoup plus responsable en termes de durabilité à long terme et d'amélioration de l'écologie que de forcer des changements dans les systèmes terrestres et d'augmenter la densité de la population - qui servent tous deux à détruire/dégrader les systèmes naturels dont dépendent toutes les espèces, y compris les humains, pour leur existence même. Mais, bien sûr, il n'y a pas de "profit" dans tout cela.

Les dangers de la poursuite continue par l'humanité du calice de la croissance infinie sur une planète finie devraient être évidents pour tout le monde, mais malheureusement, ce n'est pas le cas. Peut-être parce que nous continuons à croire que nous sommes en dehors de la nature et de ses systèmes écologiques, et que nous pouvons les contrôler. Ou parce que nous avons appris à tout percevoir d'un point de vue économique, où la terre n'est considérée comme ayant une "valeur" que lorsqu'elle a été "développée" et construite. Peut-être est-ce parce que nous avons permis à ceux qui ont l'intention de "profiter" d'une telle perspective d'influencer de manière excessive et déraisonnable nos systèmes sociopolitiques et nos récits et croyances socioculturels.

Aucune campagne de promotion de l'écologie par le biais d'un " parc papillon " ne peut contrer les dommages écologiques causés par la construction d'une douzaine de maisons (voire beaucoup plus) sur une parcelle de terrain située dans une région écologiquement sensible. Le fait qu'un tel développement soit même envisagé pour la région de Musselman's Lake dans la moraine d'Oak Ridges est une parodie. Le Conseil serait bien avisé de rejeter la demande et les amendements.

Le fait même que vous ayez besoin de modifications au plan pour permettre l'utilisation de puits afin de fournir de l'eau à ces maisons parce que le système d'eau actuel est déjà " au maximum " en dit long sur la surutilisation et la surpopulation de la zone qui existe actuellement - sans parler de la façon plutôt antidémocratique dont la ville a forcé les résidents de la zone à abandonner des puits en parfait état de fonctionnement il y a plusieurs décennies pour se raccorder à l'eau de la ville... à un coût personnel important.

Enfin, votre affirmation selon laquelle "[l]a taille réduite des maisons par rapport à la taille totale des lots... respecte le lac et les politiques qui guident le développement" est quelque peu trompeuse, car ce n'est pas nécessairement l'empreinte d'une maison qui a un impact environnemental négatif sur une région, mais le nombre de personnes qui l'occupent. Si une grande maison peut avoir une influence démesurée sur les ressources utilisées pour la construire et l'entretenir (par exemple, les combustibles fossiles pour le chauffage), la plupart des conséquences environnementales découlent de la densité d'un établissement. L'augmentation du nombre d'habitations et de personnes dans une zone donnée a un impact surdimensionné compte tenu de tous les déchets produits et des ressources nécessaires pour

subvenir aux besoins de chaque personne.

Il se peut que vous soyez sincère dans votre désir de faire ce qui est "bien" pour ce développement, bien que chercher à construire beaucoup plus de maisons sur le terrain que ce qui est établi par les plans actuels suggère que vous ne l'êtes pas. Quoi qu'il en soit, les preuves qui s'accumulent dans ce monde au sujet des conséquences négatives de l'expansion humaine se rangent du côté de votre proposition qui est préjudiciable, très préjudiciable, et non bénéfique.

Le fait que des développements continuent d'être approuvés par notre conseil municipal avec des amendements visant à augmenter de manière significative le nombre de logements et la densité est très révélateur de leur préoccupation réelle pour la responsabilité environnementale/écologique - elle est inexistante.

Le fait que nous continuions à ignorer les signaux envoyés à l'humanité par la planète et ses congénères en dit long sur les mauvais usages que nous continuons à faire de notre monde fini et sur la question de savoir si nous agissons réellement de manière "responsable" dans notre comportement et nos actions. Les preuves continuent de s'accumuler que ce n'est pas le cas. En fait, nous faisons exactement l'inverse de ce que nous devrions faire - nous dégradons notre existence.

NOTES :

[1] Je suis conscient qu'un commentaire en personne sera probablement mieux reçu qu'un commentaire écrit, mais je ne me suis jamais senti à l'aise pour parler en public, bien que je me sois mis dans diverses situations où j'ai dû le faire. C'est l'une des actions ou l'un des comportements que j'aime le moins.

[2] Nous habitons dans une région appelée la moraine d'Oak Ridge et nous avons vue sur deux lacs de kettle voisins. La région fait partie de certains aquifères très importants pour notre province.

[3] <https://www.ontario.ca/page/oak-ridges-moraine>

▲ [RETOUR](#) ▲

L'augmentation des énergies renouvelables ne peut pas fournir suffisamment d'énergie thermique en hiver

Posté le 20 septembre, 2022 par Gail Tverberg , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés
Our Finite World

Exploring how oil limits affect the economy



Nous ne pensons généralement pas au merveilleux service rendu par les combustibles fossiles en tant que réserve d'énergie thermique pour l'hiver, période où les besoins en énergie thermique sont les plus importants. La figure 1 montre de façon spectaculaire comment, aux États-Unis, l'utilisation résidentielle des combustibles de chauffage atteint des sommets pendant les mois d'hiver.

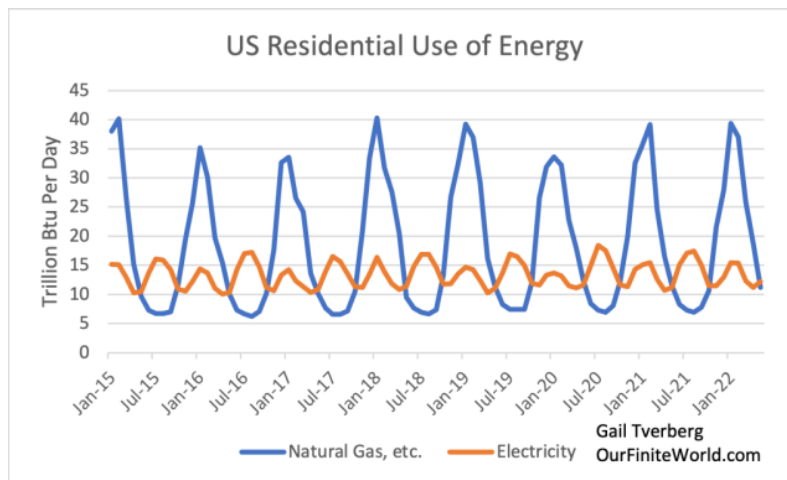


Figure 1. Utilisation résidentielle de l'énergie aux États-Unis, d'après les données de l'EIA. La catégorie "Gaz naturel, etc." comprend tous les combustibles achetés directement par les ménages et brûlés. Il s'agit principalement de gaz naturel, mais aussi de petites quantités de propane et de diesel brûlées comme huile de chauffage. Les copeaux de bois ou autres bois commerciaux achetés pour être brûlés font également partie de cette catégorie.

L'énergie solaire est surtout disponible en mai, juin et juillet, ce qui en fait un mauvais candidat pour résoudre le problème du besoin de chaleur en hiver.

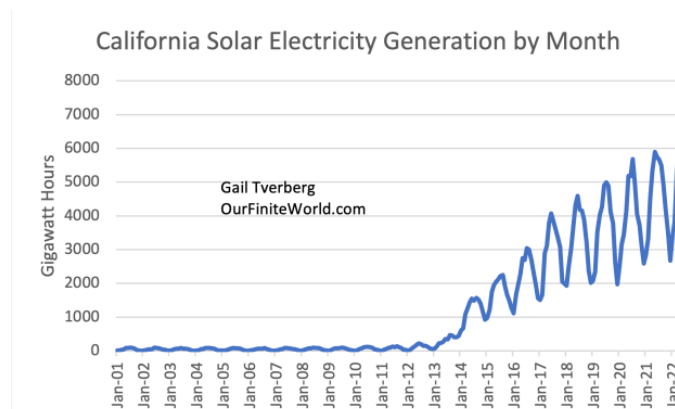


Figure 2. Production californienne d'électricité solaire par mois jusqu'au 30 juin 2022, d'après les données de l'EIA. Les montants correspondent à la combinaison de l'énergie solaire à l'échelle des services publics et à petite échelle.

D'une certaine manière, le manque de disponibilité des combustibles pour l'hiver est un canari dans la mine de charbon concernant les futures pénuries d'énergie. Les gens ont été préoccupés par les pénuries de pétrole, mais les pénuries de carburant en hiver sont, à bien des égards, tout aussi graves. Elles peuvent conduire les gens à "geler dans le noir".

Dans ce billet, je vais examiner certaines des questions en jeu.

[1] Les batteries permettent de régler avec précision le moment où l'électricité solaire est utilisée pendant une période de 24 heures. Elles ne peuvent pas être mises à l'échelle pour stocker l'énergie solaire d'été en hiver.

Dans le monde actuel, les batteries peuvent être utilisées pour retarder l'utilisation de l'électricité solaire de quelques heures tout au plus. Dans des situations exceptionnelles, la période de rétention peut peut-être être portée à quelques jours.

La Californie est connue à la fois pour son niveau élevé de stockage par batterie et pour son niveau élevé d'énergies renouvelables. Ces énergies renouvelables comprennent l'énergie solaire et l'énergie éolienne, ainsi que de petites quantités d'électricité produites par des centrales géothermiques et de l'électricité produite par la combustion de la biomasse. Le problème rencontré est que l'électricité produite par les panneaux solaires a tendance à commencer et à se terminer trop tôt dans la journée, par rapport au moment où les citoyens veulent utiliser cette électricité. Lorsque les citoyens rentrent chez eux après le travail, ils souhaitent cuisiner leur dîner et utiliser leur climatisation, ce qui entraîne une demande considérable après le coucher du soleil.

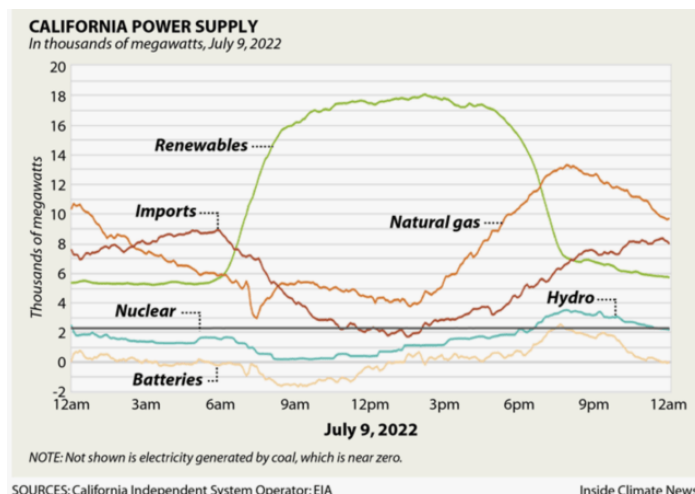


Figure 3. Illustration réalisée par Inside Climate News montrant la combinaison des ressources utilisées le 9 juillet 2022, jour de pic de consommation électrique. Les importations font référence à l'électricité achetée en dehors de l'État de Californie.

L'illustration 3 montre comment les batteries, combinées à la production hydroélectrique (hydro), sont utilisées pour sauvegarder la production d'électricité en début de journée afin de l'utiliser en soirée. Si l'utilisation de batteries permet de régler avec précision le moment où l'énergie solaire sera utilisée au cours d'une période de 24 heures, la quantité de batteries ne peut pas être augmentée suffisamment pour économiser l'électricité de l'été à l'hiver. Le monde serait à court de matériaux pour fabriquer des batteries, ne serait-ce que pour une raison ou une autre.

[2] L'augmentation de la production d'électricité n'est pas une solution à notre problème d'insuffisance d'énergie pour le chauffage en hiver.

L'un des problèmes est que, dans les économies industrialisées depuis longtemps, les capacités hydroélectriques ont été développées il y a des années.

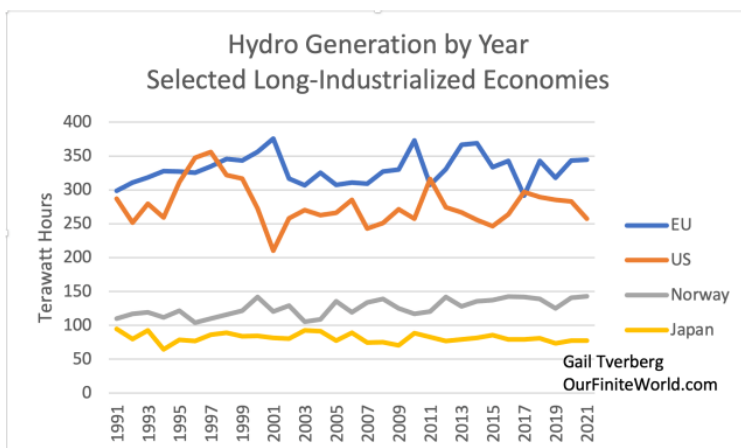


Figure 4. Production annuelle d'hydroélectricité, d'après les données du Statistical Review of World Energy 2022 de BP.

Il est difficile de croire qu'il reste encore beaucoup à construire dans ces pays.

Un autre problème est que l'hydroélectricité a tendance à être assez variable d'une année à l'autre, même sur une zone aussi vaste que les États-Unis, comme le montre la figure 4 ci-dessus. Si l'on considère la variabilité sur une zone plus petite, la variabilité d'une année sur l'autre est encore plus élevée, comme l'illustre la figure 5 ci-dessous.

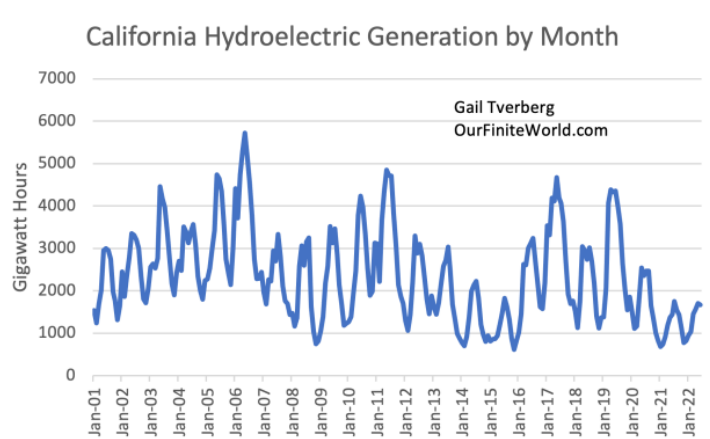


Figure 5. Production hydroélectrique mensuelle de la Californie jusqu'au 30 juin 2022, selon les données de l'EIA.

Le schéma illustré reflète la production maximale au printemps, lorsque la banquise fond. La production est généralement faible en hiver, lorsque la banquise est gelée. Ainsi, l'hydroélectricité a tendance à ne pas être utile pour augmenter l'approvisionnement en énergie en hiver. Un schéma similaire tend à se produire dans d'autres régions tempérées.

Troisièmement, la variabilité de l'approvisionnement en énergie hydraulique pose déjà des problèmes. **La Norvège** a récemment indiqué qu'elle pourrait être amenée à limiter ses exportations d'hydroélectricité dans les mois à venir, car les réservoirs d'eau sont bas. Les exportations d'électricité de la Norvège sont utilisées pour aider à équilibrer l'électricité éolienne et solaire de l'Europe. Cette question pourrait donc entraîner un autre problème énergétique pour l'Europe.

Autre exemple, **la Chine** fait état d'une grave pénurie d'électricité dans sa province du Sichuan, liée à de faibles précipitations et à des températures élevées. La production de combustibles fossiles n'est pas disponible pour combler le manque.

[3] L'énergie éolienne n'est pas beaucoup plus performante que l'énergie hydraulique et solaire, en termes de variabilité et de mauvaise synchronisation de l'approvisionnement.

Par exemple, **l'Europe** a connu une pénurie d'électricité au troisième trimestre de 2021 en raison de la faiblesse des vents. Les plus grands producteurs d'énergie éolienne d'Europe (Grande-Bretagne, Allemagne et France) **n'ont produit que 14 % de leur capacité nominale pendant cette période, contre une moyenne de 20 à 26 % les années précédentes.** Personne n'avait prévu ce genre de déficit de trois mois.

En 2021, la Chine a connu un temps sec et sans vent, ce qui a entraîné une faible production éolienne et hydraulique. Le pays a dû recourir à des coupures de courant pour faire face à la situation. Les feux de circulation sont tombés en panne et de nombreuses familles ont dû dîner à la bougie.

Même considérée à l'échelle nationale, la production éolienne américaine varie considérablement d'un mois à l'autre.

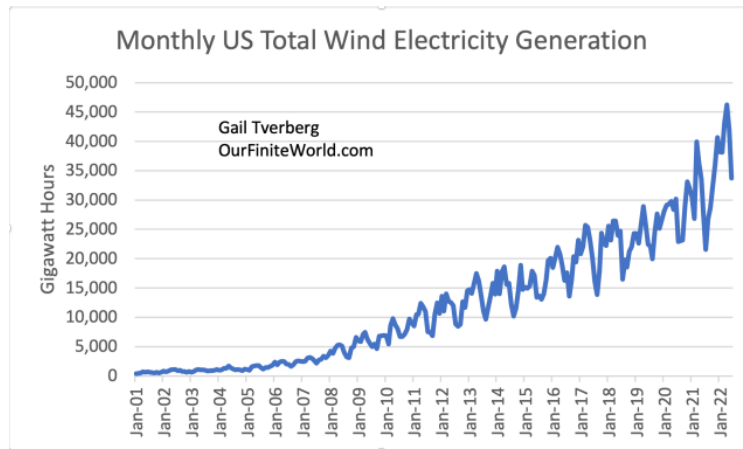


Figure 6. Production totale d'électricité éolienne aux États-Unis jusqu'au 20 juin 2022, selon les données de l'EIA.

La production totale d'électricité éolienne aux États-Unis a tendance à être la plus élevée en avril ou en mai. Cela peut causer des problèmes d'offre excédentaire, car la production hydroélectrique a tendance à être élevée à peu près au même moment. La demande d'électricité a tendance à être faible en raison du temps généralement doux. Il en résulte que, même avec les niveaux actuels d'énergies renouvelables, un printemps humide et venteux peut conduire à une situation dans laquelle la combinaison de l'offre d'électricité hydraulique et éolienne dépasse la demande locale totale d'électricité [4].

[4] Plus l'éolien et le solaire sont ajoutés au réseau, plus les défis et les coûts deviennent importants.

Il existe un grand nombre de problèmes techniques liés à l'ajout d'une grande quantité d'énergie éolienne et solaire au réseau. Certains d'entre eux sont décrits dans la figure 7.

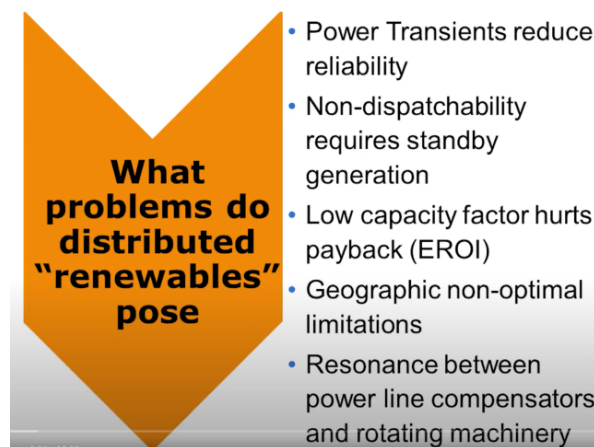


Figure 7. Diapositive d'introduction d'une présentation d'ingénieurs en électricité montrée dans cette vidéo YouTube.

L'un des problèmes est la distorsion du couple, particulièrement liée à l'énergie éolienne.

Torque Amplification in Compensated Networks

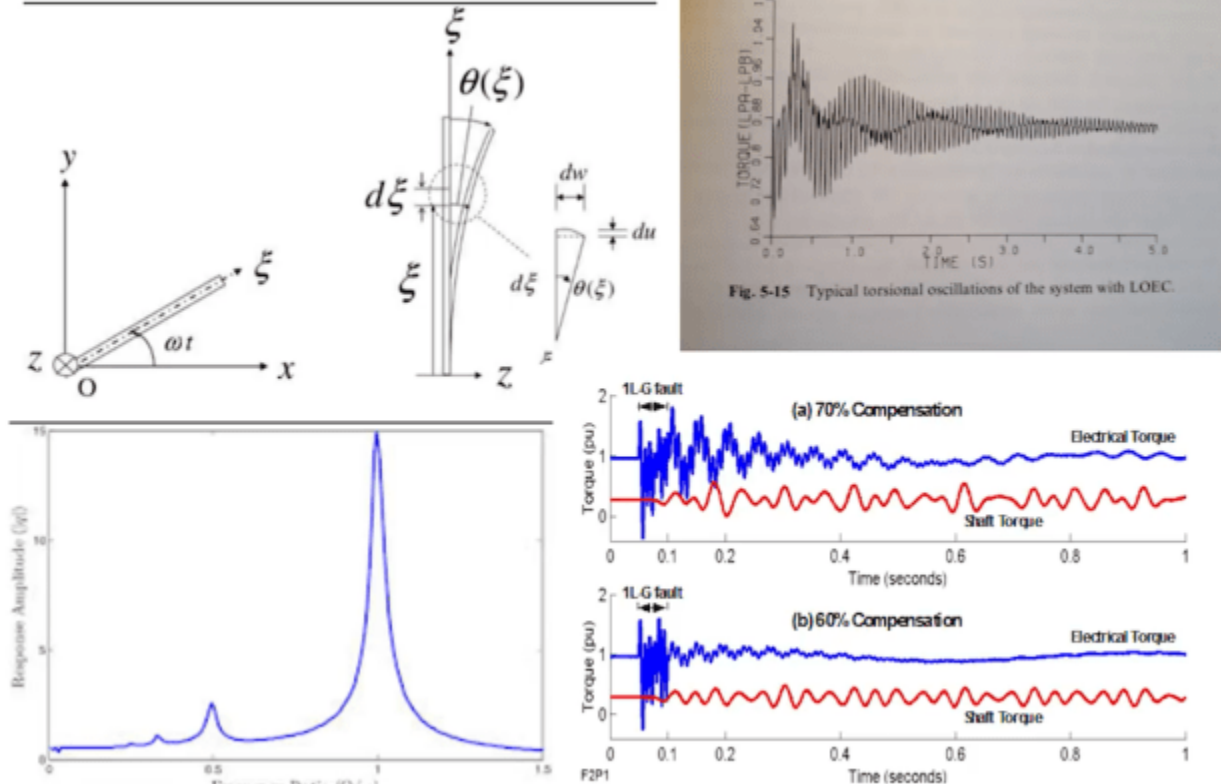


Figure 8. Diapositive décrivant les problèmes de distorsion du couple, tirée de la même présentation aux ingénieurs en énergie que la figure 7. Vidéo YouTube.

Il existe également de nombreux autres problèmes, dont certains sont décrits sur le site Web de Drax. Le vent et le soleil n'apportent aucune "inertie" au système. Cela m'amène à me demander si le réseau pourrait même fonctionner sans une quantité importante de combustibles fossiles ou de production nucléaire fournissant une inertie suffisante.

En outre, le vent et le soleil ont tendance à faire fluctuer la tension, ce qui oblige les systèmes à absorber et à décharger ce que l'on appelle la "puissance réactive"[5].

[5] Le mot "durable" a créé des attentes irréalistes en ce qui concerne l'électricité éolienne et solaire intermittente.

Une personne travaillant dans le secteur de la réparation des éoliennes m'a dit un jour : "Les éoliennes fonctionnent grâce à un approvisionnement régulier en pièces de rechange". Les pièces individuelles peuvent être fabriquées pour durer 20 ans, voire plus, mais il y a tellement de pièces que certaines auront probablement besoin d'être remplacées bien avant. Un article paru dans Windpower Engineering indique que "les boîtes de vitesses des turbines ont généralement une durée de vie nominale de 20 ans, mais peu d'entre elles dépassent la barre des 10 ans".

Il y a aussi le problème des dommages causés par le vent, notamment en cas de forte tempête.



Figure 9. *Panneaux solaires endommagés par l'ouragan à Porto Rico. Source.*

En outre, la durée de vie des centrales nucléaires et à combustibles fossiles est généralement beaucoup plus longue que celle des centrales éoliennes et solaires. Aux États-Unis, certaines centrales nucléaires sont autorisées à fonctionner pendant 60 ans. Des efforts sont en cours pour prolonger certaines licences jusqu'à 80 ans.

Compte tenu de la courte durée de vie de l'éolien et du solaire, il est nécessaire de reconstruire constamment les éoliennes et les centrales solaires, en utilisant des combustibles fossiles. Entre le problème de la reconstruction et le besoin de combustibles fossiles pour maintenir le réseau électrique, la production des éoliennes et des panneaux solaires ne peut pas durer plus longtemps que l'approvisionnement en combustibles fossiles[6].

[6] La modélisation énergétique a conduit à des attentes irréalistes pour l'éolien et le solaire.

Les modèles énergétiques ne tiennent pas compte de tous les nombreux ajustements du système de transmission qui sont nécessaires pour soutenir l'éolien et le solaire, ni des coûts supplémentaires qui en découlent. Outre le coût direct de la transmission supplémentaire requise, il est nécessaire d'inspecter en permanence les pièces pour détecter les signes d'usure. Les broussailles autour des lignes de transmission doivent également être coupées. Si un entretien adéquat n'est pas effectué, les lignes de transmission peuvent provoquer des incendies. L'enfouissement des lignes de transmission est parfois une option, mais cette opération est coûteuse, tant en termes de consommation d'énergie que de coûts.

Les modèles énergétiques ne tiennent pas compte non plus de la façon dont les éoliennes et les panneaux solaires fonctionnent dans la "vraie vie". En particulier, la plupart des chercheurs ne comprennent pas que l'électricité produite par les panneaux solaires ne peut pas être très utile pour répondre à nos besoins en énergie thermique en hiver. Si nous voulons ajouter la climatisation en été, les panneaux solaires peuvent "en quelque sorte" soutenir cet effort, surtout si des batteries sont également ajoutées pour aider à régler avec précision le moment où l'électricité solaire sera utilisée au cours de la journée de 24 heures. Malheureusement, nous n'avons aucun moyen réaliste de sauvegarder la production des panneaux solaires d'été en hiver.

Il me semble que soutenir la climatisation est une utilisation plutôt frivole de ce qui semble être une quantité décroissante d'énergie disponible. À mon avis, nos deux premières priorités devraient être un approvisionnement alimentaire adéquat et éviter de geler dans le noir en hiver. L'énergie solaire, en particulier, n'apporte rien à ces questions. Le vent peut être utilisé pour pomper l'eau destinée aux cultures et aux animaux. En fait, un moulin à vent ordinaire, construit il y a 100 ans, peut également être utilisé pour fournir ce type de service.

En raison du problème de l'intermittence, en particulier de **l'intermittence "d'été en hiver"**, l'éolien et le solaire ne remplacent pas vraiment l'électricité produite par les combustibles fossiles ou le nucléaire. Le problème est que la majeure partie du système actuel doit rester en place, en plus du système d'énergie renouvelable. Lorsque les chercheurs font des comparaisons de coûts, ils devraient comparer le coût de l'énergie intermittente, y compris les batteries nécessaires et les améliorations du réseau, avec le coût du carburant économisé par le fonctionnement de ces dispositifs [7].

[7] Les plans de tarification concurrentiels qui permettent la croissance de l'électricité éolienne et solaire font partie de ce qui pousse un certain nombre de régions du monde vers un problème de "gel dans l'obscurité".

Aux premiers jours de la production d'électricité, on utilisait généralement la "tarification des services publics". Avec cette approche, l'intégration verticale de l'approvisionnement en électricité était encouragée. Un service public concluait des contrats à long terme avec un certain nombre de fournisseurs et fixait les prix pour les clients en fonction du coût prévu à long terme de la production et de la distribution d'électricité. Le service public s'assurait que les lignes de transmission étaient correctement réparées et ajoutait une nouvelle génération si nécessaire.

Les prix de l'énergie de toutes sortes ont grimpé en flèche à la fin des années 1970. Peu de temps après, afin d'éviter que les prix élevés de l'électricité n'entraînent une inflation, un changement des modalités de tarification a commencé à se produire. Une plus grande concurrence a été encouragée, la nouvelle approche étant appelée "tarification concurrentielle". Les groupes verticalement intégrés ont été démantelés. Les prix de gros de l'électricité ont commencé à varier selon l'heure de la journée, en fonction des fournisseurs qui étaient prêts à vendre leur production au prix le plus bas, pour cette période particulière. Cette approche a encouragé les fournisseurs à négliger l'entretien de leurs lignes électriques et à ne plus ajouter de capacité de stockage. Toute forme de frais généraux était découragée.

En fait, dans le cadre de cet arrangement, l'énergie éolienne et l'énergie solaire avaient également le privilège de "passer en premier". Si la production totale d'énergie était trop importante, les autres fournisseurs pouvaient bénéficier de tarifs négatifs. Cette approche a été particulièrement néfaste pour l'énergie nucléaire. Les centrales nucléaires ont constaté que leur structure de prix globale était trop basse. Elles ont parfois fermé en raison d'une rentabilité insuffisante. Les nouveaux investissements dans l'énergie nucléaire étaient découragés, tout comme l'entretien adéquat. Cet effet a été particulièrement sensible en Europe.

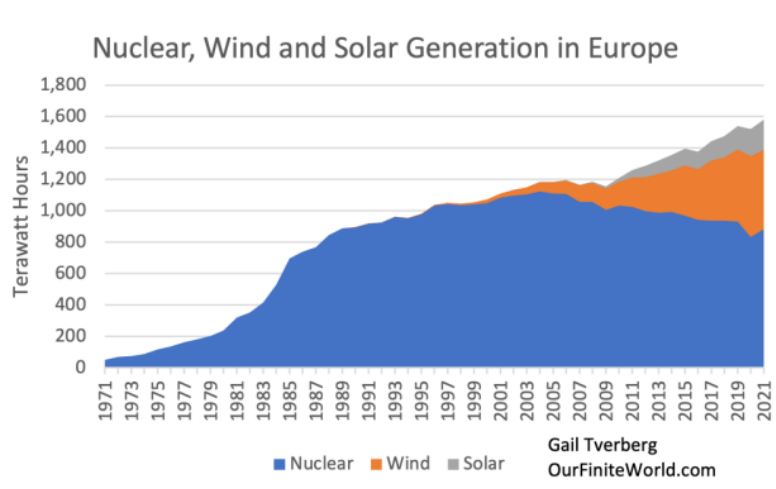


Figure 10. Production d'électricité nucléaire, éolienne et solaire en Europe, d'après les données du *Statistical Review of World Energy 2022* de BP.

Le résultat est qu'environ un tiers des gains réalisés grâce à l'énergie éolienne et solaire a été compensé par le déclin de la production d'électricité nucléaire. Bien sûr, le nucléaire est une autre forme d'électricité à faible teneur en carbone. Il est beaucoup plus fiable que l'éolien ou le solaire. Elle peut même aider à éviter de geler dans le noir, car elle est susceptible d'être disponible en hiver, lorsque l'on a besoin de plus d'électricité pour le chauffage.

Un autre problème est que la tarification concurrentielle a découragé la construction d'installations de stockage adéquates pour le gaz naturel. De plus, elle avait tendance à décourager l'achat de gaz naturel dans le cadre de

contrats à long terme. Le raisonnement était le suivant : "Plutôt que de construire des installations de stockage, pourquoi ne pas attendre que le gaz naturel soit nécessaire, puis l'acheter au taux du marché ?".

Malheureusement, la production de gaz naturel nécessite des investissements à long terme. Les entreprises qui produisent du gaz naturel exploitent des puits qui produisent des quantités à peu près égales tout au long de l'année. Le même schéma de forte consommation de gaz naturel en hiver a tendance à se produire presque simultanément dans de nombreuses régions de l'hémisphère nord aux hivers froids. Pour que le système fonctionne, il faut que les clients achètent du gaz naturel toute l'année et le stockent pour l'hiver.

La production de gaz naturel a chuté en Europe, tout comme la production de charbon (non illustré), ce qui nécessite davantage d'importations de combustible de remplacement, souvent du gaz naturel.

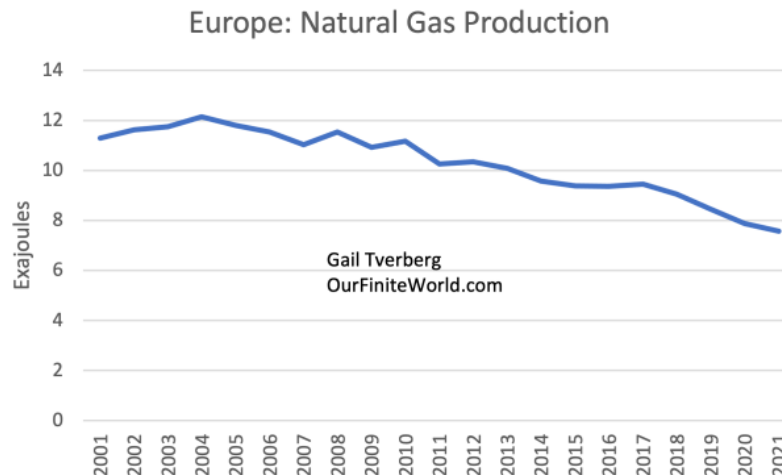


Figure 11. *Production de gaz naturel en Europe, d'après les données de la 2022 Statistical Review of World Energy de BP.*

Avec des tarifs compétitifs et des navires méthaniers qui semblent vendre du gaz naturel en fonction des besoins, l'Europe a eu tendance à négliger la nécessité de contrats à long terme et de stockage supplémentaire pour accompagner l'augmentation des importations de gaz naturel. Aujourd'hui, l'Europe commence à découvrir la folie de cette approche. Le solaire est presque sans valeur pour fournir de l'électricité en hiver ; on ne peut pas compter sur l'éolien. La montée en puissance est loin d'être assez rapide, dans un délai raisonnable. Le danger est que les pays risquent de voir leurs citoyens geler dans le noir en raison d'une disponibilité insuffisante des importations de gaz naturel.

[8] Le monde est très loin de produire suffisamment d'énergie éolienne et solaire pour résoudre ses problèmes énergétiques, en particulier son besoin de chaleur en hiver.

L'approvisionnement énergétique que le monde utilise comprend bien plus que l'électricité. Il contient du pétrole et des combustibles brûlés directement, comme le gaz naturel. La part en pourcentage de cet approvisionnement énergétique total que représente la production éolienne et solaire dépend de la manière dont elle est comptabilisée. L'Agence internationale de l'énergie traite l'énergie éolienne et solaire comme si elle ne faisait que remplacer le carburant, plutôt que de remplacer l'électricité dispatchable.

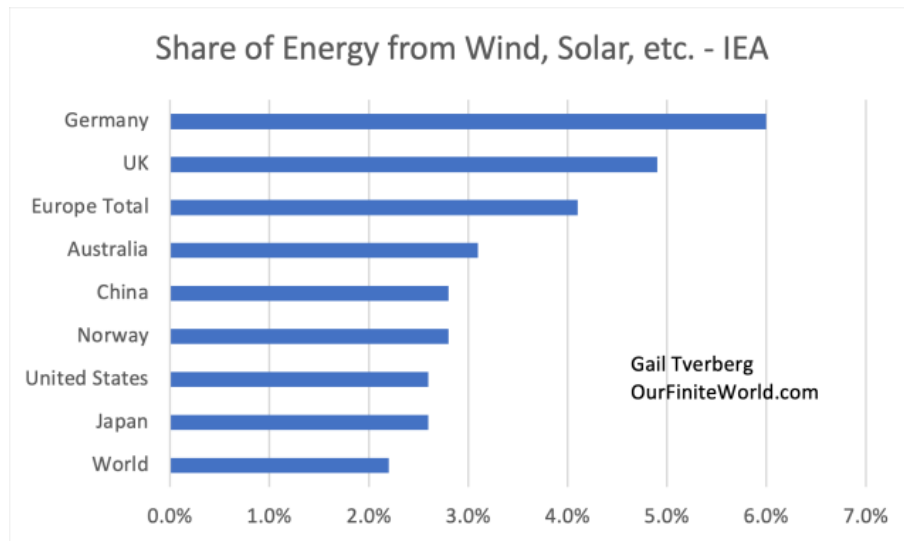


Figure 12. Production éolienne et solaire pour une catégorie appelée "Wind, Solar, etc." par l'AIE. Les montants sont pour 2020 pour l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Australie, la Norvège, les États-Unis et le Japon. Pour les autres groupes présentés dans ce graphique, les montants sont calculés à partir des données de 2019.

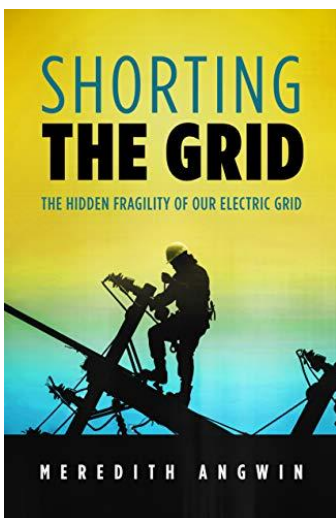
Sur cette base, la part de l'énergie totale fournie par la catégorie éolienne et solaire est très faible, seulement 2,2 % pour l'ensemble du monde. L'Allemagne arrive en tête des groupes analysés, mais même elle ne remplace que 6,0 % de son énergie totale consommée. Il est difficile d'imaginer comment la terre et l'eau autour de l'Allemagne pourraient tolérer que les éoliennes et les panneaux solaires soient montés en puissance suffisamment pour couvrir un tel déficit. D'autres régions du monde sont encore plus éloignées du remplacement des approvisionnements énergétiques actuels par l'éolien et le solaire.

Il est clair que nous ne pouvons pas nous attendre à ce que l'éolien et le solaire soient un jour capables de répondre à nos besoins énergétiques, même en combinaison avec l'hydroélectricité.

▲ [RETOUR](#) ▲

Comment le réseau fonctionne, pourquoi un réseau distribué ne fonctionnera pas

Alice Friedemann Posté le 23 septembre 2022 par energyskeptic , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés



Préface. Ce livre est une bonne introduction sur le fonctionnement du réseau, il vaut le prix pour moi juste pour comprendre les réactifs Volt-Ampère (VAR). Les énergies renouvelables ne les fournissent pas, mais elles sont essentielles pour que le réseau reste stable et ne s'effondre pas. Pour Angwin, les VAR sont un peu comme "faire du vélo". L'énergie que vous mettez dans les pédales fait avancer le vélo, mais vous devez aussi mettre de l'énergie pour maintenir votre équilibre, sinon vous allez tomber et vous ne pourrez plus avancer du tout. Si vous êtes un bon cycliste sur une route lisse, l'"énergie nécessaire pour maintenir votre équilibre" sera faible. Si vous êtes un mauvais cycliste qui fait beaucoup d'embardées, ou si vous êtes sur une mauvaise route, l'énergie de "maintien de l'équilibre" sera plus importante. Dans les deux cas, l'énergie de "maintien de l'équilibre" est nécessaire. Cette énergie est aussi un parasite de votre effort énergétique : elle ne fait pas avancer le vélo. Un réseau bien géré est comme un bon cycliste sur une route lisse. Les machines électriques tournantes créent des VAR sur le réseau, et si tout le réseau était constitué d'unités thermiques (nucléaire, gaz, charbon) et hydroélectriques, il y aurait rarement un

problème de VAR. Ces systèmes fonctionnent tous avec des machines électriques tournantes. Mais les éoliennes et l'énergie solaire produisent un courant continu qui doit être transformé en courant alternatif, et ce processus ne

génère pas de VAR sur le réseau de la même manière. (Certaines éoliennes plus anciennes et plus grandes génèrent des VAR sur le réseau). Le fait de perturber les VAR peut également perturber le réseau, c'est donc un autre domaine dans lequel le BA doit être conscient de ce qui se passe sur le réseau".

J'ai écrit deux livres maintenant sur la raison pour laquelle **le réseau électrique s'effondrera pour de bon lorsque les combustibles fossiles seront rares**, en particulier le gaz naturel décline puisque d'autres formes d'énergie dispatchable comme l'hydroélectricité et les batteries ne peuvent pas être mises à l'échelle suffisamment pour fournir un stockage. Le gaz naturel est aujourd'hui le principal moyen de stockage de l'électricité. En attendant, il s'agit d'un excellent livre pour comprendre comment le réseau fonctionne MAINTENANT, et pourquoi un réseau distribué n'est peut-être pas dans votre avenir. Quelques extraits :

- La quantité de **lithium** nécessaire pour emmagasiner l'énergie d'une grande centrale à charbon moderne de 1000 MW pendant 100 heures nécessiterait 32 000 tonnes de lithium. En 2018, la production mondiale de lithium était de 62 000 tonnes. Il faudrait donc plus de la moitié de la production mondiale de lithium d'une année pour emmagasiner l'énergie d'**une seule** grande centrale à charbon.
- **Aucune agence n'est chargée de veiller à ce qu'il y ait suffisamment de centrales et de lignes électriques pour que le réseau fonctionne.** Dans les zones de l'organisation régionale de transport (RTO), le réseau devient plus fragile et plus coûteux. Dans un avenir proche, les "**coupures roulantes**" pourraient devenir courants dans de nombreuses zones RTO. Ce livre explique pourquoi cela se produira.
- **Les combustibles fossiles (et l'hydroélectricité disponible) constituent la seule solution de secours saisonnière pour les énergies renouvelables.** De même, il y a plus de vent aux changements de saison (printemps et automne). Il y a plus de jours sans vent et très chauds en été, et plus de jours sans vent et très froids en hiver. Encore une fois, il n'est pas raisonnable de considérer que la charge d'une batterie en mars, lorsqu'il y a du vent, fournira de l'énergie pour faire fonctionner les climatiseurs en août.
- Dans les zones RTO, le réseau évolue inexorablement vers une forte dépendance à l'égard des énergies renouvelables intermittentes, associée à une dépendance tout aussi forte à l'égard de la livraison de gaz naturel en flux tendu comme appoint. Plusieurs scénarios différents pourraient provoquer l'effondrement de ce système. Le gaz naturel, le combustible universel pour le réseau et les habitations, pourrait devenir rare ou cher. Une longue période froide sans vent ou une longue période chaude et humide pourrait submerger l'approvisionnement en gaz naturel pour la production d'électricité. La production éolienne se situe souvent à des centaines de kilomètres du centre de consommation, ce qui ajoute un autre niveau de vulnérabilité au système de transmission.

Franchement, je suis étonné que le système ne soit pas détruit par la bureaucratie complexe, inadéquate et parfois incompétente qui tente de maintenir l'équilibre du réseau...

Angwin M (2020) Shorting the Grid. La fragilité cachée de notre réseau électrique. **Carnot Communications.**

Dans de nombreuses régions du pays, mais surtout dans les zones RTO, les installations électriques qui ne peuvent fonctionner que par intermittence, comme les installations solaires et éoliennes, sont la valeur sûre pour s'enrichir. Dans le cas d'une hypothèque, la valeur intrinsèque de l'hypothèque n'avait pas d'importance. Dans la zone RTO, la valeur de l'énergie produite n'a pas d'importance. En fait, l'énergie de moindre valeur est plus rentable. Les problèmes ne manqueront pas d'arriver, et ils sont en route. Dans ces régions, nous sommes sur la voie d'un réseau coûteux et fragile.

DANS LES ZONES RTO, aucun groupe ou agence n'a la responsabilité de la fiabilité du réseau. Cette agence

peut faire un peu de ceci, et cette agence peut faire un peu de cela, mais aucune agence n'est chargée de garantir la fiabilité du réseau. Aucun organisme n'est chargé de veiller à ce qu'il y ait suffisamment de centrales et de lignes électriques pour que le réseau fonctionne.

Dans les zones RTO, le réseau devient plus fragile et plus coûteux. La fragilité est le problème le plus dangereux. Dans un avenir proche, les "rolling blackouts" pourraient devenir courants dans de nombreuses zones RTO. Ce livre explique pourquoi cela se produira et ce que nous pouvons faire pour éviter ces pannes. Qu'en est-il du "marché libre", qui pourrait vraisemblablement utiliser sa main invisible pour fournir une électricité fiable aux consommateurs ? **Il n'y a pas de marché libre. Il existe de faux marchés, régis par des décisions d'initiés.**

À mon avis, un effondrement du réseau est à venir. L'électricité fiable fera partie du bon vieux temps dont les parents parlent à leurs enfants. Contrairement aux héros de *The Big Short*, je ne suis pas en mesure de placer une sorte de pari qui me rendra riche.

LES MARCHÉS DE L'ÉLECTRICITÉ dans les zones RTO ne servent à personne. Tout d'abord, ce ne sont pas des marchés. La plupart des types de centrales sont constamment à la recherche de leur "argent manquant" : les réglementations des RTO ne leur permettent pas de récupérer ne serait-ce que leurs coûts. Des incitations de toutes sortes conduisent à des réseaux fragiles, et personne n'y voit rien de mal. Les décisions importantes sont prises dans des salles fermées où seuls les initiés (appelés "parties prenantes") sont présents, et la presse n'est souvent pas autorisée.

Le réseau dans les zones RTO a une gouvernance à huis clos. Dans de nombreux cas, vous ne pouvez pas savoir ce qui se passe et quelles décisions sont prises. Pourquoi devrais-je écrire un livre disant : *"C'est comme ça que vous allez être battu. Habituez-vous à cela"* ? Je commencerai par une description des enchères d'énergie dans les zones RTO. Nous devons comprendre la manière dont les kilowattheures sont achetés et vendus sur un réseau RTO avant de pouvoir comprendre quoi que ce soit d'autre.

Les entreprises de services publics verticalement intégrées avaient quelques avantages importants par rapport au système RTO. Le principal avantage des systèmes intégrés verticalement est que ces systèmes avaient des lignes de responsabilité claires. Pour transporter de l'électricité sur de longues distances, avec des pertes en ligne relativement faibles, il faut des tensions élevées. C'est pourquoi on peut voir de très hautes tours de transmission traverser la campagne. La hauteur de la tour est une indication approximative de la tension des lignes. Des pylônes plus hauts signifient des tensions plus élevées et, par conséquent, moins de pertes en ligne. Personne ne construirait des pylônes aussi hauts s'il ne transportait pas une grande quantité d'énergie.

Qu'est-ce que la perte en ligne ? Lorsque vous déplacez de l'énergie, une partie de celle-ci est gaspillée. En général, l'énergie est gaspillée de deux façons : par résistance et par rayonnement électromagnétique. La résistance chauffe les lignes électriques. Les radiations électromagnétiques (ondes radio) sont les "parasites" que vous entendez lorsque votre voiture passe sous une ligne électrique. Ces deux phénomènes sont bien compris par les ingénieurs électriciens et posent très peu de problèmes au réseau. Toutefois, les pertes en ligne rendent le transport de l'électricité plus coûteux, car toute l'électricité n'arrive pas à destination. En règle générale, plus la ligne est longue, plus la perte de puissance est importante.

L'autorité d'équilibrage (BA) veille à ce que l'offre d'électricité sur le réseau corresponde exactement aux besoins en électricité. Toujours. Les besoins en électricité du réseau varient au cours de la journée. Les centrales électriques doivent être mises en service lorsque les besoins augmentent ou doivent cesser de produire de l'électricité lorsque les besoins diminuent.

Un autre problème est que les différentes technologies ont des capacités différentes. Une centrale électrique à vapeur peut produire plus ou moins d'électricité, mais doit changer de niveau de puissance relativement lentement. Elle fonctionne merveilleusement bien lorsqu'elle est régulière, mais il lui faut un certain temps pour se retourner. De par sa conception, une centrale à vapeur est un producteur stable et solide. Bien sûr, une centrale à vapeur peut

modifier sa production.

Même les centrales à combustion interne ne sont pas "instantanées" comme l'électricité doit l'être. Il y a donc tout un autre aspect appelé "*services auxiliaires*" sur le réseau : il s'agit essentiellement de payer les centrales pour qu'elles soient en veille à chaud, souvent avec des turbines qui tournent (mais sans charge), prêtes à envoyer leur énergie au réseau très rapidement, lorsqu'elles sont sollicitées. Bien entendu, les centrales ne peuvent pas faire tourner leurs turbines par pure bonté d'âme : elles doivent payer le combustible. L'autorité d'équilibrage doit prévoir une **réserve tournante** et la payer. La réserve tournante, qui est rapide à obtenir sur le réseau, coûtera plus cher que la réserve tournante légèrement plus lente à obtenir sur le réseau.

Les énergies renouvelables compliquent souvent la tâche de l'autorité de régulation. Elles dépendent des conditions en temps réel (soleil, vent) et le BA ne peut pas les commander en ligne pour répondre aux besoins. En revanche, elle peut leur demander de se déconnecter (ce que l'on appelle la "réduction"). Les options du BA sont donc plus limitées pour le solaire et pour l'éolien.

L'énergie éolienne est également réputée pour sa volatilité : alors que la demande du réseau évolue lentement, le vent se met en marche et s'arrête avec une relative soudaineté. En raison des mauvaises connexions de transmission et du caractère imprévisible de l'énergie éolienne, celle-ci est souvent réduite.

Le cou de la courbe du canard devient un problème dans les régions où il y a beaucoup d'énergie solaire. L'apport solaire au réseau a tendance à être le plus élevé pendant les après-midi d'été. Cependant, lorsque le soleil se couche, l'énergie solaire s'éteint rapidement. L'Office de l'électricité ordonne alors aux centrales répartissables (centrales thermiques, centrales hydroélectriques) de monter en puissance, et elles doivent souvent monter en puissance plus rapidement que le solaire ne descend. Plus vite parce que les gens ont tendance à allumer une lumière lorsque le soleil se couche, ou à rentrer à l'intérieur et à commencer à préparer le dîner, etc.

Il existe une règle générale sur le réseau selon laquelle aucune centrale ne doit être si grande qu'elle représente plus de 10 % de la demande moyenne du réseau. La mise hors service d'une centrale ne doit pas entraîner 20 % de la puissance du réseau. Les gens considèrent l'énergie solaire comme **un système distribué** : mon toit, votre toit et un panneau solaire près de l'Interstate. Pas d'énormes centrales électriques ici ! Mais en fait, le solaire se comporte souvent comme une seule méga-centrale, qui s'éteint en début de soirée.

Volt-Ampère Réactif (VARs)

Il existe une autre propriété du courant électrique, une propriété avec laquelle la plupart d'entre nous ne sont pas familiers : le VAR. Le BA doit maintenir la tension dans une fourchette étroite et équilibrer la demande sur le réseau (ampères). Il doit également s'assurer que les VAR sont équilibrés. Le courant alternatif possède des propriétés électromagnétiques qui doivent être maintenues en équilibre. Lorsqu'une personne tente d'expliquer les VAR, elle finit souvent par donner des explications incompréhensibles.

Hittinger fait une analogie avec le fait de faire du vélo. L'énergie que vous mettez dans les pédales fait avancer le vélo, mais vous devez aussi mettre de l'énergie pour maintenir votre équilibre, sinon vous allez tomber et ne pourrez plus avancer du tout. Si vous êtes un bon cycliste sur une route lisse, l'énergie nécessaire pour maintenir votre équilibre sera faible. Si vous êtes un mauvais cycliste qui fait beaucoup d'embardées, ou si vous êtes sur une mauvaise route, l'énergie de "maintien de l'équilibre" sera plus importante. Dans les deux cas, l'énergie de "maintien de l'équilibre" est nécessaire. Cette énergie est aussi un parasite de votre effort énergétique : elle ne fait pas avancer le vélo. Un réseau bien géré est comme un bon cycliste sur une route lisse.

Les machines électriques tournantes créent des VAR sur le réseau, et si tout le réseau était constitué d'unités thermiques (nucléaire, gaz, charbon) et hydroélectriques, il y aurait rarement un problème de VAR. Ces systèmes fonctionnent tous avec des machines électriques tournantes.

Mais les éoliennes et l'énergie solaire produisent du **courant continu** qui doit être transformé en courant alternatif, et ce processus ne génère pas de VAR sur le réseau de la même manière. (Certaines éoliennes plus anciennes et plus grandes génèrent des VAR sur le réseau). Une perturbation des VAR peut également perturber le réseau, c'est pourquoi le BA doit être conscient de ce qui se passe sur le réseau.

Le Vermont a fourni une illustration intéressante de cette question. Le Kingdom Community Wind Project s'est connecté au réseau sans installer de condenseurs synchrones. Le promoteur a déclaré qu'il installerait ces condenseurs, mais le projet éolien s'est connecté au réseau sans eux. Sans les condensateurs, l'opérateur du réseau a dû réduire (ne pas accepter) l'énergie éolienne assez souvent, principalement en raison d'un déséquilibre du VAR.

Après que les propriétaires aient investi 10 millions de dollars dans des condenseurs synchrones, le problème de la VAR a été en grande partie résolu et les éoliennes n'ont pas été réduites aussi souvent après l'installation des condenseurs.

Systèmes de paiement des RTO

L'exploitation physique du réseau est confrontée à plus de défis que ceux que j'ai énumérés ici, notamment les centrales au gaz qui ne sont pas approvisionnées en combustible lorsque le chauffage domestique utilise beaucoup de gaz pendant les froides journées d'hiver, etc. Cependant, en général, les problèmes physiques sont bien compris par les ingénieurs et les opérateurs. Les BA savent comment garder les lumières allumées, et ils le font généralement. La réussite de l'équilibre momentané du réseau fait de chaque réseau fonctionnel l'une des merveilles du monde moderne. Nous devons maintenant passer au domaine plus déprimant du paiement et de **la politique, qui est tout à fait capable de détruire ce que les BA et les ingénieurs ont réalisé.**

Pour comprendre le système de paiement des RTO, il faut avoir des connaissances d'initiés, être prêt à utiliser des acronymes sans les examiner trop attentivement, et avoir la volonté joyeuse de répartir les prix élevés sur les parties de la société à faible revenu. Certaines RTO sont appelées Independent System Operators (ISO). En Californie, c'est le CAISO.

Avant 1999, tous les services publics étaient "verticalement intégrés". Dans une grande partie du pays, c'est encore le cas. La compagnie d'électricité avait des obligations pour que les lumières restent allumées : elle rendait compte à une sorte de conseil local, et elle était jugée et éventuellement condamnée à une amende s'il y avait trop de pannes. Le service public était également rémunéré en fonction du taux de rendement de ses dépenses. Par exemple, si le service public devait construire une centrale électrique, il était autorisé à demander suffisamment d'argent pour la construire et à réaliser un taux de rendement sur la construction de la centrale et son fonctionnement. Cependant, dans de nombreuses juridictions, le taux de rendement d'un service public pouvait être réduit si les lumières de ses clients étaient trop souvent coupées.

Avant la création des RTO, il était dans l'intérêt du service public de dépenser "tout ce qu'il fallait" pour maintenir toutes les centrales électriques et les réseaux de transport en parfait état et de disposer d'équipes prêtes à résoudre les problèmes très rapidement. En d'autres termes, plus la fiabilité est élevée, plus les chances d'obtenir un taux de rendement élevé sur l'investissement de la compagnie sont grandes.

La deuxième façon pour un service public de gagner plus d'argent serait d'investir plus d'argent, ce qui se traduirait par un "taux de base" plus important. Il s'agissait essentiellement d'un système pervers. Le moyen pour un service public verticalement intégré de gagner plus d'argent était ... de dépenser plus d'argent. Contrairement à l'épicerie de Joe en bas de la rue, qui essayait toujours d'être plus efficace avec l'argent, afin d'avoir des bénéfices plus importants, une entreprise de services publics verticalement intégrée voulait être moins efficace avec l'argent, afin de pouvoir avoir une base tarifaire plus importante et des bénéfices plus importants.

L'une des façons pour les entreprises de services publics de faire plus d'argent était de surconstruire des centrales

électriques, c'est-à-dire de construire trop de centrales électriques. En présentant une projection quelque peu exagérée des besoins en électricité à l'avenir, on pouvait justifier la construction d'une nouvelle centrale électrique, qui était approuvée par les autorités de réglementation locales. Le coût de la construction de la centrale serait intégré à la base tarifaire du service public. En ce sens, une nouvelle centrale électrique génère des bénéfices pour le service public, que l'électricité soit nécessaire ou non. La compagnie ne pouvait pas simplement construire des choses et dépenser de l'argent. Un organisme de réglementation de l'État devait approuver les dépenses. Selon l'État, cette agence s'appelle généralement la Public Utilities Commission (PUC) ou le Public Service Board (PSB).

Au niveau de l'État, les entreprises de services publics avaient tendance à s'entendre avec leurs régulateurs ("capture réglementaire"). Il en résultait souvent une surconstruction et une surfacturation des clients. D'un autre côté, la société d'électricité avait des incitations à construire un réseau très fiable. Au vu des incitations perverses des services publics intégrés, de nombreuses personnes ont pensé qu'un marché permettrait de fixer ces prix élevés - si les services publics pouvaient simplement être contraints à la concurrence sur un marché.

On pourrait penser que la déréglementation des marchés des services publics signifierait que les consommateurs ne sont plus des contribuables. Ces contribuables, captifs de leur compagnie locale, deviendraient en fait des clients, des clients qui font des choix. Le choix du client est l'une des principales façons dont les marchés fonctionnent. C'est ainsi que la déréglementation des compagnies aériennes a fonctionné : vous choisissez votre vol, et les compagnies aériennes peuvent désormais se faire concurrence sur les prix.

La déréglementation n'a pas donné le choix aux consommateurs.

Seuls 18 États ont le choix de l'électricité. Dans la plupart de ces États, seuls certains consommateurs sont autorisés à avoir le choix. Les consommateurs qui ont le choix peuvent être de gros consommateurs industriels ou commerciaux,

Et en Californie, certains gros consommateurs ont le choix.

L'Indiana se trouve dans le territoire de MISO, mais les consommateurs n'ont le choix qu'entre les fournisseurs de gaz naturel, et non d'électricité.

Il ne s'agissait pas de transformer les contribuables en clients qui font des choix. Alors pourquoi s'attendre à ce que ce soit bon pour les clients ? Alerte spoiler : la "déréglementation" des services publics n'a pas été bonne pour les clients. En fait, il ne s'agit pas de déréglementation.

Les réglementations pour les zones RTO sont plus longues et plus complexes que celles des zones qui n'ont pas choisi de former une RTO. De plus, les zones RTO ont des prix de l'électricité plus élevés que les zones non RTO. Les services publics de production possèdent des installations qui produisent de l'électricité. Les services publics de distribution possèdent les systèmes de distribution de l'électricité. Les services publics de distribution sont généralement "réglementés" de la même manière que les services publics verticalement intégrés : avec un taux de rendement. En revanche, les services publics de production sont censés être en concurrence sur les marchés de l'énergie et les ventes aux enchères. Les LSE indépendants offrent un choix aux clients, mais ils ne sont disponibles que dans certaines parties de certains États.

Les caractéristiques centrales des zones RTO sont les générateurs marchands, qui sont séparés des services publics de distribution, et les générateurs qui se font concurrence par le biais d'enchères.

Le système de distribution est à l'origine des types de coupures de courant les plus fréquents. Le vent, la glace et les branches d'arbres perturbent les lignes des services publics. Dans les zones RTO, les compagnies de distribution sont réglementées et ont les mêmes incitations à la fiabilité qu'auparavant. Elles obtiennent un taux de rendement sur leurs dépenses. Comme on pouvait s'y attendre, la plupart des services publics de distribution

continuent à faire du bon travail. Dans certaines régions, les compagnies de distribution possèdent également des centrales électriques, qui sont en concurrence sur les prix en tant que producteurs marchands. Dans ces régions, le système de distribution peut souffrir de la déréglementation. Si la partie production de l'entreprise perd de l'argent, la distribution est parfois un endroit facile pour réduire les dépenses. Les services de distribution achètent de l'électricité aux services de production. Les compagnies de distribution sont toujours des monopoles réglementés, qui ont tout intérêt à maintenir leurs lignes électriques et leurs sous-stations en bon état. Les services publics de distribution achètent l'électricité lors de ventes aux enchères organisées par la RTO. Lors de ces ventes aux enchères, les centrales électriques sont en concurrence les unes avec les autres dans des enchères qui se déroulent à intervalles de cinq minutes.

La "file d'attente" (centrales réparties) est l'ensemble des centrales qui proposent le prix le plus bas par kWh, et les centrales de la file d'attente fournissent suffisamment d'énergie pour répondre aux besoins en électricité en temps réel du réseau. Si les besoins en charge sont faibles et que l'électricité d'une centrale est chère, la centrale ne sera pas placée dans la file d'attente à ce moment-là. Les centrales électriques veulent être placées dans la file d'attente. Elles veulent que leur électricité soit distribuée, et elles veulent être payées.

Les services publics de distribution achètent des kWh aux producteurs, et les RTO organisent les ventes aux enchères. Avec les enchères, les centrales électriques sont confrontées à une nouvelle situation, et les centrales ont des incitations très différentes de celles qu'elles avaient au sein des services publics verticalement intégrés. Les ventes aux enchères entre les centrales électriques ont supprimé les incitations de chaque centrale en matière de fiabilité.

Le réseau lui-même peut devenir moins fiable. Dans ma région, des études sur l'avenir du réseau montrent qu'il est fort possible qu'il y ait des pannes de courant en hiver, en raison d'une production insuffisante pour répondre à la forte demande. Sans électricité, les thermostats ne fonctionneront pas et les ventilateurs et pompes ne fonctionneront pas (sources de chaleur traditionnelles telles que l'air pulsé et le chauffage à eau chaude). Les méthodes plus modernes ne fonctionneront pas non plus. Les poêles à granulés et les pompes à chaleur pour temps froid ont besoin d'électricité. Un poêle à bois traditionnel fonctionnera cependant.

Générateurs

J'ai des amis qui ont leurs propres générateurs de secours. Cependant, demander à tout le monde d'acheter un générateur diesel n'est pas une façon civilisée de faire fonctionner un réseau. Les générateurs sont chers et doivent être maintenus en bon état. Ils ne conviennent pas à tout le monde. Ils ne sont absolument pas pratiques pour les personnes qui vivent dans des immeubles à appartements. Un générateur n'est qu'une solution à court terme. En cas de panne du réseau électrique, il n'y aura pas de pompe électrique à la station-service pour faire le plein de diesel. Même avec un générateur domestique, une fois que vous avez utilisé le carburant stocké chez vous, vous restez dépendant du réseau.

Pour le gestionnaire du réseau, cette dépendance au gaz naturel est un problème potentiel et réel. Le gaz est livré par gazoducs : il s'agit d'une livraison juste à temps. Il y a très peu de stockage pour le gaz dans une centrale électrique, mais il y a du stockage pour alimenter les gazoducs. Mais quelle que soit la quantité de stockage pouvant alimenter les gazoducs, ces derniers ne peuvent transporter qu'une certaine quantité de gaz à un moment donné. Étant donné que l'électricité est produite et utilisée instantanément, et que le gaz naturel destiné aux centrales électriques est livré juste à temps pour être utilisé, il arrive que les deux "juste à temps" ne correspondent pas,

Les gazoducs ne peuvent pas livrer suffisamment de gaz aux centrales électriques en hiver, car de nombreuses habitations sont chauffées au gaz. Les maisons sont prioritaires pour l'approvisionnement en gaz naturel. Par temps froid, les gazoducs ne peuvent pas répondre aux deux types de besoins : ils ne peuvent pas livrer suffisamment de gaz aux maisons pour les besoins de chauffage et simultanément livrer suffisamment de gaz aux centrales électriques pour produire de l'électricité. Dans cette situation, les centrales électriques au gaz

peuvent ne pas être en mesure de s'approvisionner en combustible.

À bien des égards, le fait d'avoir un pourcentage aussi élevé de gaz naturel sur le réseau revient à "s'attendre à un coup dur". L'électricité doit être produite au moment précis où elle est nécessaire. Les centrales au pétrole, au charbon et nucléaires sont préparées aux variations de la demande car elles stockent le combustible sur place. De nombreuses centrales au gaz peuvent également brûler du pétrole si elles en ont, et la majeure partie de l'argent des programmes de fiabilité sert à payer ces générateurs au gaz pour qu'ils conservent du pétrole sur place.

Si quelqu'un était responsable, dans les zones RTO, la solution simple serait d'ordonner à un certain nombre de centrales à gaz de se moderniser pour brûler un combustible de substitution, puis d'ordonner à ces centrales de stocker ce combustible. Leurs paiements pour les stocks de combustible seraient intégrés dans leur base tarifaire réglementée, et tout le monde serait content. L'augmentation de la base tarifaire afin d'accroître la fiabilité était (et est toujours) une stratégie courante dans les régions du pays où les services publics sont intégrés verticalement. Oups, il n'y a pas d'adulte en charge dans les zones RTO. Il n'y a personne qui puisse promettre à une centrale électrique un meilleur taux de rendement pour être plus fiable.

ISO-NE a eu du mal à mettre en place le programme de fiabilité hivernale, et la FERC a exigé qu'il soit démantelé au bout de trois ans. Les RTO ont mis en place de nombreuses ventes aux enchères, y compris de nouvelles ventes aux enchères pour corriger les résultats d'anciennes ventes aux enchères. En cas de problème sur le réseau, une RTO essaie généralement de mettre en place une vente aux enchères pour le résoudre. Pour satisfaire la FERC, ISO-NE a dû proposer un plan visant à encourager le stockage de combustibles sans en faire mention. Eh bien, les RTO ne sont pas dotés d'un grand nombre d'avocats pour rien ! ISO-NE a mis au point un système complexe et maladroit de rémunération des performances, dans lequel les centrales qui ne se mettent pas en ligne lorsqu'elles sont appelées à le faire doivent verser une partie de leurs paiements de capacité aux centrales qui se mettent en ligne. Le système a été conçu de telle sorte que les pénalités encouragent les centrales à (permettez-moi de chuchoter les mots ici) "garder le combustible sur place" pour éviter les pénalités.

Un client de la réponse à la demande serait payé pour ne pas utiliser d'électricité, tout comme une centrale électrique serait payée pour garder du pétrole ou du GNL sur place. Malheureusement pour ISO-NE et le réseau, la réponse à la demande n'est généralement pas très importante. En 2013, ISO-NE a acheté pour 1,9 million de mégawattheures (MWh) d'offres pour le programme de fiabilité hivernale. Seuls 4 000 MWh de clients de la réponse à la demande ont participé à l'enchère. Le reste des offres concernait le pétrole sur site.

Très peu de groupes souhaitent se passer d'électricité en hiver. En fait, l'enchère de réponse à la demande a servi d'écoblanchiment pour le programme de stockage du pétrole. L'idée de la rémunération au rendement est que les centrales seront pénalisées si elles ne se mettent pas en ligne lorsque le réseau est sous tension. Avec un peu de chance, la crainte d'une pénalité encouragera les centrales à conserver le pétrole sur place, sans que le RTO ne mentionne réellement le "pétrole".

ISO-NE a tenté de mettre en place des récompenses et des pénalités qui fonctionneront aussi bien (ils l'espèrent) que le simple fait de payer les centrales pour qu'elles gardent du combustible sur place. L'ensemble complexe de paiements et de pénalités est destiné à obliger les centrales à fonctionner en cas de mauvais temps. Ces paiements et pénalités, soigneusement définis par la RTO, sont censés être un aspect important d'un marché libre de l'électricité. En fait, l'ensemble du système RTO est un ensemble complexe de paiements et de pénalités qui sont censés être au service d'un marché libre.

Ma Bell, un monopole qui a pratiquement pris fin en 1982. Les appels longue distance étaient follement chers. Non contente de posséder les lignes téléphoniques, la compagnie de téléphone possédait également votre téléphone et vous faisait payer plus cher si vous aviez une extension téléphonique dans votre maison.

Les prix de détail de l'électricité de l'OTR sont restés plus élevés que ceux de l'extérieur de l'OTR pendant 25

ans.

Que s'est-il passé avec la déréglementation des services publics ?

L'absence de transparence : Les parties prenantes (initiés) se réunissent en secret ou en semi-secret. Ils ont tous de très bonnes raisons économiques d'utiliser tout leur pouvoir pour influencer le choix des centrales électriques sur le réseau et la façon dont ces centrales sont payées. Les simples contribuables ne sauront jamais ce que les "parties prenantes" partagent entre elles.

Aucune responsabilité : Personne n'est responsable du réseau. Un propriétaire de centrale électrique peut bien ou mal gérer sa centrale : ce n'est pas la faute de sa centrale si le réseau ne peut pas obtenir suffisamment d'énergie. Les centrales au gaz naturel fonctionnant en flux tendu peuvent prendre le contrôle d'un réseau, et les livraisons en flux tendu peuvent échouer par temps froid. Ce n'est pas le problème de la RTO de maintenir un mélange de centrales sur le réseau, pour la résilience. Dans les zones RTO, les services publics de production possèdent les centrales électriques et les services publics de distribution possèdent les lignes électriques et les sous-stations. Les services publics de distribution ont toujours des taux de rendement réglementés et doivent maintenir leurs lignes et leurs sous-stations en bon état. Les producteurs n'ont pas ce niveau de responsabilité. Les RTO qui gèrent l'ensemble du système n'ont pas un niveau de responsabilité élevé. Où que vous soyez dans une zone RTO, à moins que vous ne soyez une société de distribution qui entretient les lignes locales, vous n'êtes jamais le seul responsable.

EN CALIFORNIE, COMME AILLEURS, les services publics de distribution étaient responsables du fonctionnement de leurs lignes et sous-stations. Les lignes et les sous-stations fonctionnaient bien. Le RTO (CAISO) était chargé de répartir les centrales qui étaient disponibles pour la répartition. Si un trop grand nombre d'entre elles étaient hors ligne pour des raisons de "maintenance" et qu'il fallait procéder à des "délestages" (coupures de courant), le CAISO n'était pas responsable de la maintenance des centrales, mais uniquement de leur répartition.

Le système était conçu pour être manipulé. Des opportunités se sont présentées. Enron, Shell et NRG possédaient plusieurs centrales qui alimentaient le réseau californien. Ils ont fermé des centrales pour "maintenance" afin de créer une pénurie et de faire grimper le prix de gros de l'électricité. Leurs autres centrales ont reçu les nouveaux prix élevés. Le manque de production a entraîné des coupures de courant en Californie.

Pendant ce temps, l'État de Californie savait que les marchés étaient manipulés. Il s'est plaint auprès de la RTO, mais n'a obtenu aucune aide de cette source. L'État s'est ensuite plaint à la FERC, le régulateur fédéral. La FERC n'a pas non plus offert la moindre aide.

En Nouvelle-Angleterre, personne ne pouvait ordonner à une centrale de garder du pétrole sur place. En Californie, il n'y avait personne qui pouvait ordonner à une centrale de se mettre en marche si elle prétendait avoir besoin de maintenance. En 2015, une cour d'appel fédérale a affirmé que le marché californien avait été manipulé en 2002 et que personne (y compris la FERC) ne l'avait arrêté. Le Sacramento Bee a publié un article d'opinion sur cette décision, y compris la question sans réponse : Pourquoi tout le monde a-t-il mis si longtemps à faire quelque chose à ce sujet ? La manipulation du marché a réussi en Californie parce qu'il n'y avait personne pour faire fonctionner le système. Dans une zone RTO, la responsabilité ne s'arrête jamais nulle part. Pas même aujourd'hui.

Les zones RTO sont plus fortement réglementées que les zones non-RTO. Ce ne sont pas des marchés tels que nous les connaissons. Ce sont des systèmes complexes, avec de nouvelles réglementations qui modifient et améliorent constamment les réglementations existantes. C'est un maquis bureaucratique, pas un marché. C'est orwellien. Les RTO sont "déréglementés" seulement si "déréglementé" signifie en fait "beaucoup plus de réglementation". "La guerre, c'est la paix." "Déréglementation" c'est "beaucoup plus de réglementation". Orwell serait amusé.

EXAMINONS LES INCITATIONS pour un propriétaire de centrale électrique dans une zone RTO. Le propriétaire doit prendre une décision : Cette centrale fonctionnera-t-elle assez souvent pour générer des revenus suffisants pour son entretien ? L'hiver sera-t-il rude (ma centrale fonctionnera beaucoup et je gagnerai beaucoup d'argent) ou doux (peut-être moins bon pour moi) ? Combien coûtera mon combustible ? Quel sera le prix sur le réseau ? Chaque propriétaire de centrale électrique a dû prendre une décision concernant le paiement de l'entretien de la centrale. Si un propriétaire possède plus d'une centrale, il doit prendre une décision séparément.

Toutes ces décisions semblaient dangereuses pour la fiabilité. Les entreprises pourraient simplement fermer leurs centrales. Un trop grand nombre de propriétaires de centrales pourrait décider que leur centrale ne sera pas suffisamment payée, et il n'y aurait alors plus assez de centrales sur le réseau. Ou encore, les propriétaires de centrales pourraient contourner le système en fermant des centrales (comme ils l'ont fait dans les premiers temps en Californie).

Dans de nombreuses zones RTO, les centrales vendent leur "capacité disponible", qu'elles produisent ou non de l'électricité à ce moment-là. Les centrales électriques reçoivent des paiements de capacité, qu'elles peuvent utiliser pour entretenir leurs centrales. L'ERCOT, le RTO du Texas, et le CAISO, le RTO de Californie, n'ont pas mis en place de tels paiements de capacité. Au moment où j'écris ces lignes, l'ERCOT est confronté à des marges de réserve très faibles cet été. La Californie s'attend à avoir des marges suffisantes, en partie grâce à l'énergie hydraulique abondante provenant d'un généreux manteau neigeux.

Les centrales les moins coûteuses sont réparties en premier. Si le réseau a besoin de 1 000 MW d'énergie et qu'une centrale à bas prix peut répondre à cette demande, la centrale à bas prix sera mise en service pour y répondre. Si le réseau a besoin de plus d'énergie et que les seules centrales restantes sont plus chères, elles seront réparties en premier. Toutes choses égales par ailleurs, le répartiteur choisira de répartir les centrales situées à proximité de la charge afin d'éviter les pertes de ligne excessives. Le répartiteur doit également tenir compte de la quantité d'électricité qu'une ligne peut transporter et ne pas surcharger les lignes.

Un RTO a besoin de 500 MW pour les cinq prochaines minutes. Offres : Centrale A : 200 MW à 15 cents par kWh. Centrale B : 100 MW à 20 centimes par kWh. Centrale C : 300 MW à 30 centimes par kWh. Le RTO pourrait répondre : "Ok, centrale A et centrale B, je prends toute votre production. J'ai maintenant 300 MW. Centrale C, j'achète 200 MW de votre production, mais je n'ai pas besoin des 300 MW. J'ai mes 500 MW maintenant. "Toutes les centrales, vous obtenez 30 cents par kWh pour votre production. La centrale C a fixé le prix de compensation pour ce tour." À ce moment-là, les gens de la classe commencent à secouer la tête : "Donc la centrale A a enchéri à 15 cents et reçoit 30 cents ?" La réponse est : "Oui, en effet." C'est ainsi que se déroulent les enchères.

Le RTO contrôle les offres. Ils connaissent vos coûts de carburant. Il connaît votre taux de chaleur, c'est-à-dire l'efficacité de votre centrale à transformer le combustible en électricité. Ils peuvent calculer le coût de votre prochain kWh. Peu importe, en fait, ce que vous voulez offrir. Le RTO connaît le coût marginal du prochain kWh produit par votre centrale, et c'est ce que vous allez offrir. Ils vérifient.

Les coûts d'investissement ne sont pas autorisés dans le calcul de votre offre. Cependant, les sources de revenus extérieures sont autorisées et bienvenues. Si vous recevez des paiements pour des certificats d'énergie renouvelable, vous pouvez prendre en compte ces paiements et faire une offre à un coût inférieur pour vos kWh.

Ce système n'aide pas vraiment les centrales à vapeur, car lorsque les énergies renouvelables font baisser le prix du réseau à un centime, zéro centime ou moins un centime par kWh (nous vous paierons pour prendre notre électricité), les centrales à vapeur choisissent souvent de continuer à fonctionner et d'accepter ce prix, bien inférieur à leurs coûts d'exploitation, plusieurs heures par jour.

La crainte supposée est que le "Pay as Bid" entraîne une hausse des prix. En toute honnêteté, cela pourrait être un problème pour les centrales électriques, où il n'y a tout simplement pas beaucoup de soumissionnaires (contrairement aux centaines d'agriculteurs qui pourraient fournir des courgettes). Il y a relativement peu de gros producteurs sur un réseau, mais ils n'ont pas de pouvoir monopolistique. Les réseaux comptent un nombre relativement faible de grandes centrales qui fonctionnent en permanence. La plupart des réseaux disposent d'un grand nombre de centrales qui ne fonctionnent pas tout le temps, mais qui se connectent au réseau pour suivre la charge.

À mon avis, ces centrales à temps partiel pourraient vendre moins cher qu'un grand générateur qui facture trop cher et se comporte comme un monopole. Sur les marchés réels, après un certain temps, tout le monde apprend à faire des offres correctes pour gagner sa vie. De plus, les marchés réels ont tendance à être un peu plus âpres, ce qui profite au consommateur.

J'ai conclu que la raison pour laquelle les gens ne savent pas grand-chose du réseau dans les zones RTO est que les gens ne peuvent pas savoir ce qui se passe sur le réseau ou qui le contrôle. Les zones RTO ont des règles extraordinairement complexes. Seuls les initiés peuvent suivre cette complexité. En revanche, dans les zones de services publics verticalement intégrés, une personne ordinaire peut assister à une audience de la PUC et comprendre ce qui se passe. Les zones RTO découragent souvent activement la participation du public. Mon propre pool énergétique (New England Power Pool) interdit aux journalistes d'assister à ses réunions importantes. D'autres RTO n'interdisent pas explicitement les journalistes, mais leurs règles sont si complexes et leurs réunions si longues que seules les revues spécialisées (RTO Insider, Utility Dive) rendent compte de leurs activités. Seuls les "initiés" assistent aux réunions.

Une personne peut se renseigner sur NEPOOL en lisant les statuts, les listes de secteurs et les comptes rendus des réunions précédentes. En d'autres termes, vous pouvez vous renseigner sur le NEPOOL en lisant ce que le NEPOOL choisit de publier. Les réunions du NEPOOL elles-mêmes sont fermées au public. Cela signifie, entre autres, qu'aucun journaliste ne peut assister aux réunions en tant que rapporteur. On peut espérer que les conseils d'administration puissent apporter un certain regard extérieur sur ce que fait le personnel de l'organisation. Le NEPOOL n'a pas de conseil d'administration. Les dirigeants de NEPOOL sont choisis au sein du comité des participants.

La plupart des gens sont d'accord pour dire que les centrales doivent être prêtes à fonctionner par temps froid. Pourtant, chaque centrale individuelle appartient à une entité différente (certaines entités possédant plus d'une centrale, bien sûr), et personne n'est responsable du réseau. La situation est donc pratiquement impossible à gérer. Personne ne peut simplement dire : "Ces douze centrales sont nos centrales désignées pour les temps froids, et nous allons les payer pour qu'elles gardent du combustible sur place." Dans une RTO, ce ne serait pas juste pour toutes les autres centrales. Dans une RTO, il faudrait clairement un nouveau type d'enchères ou quelque chose comme ça. La RTO doit s'efforcer d'être "équitable" et de "maintenir le fonctionnement du réseau". D'une manière ou d'une autre, par souci d'"équité", être "neutre en termes de combustible" est devenu une obligation majeure des RTO. Comment faire en sorte que les centrales gardent du combustible sur place sans dire "Gardez du combustible sur place" ? C'est un problème difficile mais qui fournit beaucoup d'emplois aux experts en réseaux et aux avocats.

La FERC est censée être neutre sur le plan des combustibles. Tout soutien particulier aux centrales à faibles émissions est censé provenir des États, d'autres organismes de réglementation fédéraux (tels que l'EPA) et ainsi de suite. Et pourtant, en fin de compte, le plan NEPOOL ne récompense pas le nucléaire, le charbon ou l'hydroélectricité pour leur disponibilité lorsque le réseau est sous tension, la décision a été un autre vote de facto en faveur des centrales au gaz.

Les réseaux RTO se dirigent vers la fragilité et les pannes mobiles. Personnellement, je ne pense pas que les RTO soient capables de résoudre ce problème.

Lorsque l'offre d'électricité n'est pas suffisante pour répondre à la demande, un opérateur de réseau coupe le courant dans une section du réseau pour éviter que le reste du réseau ne tombe en panne. Au bout d'un certain temps, l'opérateur rétablit le courant dans la zone coupée et déplace la coupure vers une autre section. Il s'agit d'une "panne mobile".

Le terme "programmé" est trop fort pour décrire le statut de cette ligne électrique. La Conservation Law Foundation soutient la ligne, qui a obtenu de nombreux permis, mais je sais par expérience que la construction de telles lignes est problématique. D'une part, elles traversent l'un des deux États nord-sud (New Hampshire et Vermont), mais elles ne fournissent pas d'électricité à ces États. L'électricité va au Massachusetts. Cela signifie que les habitants des États du nord et du sud ont très peu de raisons d'accueillir ces lignes. Par conséquent, les habitants du Vermont et du New Hampshire sont susceptibles de protester contre ces lignes, de se coucher devant les bulldozers, etc.

En supposant que nous pouvons obtenir plus d'électricité du Canada (ou même la même quantité que celle que nous obtenons actuellement), le rapport Synapse ne tient pas compte de preuves importantes : l'historique et les contrats des importations du Canada en hiver. ISO-NE a modélisé ce qui se passe par temps froid, car c'est à ce moment-là que la Nouvelle-Angleterre est le plus susceptible de connaître des pénuries d'électricité. Le Canada connaît des périodes de froid intense en même temps que la Nouvelle-Angleterre. Les Canadiens en sont conscients. Par conséquent, il y a eu et il y aura des pénuries d'énergie par temps froid en provenance du Canada. Même ISO-NE suppose que nous recevons deux fois la quantité d'énergie que nous sommes susceptibles de recevoir du Canada par temps froid. Il faut des jours pour commander du nouveau GNL, et il y a une concurrence pour ce gaz dans les pipelines du Nord (ici et au Canada). Il existe également une concurrence mondiale pour le GNL.

nous sommes au maximum de nos capacités en nouvelle-angleterre. Pour une fois, ISO-NE, Synapse et moi-même sommes tous d'accord : aucun nouveau gazoduc majeur n'a été construit en Nouvelle-Angleterre depuis de nombreuses années et aucun ne sera probablement construit dans un avenir proche. Dans plusieurs régions de la Nouvelle-Angleterre, les compagnies de gaz naturel refusent de raccorder d'autres foyers. Synapse suppose un taux d'augmentation très lent de l'utilisation du gaz naturel dans les foyers.

Au fur et à mesure que les gisements offshore s'épuisent, on peut s'attendre à ce que le Canada fournisse moins de gaz naturel à la Nouvelle-Angleterre qu'il ne le fait actuellement, surtout par temps froid, lorsque le Canada et la Nouvelle-Angleterre ont tous deux une forte demande de gaz. Cela ne semble pas bon pour la sécurité énergétique de la Nouvelle-Angleterre.

Les zones RTO sont souvent plus contrôlées par des initiés que ce qui est bon pour la gouvernance. Les initiés ont de fortes raisons financières de voir certaines conclusions finalisées. Pour eux, ce n'est pas seulement un vœu pieux. C'est une question d'argent. Les groupes de pression n'ont généralement de comptes à rendre à personne. Ils constituent les pools énergétiques (tels que NEPOOL). Ces groupes n'ont généralement de comptes à rendre à personne. Ils n'ont même pas de conseil d'administration. Ils sont parfois fermés à la presse. Et ils ont une position forte devant le régulateur.

En bref, si ISO-NE payait le pétrole pour la fiabilité hivernale, les centrales électriques étaient prêtes à acheter et à stocker du pétrole. Sans le financement d'ISO-NE, elles n'ont pas acheté de pétrole. Cela correspond parfaitement aux incitations perverses du réseau. Les centrales électriques sont les plus performantes lorsque le réseau est le moins performant. Lorsque l'approvisionnement en combustible est incertain pour de nombreuses centrales électriques et que le réseau est sous tension, les prix de l'électricité augmentent. À ce moment-là, de nombreuses centrales électriques font d'excellents bénéfices. Elles n'ont même pas besoin de manipuler les marchés pour y parvenir : les incitations sont suffisamment perverses par elles-mêmes.

En ce qui concerne les RTO, cependant, je me concentrerai sur les questions des lignes de transmission nécessaires à la fiabilité. Ce sont les lignes pour lesquelles le gestionnaire de réseau effectue des évaluations et

attribue des coûts, etc. Les lignes socialisées. Comment socialise-t-on une ligne ? "Socialisé" signifie que les différents services publics de distribution paient la transmission proportionnellement à leur part de la charge du système. Par exemple, prenons l'exemple de mon petit État du Vermont. Le Vermont ne représente, en général, qu'environ 4 % de la consommation d'électricité dans la zone ISO-NE. Par conséquent, le Vermont ne paie que 4 % du coût de l'entretien de la structure de transmission. Les coûts sont "socialisés" en fonction de l'utilisation de l'infrastructure par chaque État. Le Massachusetts paie beaucoup plus pour l'infrastructure de transmission que le Vermont, car le Massachusetts compte plus d'habitants et d'industries. Notez que ce paiement n'est absolument pas lié à l'emplacement des lignes : Le Vermont peut accueillir une grande ligne importante, mais cela ne signifie pas que le Vermont devra payer davantage pour l'entretien de cette ligne.

Si le gestionnaire de réseau estime qu'une nouvelle ligne doit être installée dans le New Hampshire pour des raisons de fiabilité, le New Hampshire ne sera pas facturé en plus pour payer cette ligne. La tarification au partage de la charge sera maintenue.

Si votre État de la Nouvelle-Angleterre veut une ligne de transmission pour acheminer l'électricité produite par des éoliennes éloignées jusqu'au centre de sa ville, avant l'avènement de la norme FERC 1000, les contribuables de cet État paieraient pour cette ligne. Après FERC 1000, un État peut décider d'une politique, mais tous les États devront la payer.

Lorsque tous les États devront payer les coûts de transmission pour les politiques d'un État, FERC 1000 créera une "tragédie des biens communs" pour la transmission. La "tragédie des biens communs" classique se produit lorsqu'une ressource partagée est surutilisée et donc épuisée, parce que chaque utilisateur individuel n'a pas à payer pour les effets de sa propre surutilisation du système.

Pourquoi chaque État ne pourrait-il pas décider d'acheter de nouvelles lignes de transmission et d'atteindre ses objectifs en matière d'énergies renouvelables, aux dépens de tous les autres États ? Pourquoi l'État A devrait-il payer pour les objectifs de l'État B ? Et si l'État A doit payer pour les objectifs de l'État B, l'État A essaiera de s'arranger pour que l'État B paie aussi pour les objectifs de l'État A. C'est la tragédie du système commun. C'est la tragédie des biens communs : chaque État augmente sa propre part des paiements socialisés, puisque tous les autres États augmentent leur part des paiements.

De plus en plus d'argent sera nécessaire, et les biens communs seront surpâturés. Dans ce cas, "les biens communs" sont les contribuables. Ils verront leurs factures d'électricité augmenter, et ils ne pourront rien y faire.

Le réseau du Nord-Est est fortement dépendant du gaz naturel, qui est acheminé par gazoduc. Lorsque les foyers et les entreprises utilisent le gaz naturel pour se chauffer, les centrales électriques ne peuvent parfois pas s'approvisionner en gaz. Elles utilisent souvent du pétrole à la place, mais les conditions hivernales sont parfois si mauvaises qu'il est difficile de livrer le pétrole. J'ai consacré plusieurs chapitres aux problèmes de livraison de gaz en flux tendu et de livraison de pétrole douteux. L'hiver est difficile en Nouvelle-Angleterre.

Les compagnies d'électricité incitent à la conservation en été parce qu'elles jouent le jeu des pics. C'est un jeu d'argent pour les services publics. Si elles jouent bien le jeu des pics, elles peuvent transférer certains coûts d'elles-mêmes vers les compagnies voisines. RÉDUIRE LA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ le jour le plus chaud de l'été n'est pas un impératif moral. Cela fait simplement partie du jeu des pics. Le pourcentage d'électricité qu'un service public utilise pendant l'heure de pointe est le pourcentage des coûts de transport que le service public doit payer. Si un service public peut réduire sa consommation d'électricité pendant cette heure de pointe, il économisera beaucoup d'argent en payant moins de frais de transport pour le réseau.

Quelqu'un paie toujours ces 200 000 dollars pour la transmission : le coût global de la transmission du réseau n'a pas changé. C'est un autre service public qui paie ce coût. Comme Green Mountain Power le décrit : "... lorsque les services publics peuvent réduire la demande pendant cette heure clé, ils peuvent faire des économies pour les clients.

Leurs 5 MWh de stockage ne feront pas une grande différence dans les dépenses de transmission sur le réseau.

Le réseau de la Nouvelle-Angleterre fonctionne avec environ 10 000 MW la nuit et jusqu'à environ 25 000 MW pendant une journée chaude. 5 MWh de stockage, c'est assez peu.

Il est toujours bon d'être économe et de ne pas utiliser l'énergie excédentaire. Cependant, surtout si vous vivez en Nouvelle-Angleterre, il est encore plus bénéfique pour l'environnement que vous soyez économe en électricité en hiver (avec toute cette combustion de pétrole et de charbon). Et si vous êtes économe en électricité en été, vous aidez votre compagnie d'électricité locale.

Les services publics sont les maîtres de l'écoblanchiment : l'annonce officielle vous encourage à aider l'environnement. Si vous pouviez entendre le petit homme derrière le rideau, il vous dirait : "Faites cela pour aider les résultats de mon entreprise".

PG&E fonctionne davantage comme une entreprise de services publics intégrée verticalement (elle possède à la fois des centrales électriques et des lignes de transmission) que comme une entreprise de distribution ou un générateur marchand dans une zone RTO. Je me devais de mentionner la situation en Californie, aussi obscure soit-elle. La résolution des revendications californiennes influencera les exigences de transmission partout. Personne ne peut dire comment elles seront influencées, mais elles le seront.

Les RTO sont censés être neutres en termes de combustibles, mais les politiques des États n'imposent pas de telles contraintes. Par ici, la biomasse représente souvent environ 40 % de notre énergie renouvelable sur le réseau, et la valorisation thermique des déchets représente 40 % de plus. Lorsque le vent souffle fort, il peut représenter 40 % ou même 50 % de l'énergie renouvelable. Dans ce cas, le pourcentage d'énergies renouvelables sur le réseau augmente avec l'énergie éolienne supplémentaire, et le pourcentage de biomasse et de chaleur résiduelle diminue par rapport aux énergies renouvelables. Dans l'ensemble, cependant, la biomasse et les déchets de chaleur sont les plus performants.

Combien de fois avez-vous vu un rapport vantant l'avenir des énergies renouvelables et comportant une illustration d'une usine de valorisation énergétique des déchets ? Jamais, je suppose. C'est toujours un panneau solaire ou une éolienne qui figure en couverture.

En général, une centrale hydroélectrique standard ne peut pas fonctionner en charge de base, car les turbines ne peuvent pas tourner en permanence. Pour fonctionner, la centrale hydroélectrique a besoin d'un certain niveau d'eau dans l'étang situé derrière elle. Le niveau de l'eau dans l'étang derrière le barrage baisse lorsque l'eau passe dans les turbines. Lorsque les turbines s'arrêtent de fonctionner, le niveau d'eau remonte car les cours d'eau remplissent à nouveau l'étang. L'hydroélectricité est généralement utilisée pour le suivi de la charge ou pour remplacer d'autres énergies renouvelables (comme les éoliennes) lorsqu'elles sont hors service. Énergie

Le facteur de capacité des centrales nucléaires est en moyenne supérieur à 93 %, soit le facteur de capacité le plus élevé de tous les types de centrales électriques. Le facteur de capacité moyen d'une centrale hydroélectrique en Amérique est d'environ 40 %, et ce facteur de capacité dépend principalement de la disponibilité de l'eau. Dans les régions où il existe de nombreux barrages, l'hydroélectricité peut fournir la totalité ou la plupart de l'électricité nécessaire, y compris la charge de base. Alors qu'une seule centrale hydroélectrique est limitée par son facteur de capacité, l'utilisation séquentielle de plusieurs centrales hydroélectriques peut fournir une charge de base.

Il existe également des barrages au fil de l'eau qui n'ont pas d'étangs importants et qui sont conçus pour produire de l'énergie chaque fois que la rivière coule. De nombreux grands barrages au fil de l'eau tirent parti d'un barrage séparé en amont pour assurer un débit régulier dans leur centrale hydroélectrique. Par exemple, le barrage Chief Joseph sur le fleuve Columbia est un barrage au fil de l'eau, avec seulement un petit bassin. Ce

type de centrale au fil de l'eau est en fait une autre façon d'utiliser plusieurs barrages de façon séquentielle pour fournir une charge de base.

Leur document de réfutation souligne que le document de Jacobson décrit l'énergie hydroélectrique comme fournissant 700 à 1300 GW. Cependant, la capacité hydroélectrique installée actuelle est de 87 ou 145 GW, selon que l'on inclut ou non l'hydroélectricité par pompage, et les sites les plus utiles ont déjà été exploités. De nombreuses personnes, dont je fais partie, estiment que le fait que Jacobson ait même intenté un procès a eu un effet dissuasif sur l'ensemble du débat sur les énergies renouvelables. Si les scientifiques ne peuvent pas débattre entre eux dans des revues à comité de lecture sans craindre des poursuites, la science ne pourra pas beaucoup avancer.

Comment l'exploitant du réseau va-t-il gérer ces difficultés ? En principe, l'opérateur prendra des dispositions pour que des centrales à démarrage rapide soient disponibles pour la sauvegarde. Cependant, le simple fait de disposer d'une telle centrale sur le réseau ne permet pas nécessairement de compenser rapidement la volatilité des énergies renouvelables. La centrale doit également être prête à commencer à fonctionner très rapidement. Cela signifie souvent qu'il faut maintenir la centrale à un faible niveau de fonctionnement, ou faire tourner la turbine sans charge, ou encore trouver d'autres moyens de s'assurer que la centrale peut atteindre rapidement sa vitesse de croisière. Pour que la centrale de secours soit prête à démarrer rapidement, il faut parfois qu'elle brûle du combustible. Le coût de ce combustible fera partie des "services auxiliaires" payés par l'opérateur du réseau, puisque la disponibilité de la centrale de secours fait partie de la fiabilité du réseau.

La macro-étude mondiale du NBER décrite ci-dessus a examiné l'impact des énergies renouvelables sur le réseau. Cette étude a montré que le réseau a besoin d'un peu plus d'énergie fossile à réaction rapide disponible que d'énergies renouvelables intermittentes installées. (Une installation fossile de 1,0 MW est nécessaire pour chaque 0,88 installation renouvelable.) Cette macro-étude a porté sur de nombreux pays sur deux décennies.

Matt Nesvisky A role for fossil fuels in Renewable Energy Diffusion NBR working paper 22454, National bureau of economic research. www.nber.org/digest/oct16/w22454.html

Mme Hallquist a montré un graphique de la demande de son système lors d'une journée partiellement nuageuse. Cela montre l'effet du comptage net de l'énergie solaire sur son système. Dans une installation solaire typique à facturation nette, le propriétaire d'une maison a une installation solaire sur son toit, qui vend de l'électricité au réseau lorsque le soleil brille. Lorsque le soleil ne brille pas, le propriétaire achète de l'électricité au réseau. Le terme "comptage net" fait référence au fait que la facture d'électricité du propriétaire (ou son paiement par la compagnie d'électricité) sera le résultat net de la quantité d'électricité vendue au réseau et de la quantité achetée au réseau.

La demande de pointe que la Vermont Electric Cooperative doit satisfaire n'a pas changé grâce à la facturation nette et à l'installation solaire. Le système doit avoir la même disponibilité d'énergie pour répondre à la demande - comme d'habitude. Les besoins en électricité du système n'étaient plus stables. Ils étaient en dents de scie, car la facturation nette de l'énergie solaire interrompait l'approvisionnement en électricité, au gré des nuages. Elle devait disposer de presque la même quantité d'énergie non solaire que celle dont elle avait besoin avant l'installation du système solaire. Ce micro-exemple illustre les mêmes problèmes que ceux abordés dans l'étude du NBER. Un réseau, grand ou petit, a besoin d'autant de capacité fossile à réaction rapide que de capacité renouvelable intermittente.

La conduite en stop-and-go. C'est très difficile à quantifier mais il faut le dire. Faire fonctionner une turbine à gaz en mode de secours continu, c'est comme faire rouler sa voiture en ville en mode "stop-and-go". Vous n'obtenez pas le même rendement énergétique en ville que sur l'autoroute. Le fonctionnement régulier d'un moteur est le plus efficace. Ainsi, l'utilisation d'une turbine à gaz pour la sauvegarde des énergies renouvelables nécessite plus de gaz par kWh que le fonctionnement régulier de la turbine.

Dans le cas d'une turbine à gaz utilisée comme source d'énergie renouvelable, la quantité de "stop and go" dépend des circonstances. Cependant, il ne fait aucun doute qu'une partie de l'avantage renouvelable de l'"énergie propre" est compensée par le gaz supplémentaire brûlé de manière inefficace en tant qu'appoint.

L'une des centrales électriques les plus efficaces au monde est une turbine à gaz à cycle combiné (TGCC). Lorsqu'une telle machine fonctionne régulièrement en charge de base, elle peut transformer environ 60 % de l'énergie contenue dans le gaz en énergie électrique. En revanche, une simple turbine à gaz transforme environ 40 % de l'énergie contenue dans le combustible en électricité.

Une centrale à cycle combiné se compose de deux installations qui fonctionnent ensemble. La première est une turbine à gaz ; les gaz d'échappement de cette centrale sont suffisamment chauds pour chauffer l'eau d'un cycle à vapeur. La combinaison de la turbine à gaz avec un générateur de vapeur permet d'obtenir un rendement thermodynamique énorme. Vous pouvez obtenir 50 % d'électricité en plus à partir d'une unité de combustible avec une centrale à cycle combiné qu'avec un simple cycle à turbine à gaz.

Cependant, la deuxième partie du cycle est généralement un cycle à vapeur, et elle ne réagit pas rapidement. Pour soutenir les énergies renouvelables, la partie à réaction rapide de la centrale sera utilisée, et le cycle à vapeur pourra être utilisé ou non. En d'autres termes, la centrale fonctionnera avec un rendement de 40 % au lieu de 60 % (son rendement avec le cycle à vapeur). L'utilisation d'une centrale à cycle combiné dans un mode optimisé pour la flexibilité consommera beaucoup plus de combustible pour la même production de kWh.

Les énergies renouvelables sont censées "nettoyer" un réseau. Il est certainement vrai qu'une installation photovoltaïque ne produit aucune émission lorsqu'elle produit de l'électricité, et qu'elle peut remplacer le fonctionnement d'une centrale à gaz. Dans cet exemple simple, les émissions diminuent avec l'introduction des énergies renouvelables. Cependant, le monde réel n'est pas toujours aussi simple. Les émissions peuvent également augmenter avec l'utilisation accrue des énergies renouvelables. Le recours aux énergies renouvelables peut entraîner un fonctionnement inefficace des centrales fossiles, ce qui entraîne une augmentation des émissions sur le réseau. En d'autres termes, lorsque les énergies renouvelables augmentent, les émissions peuvent également augmenter. Deux études montrent cet effet, bien qu'elles soient toutes deux un peu ambiguës. Plus d'énergies renouvelables peut signifier moins d'émissions... ou plus d'émissions, selon le cas.

Prenons d'abord le dioxyde de carbone et l'Irlande : Une étude sur l'éolien (utilisant les données de 2014-2015 et publiée en 2016) en Irlande montre que, lorsque le parc de CCGT (turbines à gaz à cycle combiné) en Irlande fonctionne de manière constante à environ 55 % d'efficacité énergétique, le parc produit 335 kg de CO₂/MWh. Cependant, lorsqu'il s'agit de soutenir des éoliennes, avec plus de démarrages et d'arrêts et un rendement énergétique inférieur, le parc produit 500-600kg de CO₂ par MWh.

À mon avis, il est tout à fait probable que le ramping des turbines à gaz à cycle combiné produise plus de NO_x que leur fonctionnement régulier. J'ai travaillé sur le contrôle des NO_x, et le contrôle des émissions de NO_x est probablement l'exercice d'équilibre le plus délicat dans la science du contrôle de la pollution. Le contrôle des NO_x pendant le cycle de combustion dépend fortement de l'équilibre entre l'oxygène et le combustible et de la température de combustion. Le contrôle comprend le contrôle de l'entrée d'air dans le processus de combustion et peut inclure l'injection de vapeur dans une turbine à gaz pour abaisser la température de combustion. Lorsqu'une centrale change rapidement de puissance, ces opérations d'équilibrage deviennent beaucoup plus difficiles et beaucoup moins efficaces.

Le "col" de la courbe du canard est inefficace sur le plan énergétique. Pensez à la quantité d'essence que votre voiture consommera si vous vous éloignez à toute vitesse d'un feu rouge comme si vous participiez à une course, par rapport à la quantité qu'elle consommera si vous roulez sur l'autoroute à un rythme régulier. C'est la même chose avec une turbine à gaz.

Les défenseurs de l'idée que "les énergies renouvelables peuvent tout faire" sont souvent les plus méprisants à l'égard des centrales de base. Si une centrale au charbon ou une centrale nucléaire ferme ses portes, ils s'en réjouissent. Peu importe que la centrale au charbon ait pu être polluante et que la centrale nucléaire ne l'ait pas été. Le péché que ces deux types de centrales ont commis est qu'elles ne sont pas "flexibles", et nous avons besoin de centrales "flexibles" pour le nouveau réseau.

Je n'ai jamais entendu un défenseur de toutes les énergies renouvelables se plaindre du fait qu'une centrale à gaz à cycle combiné à haut rendement doive être exploitée en mode monocyclique moins efficace. En tant qu'unité à cycle combiné, elle est également "inflexible", ce qui est considéré comme un problème majeur.

Les partisans du tout-renouvelable plaident pour un système boiteux, pas pour un système bien conçu. Dans leur avenir, toutes les centrales sont optimisées pour la flexibilité, car seules les centrales flexibles capables de soutenir les énergies renouvelables intermittentes sont autorisées sur le réseau.

Toute centrale optimisée pour un fonctionnement stable, qu'il s'agisse d'une centrale à gaz à cycle combiné, d'une centrale au charbon ou d'une centrale nucléaire, est considérée comme "le réseau de votre grand-père". Les émissions n'ont pas d'importance. Seule la flexibilité compte.

Vermont, il arrive que les panneaux solaires soient couverts de neige. Il n'existe aucun type raisonnable de batterie qui puisse être chargée au solstice d'été et fournir de l'énergie au solstice d'hiver.

La seule sauvegarde saisonnière pour les énergies renouvelables est les combustibles fossiles (et l'hydroélectricité disponible). De même, il y a plus de vent aux changements de saison (printemps et automne). Il y a plus de jours sans vent et très chauds en été, et plus de jours sans vent et très froids en hiver. Encore une fois, il n'est pas raisonnable de considérer que la charge d'une batterie en mars, lorsqu'il y a du vent, fournira de l'énergie pour faire fonctionner les climatiseurs en août.

La tarification négative est causée par les énergies renouvelables subventionnées, et ce choix politique pousse les centrales stables à se retirer. Ces mises hors service rendent le réseau plus vulnérable aux perturbations. Le solaire, l'éolien et les batteries dépendent des onduleurs pour transformer le courant continu qu'ils produisent en courant alternatif utilisé par le réseau. Le réseau fonctionne en courant alternatif (CA) : 60 cycles par seconde aux États-Unis,

Le courant continu produit par le soleil, le vent et les batteries doit être converti en courant alternatif avant d'être ajouté au réseau. Une éolienne est une machine électrique rotative, elle commence donc par produire du courant alternatif. Cependant, la vitesse de rotation est déterminée par la vitesse du vent. Le courant ne peut pas être ajouté directement aux lignes, car le nombre de cycles par seconde dépend de la vitesse du vent, et non des exigences du réseau. Par conséquent, le courant alternatif de l'éolienne est habituellement converti en courant continu (CC), puis le CC est reconverti en courant alternatif au nombre de cycles par seconde approprié pour le réseau.

Les batteries et les panneaux photovoltaïques produisent naturellement du courant continu, sans conversion du courant alternatif en courant continu. Leur énergie doit être convertie en courant alternatif pour être mise sur le réseau, mais elle ne nécessite qu'un seul cycle de conversion.

L'énergie provenant d'un onduleur peut être adaptée au courant du réseau, mais cela nécessite une certaine action. Les harmoniques (harmoniques des cycles par seconde) doivent être adaptées, et les VAR doivent être adaptés. Il s'agit là de problèmes pratiquement solubles (plus solubles que les pointes), mais il arrive que les énergies renouvelables soient connectées sans l'investissement nécessaire pour s'adapter efficacement aux contraintes du réseau.

Défauts de terre : À mesure que l'on ajoute de la puissance au réseau, des surtensions dues à des défauts à la

terre peuvent se produire. Dans des conditions de défaut, comme la chute d'un arbre sur une ligne électrique, la TGFOV peut entraîner de graves dommages au réseau, notamment aux sous-stations et aux transformateurs. Lorsque de grandes centrales électriques sont ajoutées au réseau, le promoteur de la centrale doit payer pour la mise à niveau des sous-stations. Lorsque les propriétaires ajoutent une installation solaire, la question est de savoir qui doit payer pour la mise à niveau. Le propriétaire dont l'installation solaire proposée ferait "basculer" la sous-station dans un état vulnérable ? Ce propriétaire devrait-il payer les 75 000 \$ pour la mise à niveau de la sous-station ? Mais qu'en est-il de tous les amis du propriétaire, qui ont installé leurs panneaux solaires plus tôt et n'ont pas eu à payer les coûts ? Ou bien tous les membres du réseau doivent-ils payer pour la modernisation, même si seuls les clients disposant d'installations solaires gagnent de l'argent en se connectant au réseau ? (C'est pourquoi les centrales électriques ont traditionnellement payé pour la mise à niveau des sous-stations lorsqu'elles se connectent au réseau). Certaines de ces questions sont décrites dans cet article de VTDigger : "La proposition de taxe sur l'énergie solaire soulève des questions quant à savoir qui paie pour les améliorations du réseau".

Lorsque les coûts seront répartis sur l'ensemble du réseau, payés par tous les clients, le coût de l'électricité augmentera, mais il ne sera pas facile d'attribuer ces coûts plus élevés à la présence des énergies renouvelables.

Les pointes quotidiennes, la fiabilité saisonnière et les effets des onduleurs (nécessaires pour l'éolien, le solaire et les batteries) rendent difficile l'intégration des énergies renouvelables dans le réseau. Plus il y a d'énergies renouvelables, plus c'est difficile. Lorsque plus d'énergie est en pointe et produit des harmoniques, lorsque les VAR deviennent plus difficiles à gérer, la gestion du réseau devient de plus en plus difficile. La fiabilité de notre réseau serait en danger... si ce n'est qu'un tel réseau renouvelable nécessiterait une sauvegarde à 100 % par des centrales fossiles à action rapide, qui pourraient intervenir lorsque la situation se dégrade.

Malgré la réalité des lois de la nature - le soleil ne brille pas toujours, le vent ne souffle pas toujours, les onduleurs ne font pas de VAR pour le réseau - les législateurs font d'autres lois disant que le réseau de leur État doit être 100 % renouvelable. Les lois de la nature ne sont pas abrogées par ces lois sur les énergies renouvelables, et pourtant elles sont adoptées. Les lois sur les mandats en matière d'énergies renouvelables ont des plans irréalistes pour les énergies renouvelables (c'est un euphémisme). Elles ne parviendront pas à construire des réseaux 100% renouvelables. Cependant, ces lois réussiront à rendre le réseau plus fragile et plus cher.

Il faut savoir que 100 MWh est une quantité assez faible lorsque l'on pense à l'échelle du réseau. Songez que la centrale nucléaire de Vermont Yankee était trop petite pour être rentable, et qu'elle produisait 620 MW toutes les heures, pendant des mois. La batterie Tesla ne peut fournir que 100 MW pendant une heure.

Si seules les énergies renouvelables variables et le stockage étaient disponibles, la capacité de production et de stockage installée devrait être cinq à huit fois supérieure à la demande de pointe du système. Un tel système aurait besoin de marges de réserve de 400 % à 700 % de la demande de pointe. En revanche, sur notre réseau national actuel, des marges de réserve d'environ 15 % de la demande de pointe sont courantes. Ce serait une façon incroyablement gaspilleuse de faire fonctionner un réseau.

Après avoir multiplié la construction par cinq à huit, nous gaspillerions environ 100 % de l'approvisionnement en électricité d'une année en raison des restrictions ("Éteignez votre éolienne - nous ne pouvons pas utiliser l'énergie maintenant").

Dans un billet de blog, Malhotra a calculé la quantité de lithium nécessaire pour sauvegarder une partie importante du réseau. Il a commencé son calcul en regardant ce qui serait nécessaire pour sauvegarder une grande centrale à charbon moderne. Malhotra a calculé que pour fournir 100 heures de secours à une seule centrale à charbon massive (1000 MW), il faudrait 32 000 tonnes de lithium. En 2018, la production mondiale de lithium était de 62 000 tonnes. Il faudrait donc plus de la moitié de la production mondiale de lithium d'une année pour assurer la sauvegarde d'une seule grande centrale à charbon pendant 100 heures.

Les batteries nickel-fer utilisent du nickel et du fer, dont l'offre n'est pas limitée. Cependant, les batteries nickel-fer doivent être chargées avec environ un tiers d'électricité de plus que ce qu'elles sont capables de fournir à la décharge. En d'autres termes, bien que ces batteries ne soient pas aussi gourmandes en ressources pour la batterie elle-même, elles le sont en termes d'énergie qu'elles nécessitent. Elles perdent de la charge au rythme d'environ 20 % par mois, alors que les batteries au lithium en perdent 2 % par mois. Bien que le matériau permettant de produire des batteries au nickel-fer soit abondant, le nombre de batteries nécessaires serait bien plus important que le nombre de batteries au lithium nécessaires.

Le problème ne vient pas des énergies renouvelables ou des batteries. Le problème est que les gens ne planifient pas leur utilisation ou la manière dont elles pourraient être le plus utiles. Les énergies renouvelables et les batteries font l'objet d'un battage médiatique excessif et commencent à être surconsommées. Les deux peuvent être utiles au réseau. Mais même ensemble, elles ne peuvent constituer le réseau.

Sur un réseau RTO, une centrale électrique ne peut pas vivre de la simple vente de kWh. Les centrales électriques ont besoin de subventions pour concurrencer d'autres centrales électriques qui reçoivent également des subventions. C'est une bataille sans fin pour le paiement des subventions. La fourniture de kWh au réseau est presque sans intérêt. Nous allons d'abord examiner le rôle des subventions. Ensuite, nous verrons la FERC tenter de maintenir l'éclairage en établissant une règle pour certains générateurs et certaines compétitions : fixez votre prix comme si vous ne receviez pas de subvention. La règle du prix minimum de l'offre (MOPR) a été conçue pour empêcher les centrales fortement subventionnées de dominer complètement le marché. Nous verrons ensuite ISO-NE suivre avec sa propre règle, Competitive Auctions with Sponsored Policy Resources (CASPR), qui tente d'aider les centrales qui auraient pu être lésées par la MOPR. La règle CASPR a été intelligemment conçue pour aider certaines centrales dans certaines compétitions mais, espérons-le, ne pas affecter d'autres aspects des compétitions connexes. ("Nous ajouterons d'autres réglementations jusqu'à ce que nous y arrivions").

L'histoire des crédits d'impôt fédéraux est une histoire de zombies. Les crédits d'impôt sont toujours censés mourir. Un article récent (juillet 2019) de Reuters illustre la manière dont les crédits d'impôt sont ressuscités. Jusqu'à présent, ces crédits d'impôt ont toujours été renouvelés. Un État peut promulguer une norme de portefeuille renouvelable, et alors les services publics de l'État doivent acheter un certain pourcentage de leur électricité à partir de sources renouvelables. Un État peut promulguer un crédit d'émissions nulles, et les services publics de l'État seront alors tenus d'acheter de l'électricité à émissions nulles, ce qui inclut généralement les énergies renouvelables et le nucléaire. Les services publics seront généralement tenus de payer des frais supplémentaires aux fournisseurs d'électricité à émissions nulles.

Il existe un équilibre des pouvoirs entre les RTO et les États. En ce qui concerne les énergies renouvelables, ce sont les États qui ont la plus grande liberté d'action. Les RTO se contentent de suivre le mouvement, en essayant de maintenir l'éclairage à des coûts qu'ils espèrent faibles. Les mandats des États pourraient exiger trop d'énergies renouvelables trop rapidement : cela pourrait faire augmenter les prix du réseau tout en réduisant sa fiabilité.

Dans de nombreux cas, les énergies renouvelables n'ont pas besoin de gagner de l'argent en vendant réellement leur énergie au réseau. Elles gagnent de l'argent en vendant des CER (certificats d'énergie renouvelable) et en recevant des crédits d'impôt à la production. Les énergies renouvelables peuvent payer le réseau pour qu'il prenne leur énergie (tarification négative) et s'en sortir financièrement.

Les offres d'énergie à coût zéro font baisser le prix de vente des kWh sur le réseau. Les défenseurs des énergies renouvelables s'en réjouissent : "Grâce aux énergies renouvelables, les prix baissent". Mais il y a un hic. Ils veulent dire que "les prix de gros des kWh vendus aux enchères sur le réseau baissent". Les prix pour le consommateur augmentent.

LE PRIX DU RÉSEAU par kWh est un moyen fallacieux de comptabiliser les coûts des énergies renouvelables, car le prix du réseau pour les kWh ne donne pas une image complète de ce que le client paie.

Prenons l'exemple d'un producteur qui vend des kWh renouvelables sur le marché des kWh. Supposons qu'il s'agisse d'un parc éolien et qu'il participe à l'enchère à 0 centime par kWh. Grâce à la méthode de vente aux enchères, le prix du kWh sur le réseau sera plus bas, en raison de la présence du parc éolien. Oui, le prix de compensation lors de la vente aux enchères sera probablement plus bas. Cependant, le parc éolien prévoit également de vendre des RECs (Renewable Energy Certificates) en plus des kWh. Certains services publics devront acheter ces RECs pour satisfaire à une norme de portefeuille renouvelable. Les RECs feront alors partie des frais généraux de cette autre société de services publics et, par conséquent, un contribuable paiera pour les RECs. Un contribuable paie le prix de compensation du réseau pour le kWh éolien, et un autre contribuable paie pour un REC éolien par l'intermédiaire de son service public de distribution.

DE TEMPS EN TEMPS, nous verrons une annonce selon laquelle une entreprise fait sa part pour l'environnement en utilisant une électricité "100% renouvelable". Cela est censé nous faire imaginer une grande installation industrielle entourée d'éoliennes et de panneaux solaires. Eh bien, non. Ce n'est pas la bonne image. Mieux vaut penser à un comptable.

En général, les RECs sont vendus à un service public de distribution dans un État qui exige que les services publics utilisent un certain pourcentage d'énergie renouvelable. Avec une poignée de RECs, la compagnie peut prétendre avoir acheté la bonne quantité d'énergies renouvelables. Les RECs sont les énergies renouvelables, d'un point de vue comptable. Un service public du Connecticut peut acheter un REC à un parc éolien du Maine et prétendre utiliser de l'électricité renouvelable. Pendant ce temps, la quasi-totalité de l'électricité du réseau local provient de centrales électriques à fortes émissions brûlant du gaz, et de sources à faibles émissions telles que le nucléaire et les grandes centrales hydroélectriques. Dans la plupart des États, les centrales nucléaires et hydroélectriques ne sont pas autorisées à produire ou à vendre des RECs.

Les RECs n'ont même pas besoin d'être sur le même réseau que l'acheteur de RECs. Un service public du Connecticut qui achète des RECs du Maine, c'est déjà assez grave. L'électricité du Maine est utilisée dans le Maine, ou peut-être dans le New Hampshire. Personne ne peut suivre un électron, mais il est peu probable que l'électricité produite dans le Maine trouve son utilisateur final à des centaines de kilomètres de là, dans le Connecticut. Mais au moins, les deux États sont sur le même réseau.

Les organisations et les particuliers peuvent acheter des RECs auprès de n'importe quel fournisseur, ce qui signifie qu'une entreprise du Vermont peut acheter des RECs produits dans le Dakota du Sud.

Deux types d'entités achètent des RECs : Les services publics qui doivent respecter leurs normes en matière d'achats d'énergie renouvelable. C'est ce qu'on appelle le "marché de conformité". Ces RECs ont tendance à être plus chers, car les services publics doivent acheter une certaine quantité. Les entreprises (principalement) qui veulent brandir une bannière verte devant leurs clients. C'est ce qu'on appelle le marché des RECs "volontaires", et les RECs ont tendance à être moins chers.

L'utilisateur ne dépend pas des énergies renouvelables intermittentes pour son électricité. Il peut prétendre "utiliser une énergie renouvelable", mais il s'agit d'une question de comptabilité, et non de l'énergie qu'il utilise réellement.

Les RECS ne sont qu'une partie des coûts des énergies renouvelables. Estimer le coût des énergies renouvelables à l'échelle nationale est pratiquement une tâche impossible. Il y a tellement de types de coûts, et ils varient selon la juridiction. Je vais en énumérer quelques-uns ici. Coûts des subventions - comptage net : La facturation nette de l'énergie solaire signifie généralement le paiement aux propriétaires de l'énergie solaire de prix de détail pour l'énergie de gros. Ces paiements pour la facturation nette augmentent le prix de détail pour tous les autres.

Coûts des subventions - réduction des émissions : Dans certaines régions, les éoliennes sont payées si elles ne peuvent pas être mises en ligne aux moments où elles sont disponibles. Seules les énergies renouvelables bénéficient de ce type de paiement. Lorsque les éoliennes sont devenues plus présentes dans la région de Bonneville, leurs propriétaires se sont plaints auprès de la FERC de ne pas pouvoir les répartir lorsque les rivières étaient hautes. Lorsqu'une éolienne est en mesure de fonctionner (le vent souffle) mais qu'elle n'est pas répartie, elle perd l'argent qu'elle aurait pu gagner en crédits d'impôt à la production et en vente de RECs. La FERC a donné raison aux éoliennes. Désormais, Bonneville Power doit compenser le manque à gagner des parcs éoliens s'il ne les répartit pas lorsque le vent souffle. Les éoliennes doivent être payées lorsqu'elles sont réduites. Cette décision ne concerne que le nord-ouest du Pacifique : les éoliennes situées dans d'autres régions sont payées ou non lorsqu'elles sont réduites, selon la juridiction concernée.

Le système doit disposer d'autant de capacité de secours avec les énergies renouvelables qu'il en faut sans ces dernières. L'étude du NBER, une revue mondiale, a déterminé qu'un réseau a besoin de 1,14 MW de capacité fossile installée pour chaque MW de capacité renouvelable intermittente.

Coûts de redondance... Coûts de transmission : Les coûts de transmission ne cessent d'augmenter. Une partie de l'augmentation des coûts de transmission est due aux dépenses liées à la connexion des énergies renouvelables éloignées au réseau. Cependant, il est presque impossible de dire s'il s'agit d'une part importante ou faible de l'augmentation des coûts. Les énergies renouvelables sont rarement, voire jamais, moins chères que la production traditionnelle.

Une étude récente de l'université de Chicago a adopté une approche différente : Au lieu d'essayer de suivre tous ces coûts distincts, Greenstone et Nath ont examiné l'effet des normes de portefeuille des énergies renouvelables sur les factures des consommateurs. Pour les États qui ont institué des normes, ils ont comparé les prix à la consommation dans cet État avant et après la mise en œuvre. Ils ont constaté que les normes relatives aux portefeuilles d'énergies renouvelables augmentent le coût de l'électricité pour le consommateur.

Les estimations indiquent que, 7 ans après l'adoption d'un programme RPS, la part de production renouvelable requise est supérieure de 1,8 point de pourcentage et que les prix moyens de l'électricité au détail sont supérieurs de 1,3 cents par kWh, soit 11 % ; les chiffres comparables pour 12 ans après l'adoption sont une augmentation de 4,2 points de pourcentage de la part des énergies renouvelables et une augmentation des prix de 2,0 cents par kWh, soit 17 %.

Les auteurs ont estimé que les consommateurs des États ayant adopté des normes en matière de portefeuille d'énergies renouvelables avaient payé au total 125 milliards de dollars de plus pour l'électricité que ce qu'ils auraient payé sans ces politiques.

LE SOLEIL PEUT BRILLER uniquement pendant les heures de clarté, mais une entreprise peut décider d'acheter des RECs solaires qui totalisent 100 % de l'énergie qu'elle utilise et ensuite faire de la publicité pour dire qu'elle fonctionne avec 100 % d'énergie solaire. Comme l'électricité et le REC sont déconnectés, vous pouvez utiliser un REC solaire à minuit, ce qui est très trompeur. Le fait d'être "100 % renouvelable" en achetant des RECs donne à une entreprise le meilleur des deux mondes : elle peut se vanter et donner un signal de vertu à ses clients, tout en bénéficiant d'un réseau électrique fiable pour ses activités.

Le Vermont achète des RECs à Hydro-Québec à bas prix, parce que personne d'autre n'en veut, et vend ensuite ses propres RECs aux États du sud de la Nouvelle-Angleterre, qui en veulent pour satisfaire à leurs normes en matière de portefeuille d'énergies renouvelables. Cet arbitrage de RECs réduit ma facture d'électricité personnelle ici au Vermont. Les autres États paient une partie de mes coûts. Pourquoi devrais-je m'y opposer ? Je suis contre car, avec des règles complexes et des complexités État par État, ce qui aurait pu être une bonne idée s'est, à mon avis, transformé en un jeu, basé sur l'arbitrage et fortement motivé par les opportunités de relations publiques.

Lorsque les politiques deviennent trop compliquées, les résultats de ces politiques deviennent difficiles à prévoir, même par les personnes qui ont écrit ces politiques. Si l'on considère l'ensemble de ce système complexe, je pense que les jeux avec les CRE vont se retourner contre l'industrie des énergies renouvelables. À un moment donné, les jeux de passe-passe seront exposés. La mauvaise nouvelle n'est même pas que les RECs pourraient se retourner contre l'industrie. La mauvaise nouvelle est que les politiques complexes et les jeux avec les RECs ne mènent pas à un réseau fiable.

En soumissionnant à une faible "valeur de capacité", une éolienne recevra des paiements de capacité, mais elle ne sera pas trop pénalisée par des amendes si le vent ne souffle pas. C'est peut-être la façon dont l'éolienne considère la valeur de la capacité. Du point de vue du réseau, la valeur de la capacité estime la valeur de l'éolienne pour le réseau. Par exemple, si une centrale électrique traditionnelle participe à une vente aux enchères de capacité, elle offre généralement sa capacité nominale, ou une capacité proche de celle-ci. Si une éolienne fait une offre à 10 % de sa capacité nominale, elle admet qu'elle n'a qu'un dixième de la valeur du réseau par rapport à une centrale électrique standard répartissable.

PJM a examiné les formes de charge horaire ainsi que les formes de disponibilité du vent. Selon un rapport de PJM de septembre 2018²⁰⁶, la capacité moyenne de charge effective de l'éolien était de 11,5 % de la capacité nominale. Ce chiffre est un type d'estimation de la valeur de la capacité de l'éolien. En revanche, les facteurs de capacité de l'éolien varient entre 22 % et 45 %.

Lorsqu'une entreprise décide de construire une centrale, elle fait une offre sur le marché de la capacité. Si son offre est acceptée (si elle n'est pas trop élevée), elle peut compter sur des paiements de capacité lorsqu'elle sera mise en service. Comme nous l'avons déjà mentionné, les paiements de capacité constituent le principal moyen de financement de nombreuses centrales au gaz, de sorte qu'une garantie de tels paiements peut encourager les prêts bancaires pour la construction de la centrale électrique. Les paiements de capacité encouragent également la rentabilité une fois la centrale construite.

Un IRP consiste essentiellement en une prévision de la charge et en des plans sur la manière dont la charge sera satisfaite. Les plans comprennent les centrales électriques construites, mises hors service et modernisées, les lignes de transmission construites, mises hors service et modernisées, les possibilités de gestion de la demande, etc. En d'autres termes, pour les vingt prochaines années, comment allez-vous (la compagnie d'électricité) répondre à la demande d'électricité, que faudra-t-il construire ou moderniser, et combien cela coûtera-t-il ?

33 États exigent toujours que les services publics déposent des plans de ressources intégrées auprès de leur PUC. Dans de nombreuses régions, la RTO est aussi théoriquement responsable de la planification du système. Toutefois, étant donné que la RTO doit être neutre sur le plan énergétique et que les ventes aux enchères sont censées être le "marché" qu'elle exploite, elle a en fait très peu de pouvoir pour mettre en œuvre des plans. Il serait presque impossible pour une RTO de planifier et de mettre en œuvre une combinaison résiliente de centrales électriques et de combustibles. Une commission des services publics d'un seul État pourrait insister sur un plan IRP solide et résilient : une RTO ne le peut pas.

Mais les ventes aux enchères des RTO permettent de couvrir les mandats des États. Du point de vue d'un législateur d'État, pourquoi ne pas se sentir bien et voter une loi qui stipule que l'électricité de l'État sera composée de X % d'énergies renouvelables d'ici l'année Y ? Cela ne semble faire de mal à personne, et cela peut vous rapporter quelques voix dans certaines régions. Voter pour un "pourcentage élevé d'énergies renouvelables", c'est voter pour la version moderne de "la maternité et la tarte aux pommes".

Lorsque des panneaux solaires sont ajoutés, combien de turbines à gaz supplémentaires doivent être construites ? Dans les zones RTO, en l'absence d'une réelle supervision des exigences, les ressources renouvelables sont surconstruites et enferment le réseau dans un système de secours à base de turbines à gaz.

Se conformer aux normes des États en matière d'énergies renouvelables coûte cher, partout. Lorsque l'on dit que "les énergies renouvelables sont l'énergie la moins chère du réseau", cela signifie généralement l'offre la plus basse dans une vente aux enchères RTO. En termes d'énergies renouvelables, les États au sein des RTO semblent plus enclins à encourager des pourcentages élevés d'énergies renouvelables par le biais d'une norme de portefeuille d'énergies renouvelables, car les PUC de ces États ne sont pas responsables du coût de l'électricité (les enchères RTO sont censées s'en charger) ou de la fiabilité de l'électricité (les enchères RTO sont censées s'en charger également).

La différence entre le prix de gros (prix du réseau) et le prix de détail (prix du consommateur) n'est pas une question d'argent pour la compagnie d'électricité. Pour cet écart de prix, le service public doit payer l'entretien des lignes de distribution, les réparations en cas de tempête, la facturation, les services d'assistance, la fourniture d'électricité aux personnes à faible revenu qui ont du retard dans le paiement de leurs factures, le paiement des coûts de transport à l'autorité de transport. Le service public doit également payer l'autorité d'équilibrage et/ou le RTO pour l'équilibrage du réseau et l'organisation des ventes aux enchères. Si le service public répond à une exigence en matière d'énergie renouvelable, telle qu'une norme de portefeuille renouvelable, il doit payer les REC achetés à d'autres services publics. Tous ces coûts s'ajoutent à la différence entre le coût de gros de l'électricité "brute" dans les ventes aux enchères de kWh et le coût de l'électricité livrée au client.

En général, avec la facturation nette, le client équipé d'un panneau solaire est payé au prix de détail pour l'électricité qu'il vend, au lieu du prix de gros. C'est une très bonne affaire pour le propriétaire. Une trop bonne affaire. Dans la plupart des États, tous les clients ne sont pas autorisés à participer au système de facturation nette. Il y a généralement un "plafond", et la facturation nette est "ouverte aux nouvelles inscriptions", puis fermée à nouveau. La raison en est claire. Si tous les kWh d'électricité étaient achetés au même prix qu'ils sont vendus au client, où le service public trouverait-il l'argent pour l'entretien des lignes, etc. Parfois, les services publics obtiennent la permission de demander aux propriétaires de payer des frais de connexion pour le comptage net. Les gens se battent contre ce type de frais, bec et ongles. Comme vous pouvez l'imaginer, étant donné que les premiers clients de la facturation nette n'ont pas eu à payer de tels frais, si un nouveau client doit les payer, cette personne pourrait bien dire : "Pourquoi moi ? Pourquoi vous en prendre à moi ? Mon voisin n'a pas à payer de tels frais". Si les frais sont appliqués de manière générale, le voisin, qui n'a jamais eu à payer de tels frais dans le passé, peut très bien dire : "Mince, c'est un leurre !

Si la facturation nette était autorisée pour tous, sans plafond, nous assisterions à une "tragédie des biens communs". Les prix augmenteraient pour tout le monde.

La Californie s'est également retrouvée avec des coûts excessifs dus à la facturation nette. Elle n'a pas tenté de revenir sur les plans de paiement initiaux, comme le Nevada a essayé de le faire, mais elle a rendu la politique pour les nouveaux raccordements (NEM 2.0) plus stricte et plus coûteuse. Un client inscrit à NEM 2.0 est aussi automatiquement inscrit à la tarification "Time of Use". Cela signifie que les panneaux solaires orientés vers le sud-ouest seront mieux payés que les panneaux solaires orientés vers le sud-est. En outre, dans le cadre du programme NEM 2.0, les clients de la facturation nette devront payer des frais non contournables sur toute l'électricité livrée par le service public. Ces frais financent les programmes d'efficacité énergétique et les programmes d'aide aux personnes à faible revenu.

LA PRODUCTION DISTRIBUÉE

La plupart des promoteurs expliquent généralement que le réseau doit être modernisé pour devenir un "réseau intelligent" avant que la transition puisse avoir lieu. La raison pour laquelle le réseau doit être modernisé est que la production et la consommation d'électricité se feront dans les deux sens. Un consommateur d'électricité sera également un producteur d'électricité, et les communications entre le réseau et le "prosommateur" (producteur et consommateur) seront donc importantes.

Une petite turbine située dans une zone non ventée (où la plupart des gens placent leur maison) ne produira pas

beaucoup d'électricité et sera un problème d'entretien. Peu de propriétaires choisiraient de posséder une éolienne, surtout si on la compare à la facilité relative de posséder quelques panneaux solaires.

Existe-t-il d'autres types de production décentralisée que les gens peuvent installer pour devenir des prosommateurs ? Les producteurs laitiers peuvent installer des digesteurs de méthane et des petits moteurs diesel reliés au digesteur. Ils utilisent le fumier de leurs étables comme combustible. Les producteurs laitiers peuvent donc être des prosommateurs. Et si je possède une maison et un bois ? Peut-être pourrais-je être un prosommateur de biomasse ? C'est peu probable. Un prosommateur ne se contente pas d'utiliser la biomasse à la maison dans un poêle à bois. Il interagit avec le réseau, en fournissant de l'électricité au réseau et en prenant de l'électricité du réseau. Il faudrait que je construise une chaudière à bois, que je produise de la vapeur, que je fasse tourner une turbine, que j'installe un générateur et que je connecte le tout au réseau. Non, l'électricité issue de la biomasse n'est pas adaptée à un usage domestique et il est peu probable qu'elle transforme les gens en prosommateurs.

Un campus universitaire pourrait être un prosommateur grâce à l'électricité produite à partir du bois, mais un particulier ne le sera pas. Nous pourrions passer en revue la liste des autres sources d'énergie renouvelables (combustion des déchets, petite hydroélectricité), et nous nous rendrions compte que certaines institutions pourraient être en mesure d'accueillir des ressources énergétiques distribuées pour le nouveau réseau intelligent. La plupart des consommateurs résidentiels seront, au mieux, en mesure d'installer un panneau solaire sur leur maison. En d'autres termes, pour le consommateur individuel, la production décentralisée ressemblera beaucoup à la facturation nette de l'énergie solaire. Les installations solaires sont beaucoup plus courantes dans les banlieues et les zones rurales que dans les villes.

Je peux imaginer que les projets de facturation nette s'arrêtent net. Ils sont déjà limités dans la plupart des États. Cela laisserait de nombreux prosumers dans l'embarras. La fin du comptage net laisserait certains prosumers avec des panneaux solaires financièrement inutiles et sans source d'énergie après le coucher du soleil.

En général, les gens choisissent le comptage net parce qu'il est plus flexible et plus rentable que d'investir dans des batteries.

GÉNÉRATEURS

Si les grands services publics font faillite, quelqu'un du voisinage peut acheter un ensemble de générateurs diesel bruyants et polluants. Le propriétaire du générateur peut vendre l'électricité à ses voisins, par le biais de fils bricolés et dangereux.

Dans diverses régions du monde où l'approvisionnement en électricité n'est pas fiable, les gens vendent de l'électricité à leurs voisins. C'est le cas dans certaines régions du Moyen-Orient. Le propriétaire du générateur est une personne influente dans la région. Un article récent de Wired intitulé "Beirut's Electricity Brokers" décrit la situation dans les régions où l'électricité n'est pas fournie par de grandes entreprises mais plutôt par des propriétaires de générateurs indépendants.

Robert Bryce s'est rendu à Beyrouth et a parlé avec des personnes sur place. Ils ont qualifié les "courtiers" en électricité de "mafia de l'électricité". Ils payaient deux factures d'électricité chaque mois : une d'environ 35 dollars à la compagnie d'électricité publique, pour l'électricité qu'ils pouvaient fournir, qui était disponible environ six heures par jour. Puis ils paient environ 100 dollars par mois à leur générateur local "mafieux". Bryce a demandé à un homme pourquoi il n'achetait pas simplement son propre générateur, puisqu'il payait une somme importante à son voisin. Il lui a répondu que s'il se séparait du générateur "mafieux" local, il risquait d'être tué. Au minimum, le fil de son générateur serait coupé. Bryce rapporte comment un affrontement entre deux propriétaires de générateurs a fait deux morts et a nécessité l'intervention de l'armée libanaise pour mettre fin à la violence.

VOUS POURRIEZ CONSIDERER que la situation à Beyrouth est une sorte de micro-réseau. Les gens ne dépendent pas d'une centrale électrique et les propriétaires des générateurs ne sont pas de grandes entreprises. Au contraire, ce sont vos voisins. Lorsque les micro-réseaux sont introduits dans des zones qui ne sont pas connectées au grand réseau, les réactions sont mitigées. Presque tous les îlots de taille moyenne sont des micro-réseaux, et ils fonctionnent généralement avec des générateurs diesel.

Il est facile de dire : "La charge de base est un concept dépassé". Il n'est pas aussi facile de vivre dans une région où les panneaux solaires ne fournissent pas un éclairage fiable la nuit. En Inde, les panneaux solaires et les batteries de secours n'ont pas fait l'affaire.

Vers 2015, Greenpeace a décidé de joindre le geste à la parole et a fourni à un village pauvre de la région de Bihar en Inde des panneaux solaires et une batterie de secours. Le premier matin après l'installation du système, les batteries ont été vidées pendant la nuit. Un jeune homme avait espéré pouvoir étudier tôt le matin avant de devoir aller travailler dans les champs. Il a découvert que ses lumières ne s'allumaient pas au petit matin. "Nous voulons de la vraie électricité !

Lorsque vous avez assez d'électricité pour faire fonctionner une machine à laver, les femmes deviennent autonomes. Quand vous pouvez faire fonctionner une machine à laver, vous avez de la "vraie électricité". Et vous êtes probablement connecté au réseau.

La facturation nette augmente le prix de l'électricité pour ceux qui n'en ont pas, c'est pourquoi de nombreux États ont fixé des plafonds à la quantité de facturation nette autorisée.

Le livre de David JC MacKay, Sustainable Energy-without the hot air. Ce livre classique, publié en 2009, est dédié "à ceux qui ne bénéficieront pas des réserves énergétiques accumulées pendant deux milliards d'années". MacKay fait les calculs : si l'on capturait chaque goutte d'eau qui tombe dans les Highlands anglais et qu'on la faisait couler dans une centrale hydroélectrique, combien d'électricité pourrait-on produire ? Il conclut que "si chaque rivière était endiguée et chaque goutte [d'eau] parfaitement exploitée", la Grande-Bretagne ne pourrait produire que 1,5 kWh d'électricité par personne et par jour à partir de l'énergie hydraulique.

Une ampoule de 60 watts, allumée toute la journée, consomme 1,5 kWh d'électricité.

Tous les appareils Energy Star n'ont pas de fonctionnalité connectée, mais Energy Star a défini des critères pour les lave-linge, les sèche-linge, les lave-vaisselle, l'éclairage, les réfrigérateurs-congérateurs, la climatisation des locaux, les pompes de piscine et les thermostats. Une page Web de l'Université de Californie-Irvine présente une liste d'appareils et les dates de spécifications des fonctionnalités connectées d'Energy Star.²⁵⁸ Les appareils à fonctionnalités connectées peuvent partager des informations avec le service public local, et ils peuvent être inscrits dans le programme de réponse à la demande d'un service public.

Non seulement le service public peut savoir quels appareils vous utilisez et quand vous les utilisez, mais si vous inscrivez ces appareils dans un programme de réponse à la demande, le service public peut les éteindre.

Lorsque vous vous rendez au siège d'ISO-NE, que vous consultez les sites Web des autres RTO, des POOL et de la FERC, ou que vous assistez à une réunion du CLG, au cours de laquelle des avocats et des consultants figurent parmi les orateurs, vous ne pouvez vous empêcher de constater que toutes les conséquences sont discutées, modélisées et rediscutées, du point de vue économique et juridique. Dans n'importe quelle juridiction, des dizaines de personnes se consacrent à plein temps à cette analyse. Si la modification d'une règle ou d'un tarif a des conséquences, celles-ci ont été examinées, ont fait l'objet de pressions, ont été rejetées et ont fait l'objet d'une décision. La plupart des personnes qui discutent du changement de politique sont soit des "parties prenantes" (initiés), soit des consultants des "parties prenantes". À mon avis, toutes ces personnes réfléchissent aux conséquences et tentent de les influencer. Ces groupes de pression ont leur peau dans le jeu, et ils observent et influencent le jeu. Et oui, une grande partie de tout cela se passe derrière des portes fermées. Il n'y a pas de

lois sur la transparence sur le réseau.

En général, dans les zones RTO, les centrales à gaz à cycle unique (pas à cycle combiné) et les énergies renouvelables seront finalement utilisées pour tout : couvrir la charge de base, suivre la charge, couvrir la charge de pointe et fournir des réserves. Comme nous l'avons vu plus haut, le gaz fonctionne en flux tendu et les énergies renouvelables ne sont pas répartissables. Les zones RTO glissent inexorablement vers une dépendance totale des livraisons de gaz pour la fiabilité de leur électricité.

si les prix du gaz augmentent à nouveau, les factures des consommateurs s'envoleront. Les factures des consommateurs sont aujourd'hui chargées de paiements beaucoup plus élevés qu'en 2008 pour le transport, la distribution et les certificats d'énergie renouvelable. Si les prix du gaz augmentent, ces paiements pourraient-ils se poursuivre ?

Si et quand les prix du gaz naturel augmentent, les prix augmenteront, plutôt soudainement, dans les zones RTO.

Robert Bryce décrit comment l'électricité améliore la vie des femmes. Sans électricité, les femmes doivent pomper l'eau, la chauffer sur un feu ou sur un poêle, utiliser l'eau chauffée pour se laver ou cuisiner, et entretenir constamment le feu ou le poêle. Elles auraient un moyen de conserver les aliments cuits pendant la nuit dans le réfrigérateur. La vie d'une femme ne serait pas un cycle constant de corvées.

Dans les zones RTO, le réseau évolue inexorablement vers une forte dépendance à l'égard des énergies renouvelables intermittentes, associée à une dépendance tout aussi forte à l'égard de la livraison de gaz naturel en flux tendu comme solution de secours. Plusieurs scénarios différents pourraient provoquer l'effondrement de ce système. Le gaz naturel, le combustible universel pour le réseau et les habitations, pourrait devenir rare ou cher. Une longue période froide sans vent ou une longue période chaude et humide pourrait submerger l'approvisionnement en gaz naturel pour la production d'électricité. La production éolienne se situe souvent à des centaines de kilomètres du centre de charge, ce qui ajoute un autre niveau de vulnérabilité au système de transmission. Et ainsi de suite.

Dans une certaine mesure, le RTO de Californie est un exemple de ce qu'il ne faut pas faire pour gérer un réseau. La Californie ferme des centrales nucléaires à zéro émission, fixe des exigences élevées pour l'utilisation généralisée des énergies renouvelables, dépend fortement du gaz naturel (ce n'est pas une surprise) et de l'électricité importée. Les tarifs californiens sont bien plus élevés qu'ils ne devraient l'être pour un État qui dispose d'une importante énergie hydraulique et de réserves de gaz naturel sur son territoire. Mais le California ISO est à court d'argent californien.

Ou plutôt, ils sont à court de réseau californien. La Californie a tellement soutenu les énergies renouvelables intermittentes que son réseau est souvent surchargé. Dans ce cas, les énergies renouvelables sont souvent "bridées". En d'autres termes, elles ne sont pas autorisées à mettre de l'énergie sur les lignes car celles-ci ne peuvent pas accepter autant d'énergie à la fois. La figure 19 montre les réductions en Californie pour les années 2018 et 2019. Une solution que la Californie tente de proposer est un réseau régional, un RTO qui couvre une plus grande partie de l'Ouest. De nouvelles lignes de transmission (probablement) enverraient les énergies renouvelables californiennes dans tout l'Ouest, au sein d'une SuperISO composée de la Californie et des États voisins qui sont maintenant intégrés verticalement. Comme vous pouvez le voir sur la figure 19, la plupart des mois, le CAISO doit réduire des dizaines de milliers de MWh d'énergie renouvelable, car il y a trop d'énergie pour son système en milieu de journée.

Certains pourraient penser qu'il était stupide et inutile de construire une telle surproduction en premier lieu, mais le remède préféré de la Californie est de "régionaliser" son RTO aux États voisins. (Un système étatique verticalement intégré aurait tenu une audience de la PUC où les citoyens auraient pu s'opposer au coût de l'offre excédentaire).

Les États qui ne font pas partie des zones RTO sont généralement très satisfaits de leurs services publics verticalement intégrés, de la surveillance réglementaire locale (au niveau de l'État) et des tarifs bas. Ils ne sont pas très pressés de rejoindre les RTO.

Derrière chaque groupe qui fait pression pour obtenir des normes impossibles à respecter en matière d'énergies renouvelables pour un État ou une région, il y a un autre groupe bien financé qui souhaite vendre encore plus de gaz naturel.

▲ [RETOUR](#) ▲

Par Gaia Gardener : Sur les miroirs de notre salle du déni

Rob Mielcarski 20 septembre 2022 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés



Aujourd'hui, nous avons un autre article invité par un membre de la communauté un-Denial, Gaia Gardener, qui a posté ces réflexions sur le déni en commentaire. J'ai pensé qu'elles étaient suffisamment intéressantes pour justifier de les promouvoir dans un post plus visible.

Bonjour mes amis, merci pour cette discussion très intéressante sur les réalités du déni et sur la façon dont nous, les humains, semblons être capables de manipuler toutes les perceptions pour les adapter au récit que nous avons choisi, que nous soyons conscients ou non de nos croyances programmées, quelle que soit la façon dont elles ont été initialisées et enracinées.

Je me demande si nous pouvons nous pencher sur un autre sujet, éloigné de l'overshoot, dans lequel le déni joue un rôle important dans nos actions/inactions, afin que nous puissions prendre du recul et disséquer un peu plus la façon dont le déni prend naissance et s'enracine sans même que nous nous rendions compte de notre immersion, tout comme nous, la petite minorité, voyons ce qui arrive aux masses et même aux polymathes en ce qui concerne le déni de l'overshoot.

Le sujet que je pense pouvoir aborder est la question de l'éthique de **la consommation d'animaux**, notamment les animaux d'élevage que nous consommons par milliards chaque année. Je ne parlerai pas de l'utilisation des animaux pour le travail et l'expérimentation, car l'éthique de ces actions peut être interprétée comme étant justifiée pour le bien de l'humanité, ce à quoi la majorité des êtres humains seraient favorables. Mais la consommation d'animaux dans le monde moderne est non seulement inutile (et nous pouvons nous épargner l'exemple des Inuits ou d'autres cultures très minoritaires qui dépendent uniquement de produits animaux pour leur subsistance, nous ne sommes pas du tout dans la même situation), mais il existe en fait des preuves convaincantes qu'elle est nocive à la fois pour nos corps physiques et pour la planète, mais pour les besoins de cet argument, il n'est pas nécessaire de considérer l'une ou l'autre de ces raisons pour s'engager dans une discussion sur les raisons pour lesquelles nous ne pouvons pas manger d'animaux ni leurs produits si nous pensons avoir une obligation morale envers un autre être sensible. Regardons les choses en face : nous mangeons de la viande parce que nous avons été élevés pour le faire, qu'elle a bon goût (pour la plupart des papilles gustatives humaines) et qu'elle est facilement disponible sans grand effort de notre part. Cependant, le fait que les animaux souffrent uniquement pour notre

plaisir, notre tradition et notre commodité n'est pas un motif moral suffisant pour agir ainsi, car on peut facilement voir comment cette déconnexion peut s'appliquer à tout être sensible, y compris les autres humains, ce qui n'est évidemment pas un choix éthique. Et pourtant, nous nions totalement le fait qu'il est acceptable de manger du poulet, de la vache et du porc, mais scandaleusement mauvais de manger du chien, du chat ou du cheval. Nous pouvons emprisonner un membre d'une espèce alimentaire dans les conditions les plus horribles, mais nous pouvons être accusés de maltraiter et de négliger d'autres espèces que nous appelons nos compagnons domestiques. Nous pouvons tuer un animal d'une espèce alimentaire bien avant sa durée de vie naturelle de la manière la plus horrible qui soit (tout le monde sait qu'un abattoir n'est pas un endroit joyeux) afin que nous puissions acheter nos emballages en plastique aseptisés de porc, de bœuf et de poulet à la viande blanche saine, mais si nous organisons un combat de chiens et que nous y prenons plaisir, c'est dégoûtant et honteux. Vous avez raison, ce n'est pas une question d'éducation (la plupart d'entre nous savent qu'un être vivant a dû être tué pour avoir de la viande dans notre assiette), ou même des formes plus extrêmes de présentation des faits (combien d'entre nous se porteraient volontaires pour assister à ce qui se passe dans un abattoir, ou même, ce qui est encore plus révélateur, choisiraient cela comme travail ?) Oui, on nous a menti sur le bonheur des poulets élevés en plein air ou sur le bonheur des vaches traites dans la joyeuse ferme laitière, mais combien d'entre nous ont réellement réfléchi à ce qui se passe réellement dans ces industries ? Nous sommes trop heureux d'acheter l'option biologique ou d'élevage en plein air, plus chère, comme si cela nous libérait de la culpabilité que nous entretenons en sachant que, aussi joyeuse que soit l'image de la ferme du vieux MacDonald, nous savons que c'est un fantasme. Chaque animal finit toujours par mourir d'une manière qui est loin de son choix et de son penchant naturels.

Je peux sentir les justifications et les contre-arguments qui s'accumulent - nous avons besoin de viande pour notre santé, sinon nous tomberions malades et mourrions, si nous n'élevions pas l'animal de consommation, il n'aurait aucune chance de vivre, et si nous étions coincés sur une île avec seulement des lapins à manger, vous pouvez voir à quel point ces arguments sont ineptes, et généralement énoncés pour obscurcir la question morale en jeu. Je parle de l'homme moderne qui a maintenant accès à un large éventail de protéines végétales très appropriées et saines, et des méthodes que nous utilisons pour obtenir nos viandes, même la question de savoir si cela correspond ou non à notre régime évolutif (très discutable) n'est pas le sujet ici. Ce qui est en cause, c'est notre refus de prendre en compte d'autres facteurs qui devraient être considérés au moment de choisir s'il est éthique de manger des animaux d'élevage, ou même un agneau de compagnie bien-aimé de la famille (ces seuls mots devraient mettre en perspective le fait que ce n'est pas le cas, mais que nous le faisons quand même - est-ce du déni ?). Qu'est-ce qui fait que la majorité des gens continuent à prendre leur hamburger, leur steak, leur poulet frites, leur bacon et leurs œufs, alors qu'ils savent ce que tout le monde devrait savoir ? Est-ce le déni de la vérité parce que faire face à la question éthique exigerait un choix et la plupart des humains ne peuvent tout simplement pas surmonter la poursuite du plaisir, de la tradition et de la facilité de vie, surtout si cela signifie réaliser que c'est une mauvaise chose moralement de le faire. Il est donc beaucoup plus facile d'adopter la déconnexion cognitive, de rejoindre les masses qui sont dans votre camp, de dégrader et d'exclure ceux qui ne le sont pas, et de continuer à faire ce que vous voulez jour après jour aussi longtemps que cela peut durer parce qu'au moins vous avez pu en profiter et personne ne peut vous enlever cela. Cela vous semble familier ? Vous voyez comme il est facile de nier notre façon de percevoir la réalité, et c'est pourquoi j'ai choisi cet exemple pour prouver ce point. Chaque pensée qui vous passe par la tête en ce moment est une fonction du déni, d'une manière ou d'une autre, et rien de tout cela n'était conscient avant que je n'aborde ce sujet soi-disant controversé - si l'on peut considérer que soutenir la souffrance active d'êtres sensibles juste parce que cela nous plaît, est un sujet controversé.

Je suppose que ce que j'essaie d'exprimer, et qui est en plein accord avec ce qui a été discuté, c'est que nous avons tous la capacité de nier (que la MORT soit ou non la raison première), mais nous ne pouvons pas le voir comme un déni lorsque nous sommes dans le feu de l'action parce que c'est juste le récit que nous avons choisi. La façon dont nous dichotomisons sur le dépassement, le contrôle de la population, le Covid, la Russie, à peu près tous les sujets que vous pouvez nommer, confirment tous cela. Seuls ceux qui sont en dehors de cette narration (et généralement la minorité) peuvent voir qu'il y a une autre perspective (parce que c'est leur réalité) et appellent alors la majorité comme étant dans le déni, ce qui est exactement ce que la majorité pense des aberrations ! C'est comme cette interminable galerie de miroirs qui vous renvoie une image à l'infini, quelle que

soit la façon dont vous regardez, il y a aussi une autre image qui vous détourne, la cause première de l'illusion étant votre propre présence et perception de votre réalité. Je pense que le déni est un peu comme ça - c'est ce qui nous maintient à notre place et nous aide à définir notre sens du moi en créant une autre version du moi possible sur laquelle rebondir. Je ne dis pas qu'il y a du bien ou du mal dans tout cela, mais il semble que ce soit notre façon d'être et, jusqu'à présent, cela nous a permis de survivre (ça et un tas de combustibles fossiles !).

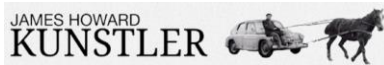
Je pense qu'une bonne question qu'il faut toujours être prêt à se poser dans n'importe quelle situation pour faire ressortir le déni est "Quelle connaissance, compréhension ou perspective différente que je n'ai peut-être pas maintenant mais que je peux acquérir ou apprendre, changerait ou améliorerait ma façon de voir la situation ?" Essayez, il est très difficile de s'autoriser la possibilité de surmonter nos croyances profondément ancrées, mais c'est pourtant précisément l'attitude qu'il nous faudra adopter pour les changer. Forcer les autres à s'instruire ne fonctionne pas, comme nous l'avons vu, cela doit venir d'une intention autodirigée de combler les lacunes en matière de connaissances (n'est-ce pas ainsi que nous sommes tous arrivés à la prise de conscience et à l'acceptation du dépassement ? Nous n'avons pas trouvé ce site parce qu'on nous a fait la leçon, nous l'avons trouvé parce que nous l'avons cherché), puis d'un effort personnel encore plus défiant l'entropie pour modifier nos actions en fonction de nos nouvelles connaissances. Si la motivation est suffisamment grande, cela peut arriver et arrivera, mais chacun a un seuil différent avant que le feu ne s'allume sous nos fesses. C'est peut-être pour cela que nous devons nous diriger vers un effondrement total, peut-être que la seule façon de nous sauver est d'abord de passer à un nanomètre de notre propre destruction. Je trouve toujours réconfort et sécurité dans la troisième loi de Newton, autrefois inviolable, et j'espère qu'elle s'avérera vraie dans le cas présent : pour chaque action, il y a une réaction égale et opposée. Prions pour la calamité que nous atteignons cette réaction opposée avec la même énergie qui nous fait sortir de notre malheur que celle qui nous y fait entrer, et de préférence très bientôt !

Namaste, tout le monde. Merci de supporter une autre attaque de Gaia.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Un vent mauvais

Par James Howard Kunstler – Le 26 aout 2022 – Source kunstler.com



Quelque chose se prépare... tout le monde le sent...



Fauci s'en va, mais il a laissé une petite part de lui-même dans le cœur de millions (de gens).

Quelque chose d'inquiétant flotte dans la brise de fin de l'été alors que notre pays, et la société occidentale avec lui, bascule dans la saison de l'obscurité croissante. Le sentez-vous ? La mort est dans l'air, et pas dans le mode vaudeville habituel d'Halloween, avec les zombies de pelouse qui caquettent et les squelettes à chapeau haut-de-forme qui font des claquettes. Ce n'est pas une plaisanterie.

Nous n'avons jamais été aussi peu préparés à une calamité qui se déroule au vu et au su de tous, et cela parce que les gens qui dirigent les choses ont fait en sorte que cela se produise par des actes combinés de méchanceté et de stupidité. Après des décennies de simple racket, arrangeant les choses de manière à mettre en faillite quiconque tombe gravement malade, les soins de santé corporatisés président maintenant à une moisson de mort induite par la médecine, en prétendant bêtement qu'il n'y a rien à voir.

Les gens le voient maintenant et en parlent, et rien ne les empêchera de découvrir exactement ce qui s'est passé, ni d'exprimer leur colère après coup. L'architecte en chef de cette débâcle épique, **le Dr Anthony Fauci**, le capitaine Queeg de la santé publique américaine, a annoncé son départ de la scène « *pour poursuivre le prochain chapitre de ma carrière* ». Il n'a pas précisé ce que cela pourrait être. Je pense que le titre du poste est : **accusé**. Ce sera une étape importante dans l'histoire de l'humanité que d'assister au procès de la Science elle-même, si elle vit assez longtemps. Qu'est-ce qui attend pour prendre sa place ? Des vizirs avec des baguettes et des chapeaux pointus ? Des bourdons chevauchant des balais contre une lune froide et sans vie ? Une principauté de magie noire ? Une descente aux enfers ?

L'interruption médicale de la vie à grande échelle accompagne l'effort actuel pour provoquer le suicide de la culture et de la nation – plus de dépravation et de folie orchestrées. Les institutions sont retournées contre nous comme des lance-flammes. Le FBI pourrait bien défoncer votre porte dans sa quête de suppression de la dissidence. Les compositeurs de l'intoxication mentale officielle ne dorment jamais, s'assurant que vous ne saurez pas où se trouve le bout de quelque chose. Vos législateurs aveugles viennent de mettre 87 000 nouveaux agents du fisc à vos fesses, comme si c'était une bonne idée. Les tribunaux existent pour protéger le Parti, mais de quel parti s'agit-il ? (Quelle importance, à ce stade ? dit Hillary Clinton.) Allez vous plaindre de ces prétendus droits constitutionnels ailleurs, comme sur Twitter et Facebook, où ils peuvent être effacés dès que vous appuyez sur le bouton « *poster* ». Vous serez bientôt mort, de toute façon.

Nous avons entendu ad nauseam que les initiés de Washington DC, les habitants de ce demi-mythique Deep State dans la zone métropolitaine la plus riche de tout le pays, regardent de haut le reste de l'Amérique. Pourquoi cela ? Je vais vous le dire. Parce que la confédération d'escrocs de DC s'est engraisée sur votre souffrance alors qu'elle a systématiquement détruit et pillé le reste de l'Amérique, la classe moyenne en perdition. Ils vivent dans un confort fabuleux de vos bêtises et de votre ruine. Leur mépris pour vous se développe sur votre effondrement tragique comme un champignon sur un arbre tombé autrefois puissant. Ils ont prévalu dans ce monde et pas vous. Vous êtes à [Palookaville](#), en route pour le verger d'os, et donc ils sont meilleurs que vous, ha ha ha.

Il y a un autre côté de cette vie, au cas où tout cela vous aurait démoralisé. C'est le côté où les êtres humains disent des choses qui correspondent à la réalité, où les gens pensent ce qu'ils disent et utilisent le langage comme s'il avait évolué pour décrire les choses et les actions avec une certaine exactitude – comme ceci est ceci et cela est cela... et non l'inverse ou le contraire. C'est le côté de la vie où faire semblant n'est pas la meilleure utilisation de l'intelligence humaine. Je sais, de nos jours, il est difficile d'imaginer ce côté de la vie, mais il est en fait toujours là, attendant d'être réanimé.

Le régime qui a mis notre monde sens dessus dessous dans sa quête satanique de confort et de pouvoir sera mis à nu et jugé, sinon par des juges officiels, du moins par un consensus imparable. Le public endolori fera l'inventaire de ce qui a été perdu et commencera à reconstruire un échafaudage de vie partagée qui récompense la fidélité à la façon dont les choses fonctionnent réellement. Ce sera un passage difficile pour sortir de ce qui s'apparente à une prise d'otages. Il y aura des frictions et de la chaleur. Vous ne serez pas à l'aise, mais vous serez intrépides. Vous n'aurez certainement rien et ne serez pas heureux de cela. Vous aurez, au moins, un souvenir restauré de ce que c'était que de lutter honorablement pour **une vie digne d'être vécue**.

Nous sommes en ce moment dans le creuset de tout cela, où tout est chauffé à blanc. Ne pliez pas et ne fondez pas. Passez au travers. Soyez des hommes et des femmes (il n'y a vraiment rien entre les deux, et ne tombez pas dans les piètres incitations à en douter). Vous êtes frères et sœurs dans une entreprise qui mérite d'être sauvée et vous avez une histoire qui mérite d'être défendue. Croyez-le.

▲ [RETOUR](#) ▲



Jean-Marc Jancovici

59 min · 🌐

...

L'hydrogène, la prochaine bombe climatique ?

La production est hypercarbonée, car il n'existe pas beaucoup d'électricité peu carbonée pour sa fabrication. Bien entendu les porteurs de projets affirment l'inverse en promettant des approvisionnements électriques qui n'existent pas et n'existeront probablement pas avant des décennies. L'hydrogène va vraisemblablement augmenter le recours au charbon et au gaz pour la production d'électricité.

A cette problématique se rajoute celle des fuites, car l'hydrogène rejeté dans l'atmosphère augmente le pouvoir climatique du méthane, méthane lui-même en forte augmentation, + que le CO2 sur la dernière décennie ! Entre 2011 (AR5) et 2019 (AR6), l'effet climatique du CH4 (+0.5W/m2) a augmenté 50% + que celui du CO2 (+0.35W/m2). Certaines estimations vont jusqu'à 30% de fuites sur la chaîne de production/distribution de l'hydrogène avec un PRG de 11 sur 100 ans
(<https://assets.publishing.service.gov.uk/.../atmospheric...>)

(https://www.h2-mobile.fr/.../ue-va-lancer-banque...)

(par adrien couzinier)



H2-MOBILE.FR

L'UE va lancer une banque européenne de l'hydrogène

Annoncée par Ursula von der Leyen, la création de cette banque européenne de l'hydrogène

▲ [RETOUR](#) ▲

Il est temps de faire exploser les marchés de l'électricité

Par Yanis Varoufakis - ATHENES - Publié le 19 septembre 2022

2000Watts.org



Les pales des éoliennes situées sur la chaîne de montagnes en face de ma fenêtre tournent de manière particulièrement énergique aujourd'hui. La tempête de la nuit dernière s'est calmée, mais les vents violents se poursuivent, apportant des kilowatts supplémentaires au réseau électrique à un coût additionnel nul (ou coût marginal, dans le langage des économistes).

Mais les personnes, qui se battent pour joindre les [deux bouts en cette terrible crise](#), doivent payer ces kilowatts comme s'ils étaient produits par le gaz naturel liquéfié le plus cher transporté du Texas jusqu'aux côtes grecques. Cette absurdité, qui prévaut bien au-delà de la Grèce et de l'Europe, doit cesser.

L'absurdité découle de l'illusion selon laquelle les États peuvent simuler un marché de l'électricité concurrentiel, et donc efficace. Étant donné qu'un seul câble électrique entre dans nos foyers ou nos entreprises, laisser les choses au marché conduirait à un monopole parfait - un résultat que personne ne souhaite.

Mais les gouvernements ont décidé qu'ils pouvaient simuler un marché concurrentiel pour remplacer les services publics qui produisaient et distribuaient l'électricité. Ils ne le peuvent pas.

Libéralisation du marché Européen de l'électricité

Le secteur de l'électricité de l'Union européenne est un bon exemple de ce que le fondamentalisme du marché a fait aux réseaux électriques du monde entier.

L'UE a obligé ses États membres à séparer le réseau électrique des centrales électriques et à [privatiser ces dernières](#) pour créer de nouvelles entreprises, qui se feraient concurrence pour fournir de l'électricité à une nouvelle société propriétaire du réseau.

Cette société, à son tour, louerait ses câbles à une autre série de sociétés qui achèteraient l'électricité en gros et se feraient concurrence pour le commerce de détail des foyers et des entreprises.

La concurrence entre les producteurs minimiserait le prix de gros, tandis que la concurrence entre les détaillants garantirait que les consommateurs finaux bénéficient de prix bas et d'un service de haute qualité.

Hélas, rien de tout cela n'a pu fonctionner en théorie, et encore moins en pratique.

Chaque kilowatt doit être égal à celui du kilowatt le plus coûteux

Le marché simulé était confronté à des impératifs contradictoires : garantir une quantité [minimale d'électricité dans le réseau](#) à tout moment, et canaliser les investissements vers les [énergies vertes](#). La solution proposée par les fondamentalistes du marché était double : créer un [autre marché](#) pour les autorisations d'émettre des gaz à effet de serre et introduire la [tarification au coût marginal](#), ce qui signifie que le prix de gros de chaque kilowatt doit être égal à celui du kilowatt le plus coûteux.

Le marché des permis d'émission était censé inciter les producteurs d'électricité à se tourner vers des combustibles moins polluants.

Contrairement à une taxe fixe, le coût de l'émission d'une tonne de dioxyde de carbone serait déterminé par le marché. En théorie, plus l'industrie utilisait des combustibles terribles comme le lignite, plus la demande de permis

d'émission délivrés par l'UE était importante. Cela ferait grimper leur prix, renforçant ainsi l'incitation à passer au gaz naturel et, finalement, aux énergies renouvelables.

La tarification au coût marginal visait à garantir un niveau minimum d'approvisionnement en électricité, en empêchant les producteurs à faible coût de faire concurrence aux compagnies d'électricité dont les coûts sont plus élevés. Ces prix donneraient aux producteurs à faible coût suffisamment de bénéfices et de raisons pour investir dans des sources d'énergie moins coûteuses et moins polluantes.

Favoriser les énergies propres

Pour comprendre ce que les régulateurs avaient en tête, considérons **une centrale hydroélectrique et une centrale au lignite**.

Le coût fixe de la construction de la centrale hydroélectrique est élevé, mais le coût marginal est nul : une fois que l'eau fait tourner la turbine, le prochain kilowatt produit par la centrale ne coûte rien.

En revanche, la centrale au lignite est beaucoup moins chère à construire, mais le coût marginal est positif, reflétant la quantité fixe de lignite coûteux par kilowatt produit.

En fixant le prix de chaque kilowatt produit par l'hydroélectricité à un niveau qui n'est pas inférieur au coût marginal de la production d'un kilowatt au lignite, l'UE voulait récompenser la compagnie hydroélectrique par un gros bénéfice qui, espéraient les régulateurs, serait investi dans des capacités supplémentaires d'énergie renouvelable. Pendant ce temps, la centrale au lignite n'aurait pratiquement pas de bénéfices (puisque le prix couvrirait tout juste ses coûts marginaux) et une facture croissante pour les permis qu'elle devait acheter pour pouvoir polluer.

La réalité a été moins clémente que la théorie

Alors que la pandémie faisait des ravages dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, [le prix du gaz naturel a augmenté](#), avant de tripler après l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Soudain, le [combustible le plus polluant](#) (le lignite) n'était plus le plus cher, ce qui a motivé davantage d'investissements à long terme dans les combustibles fossiles et les infrastructures pour le GNL. La tarification au coût marginal a permis aux compagnies d'électricité de soutirer d'énormes rentes aux consommateurs indignés, qui ont réalisé qu'ils payaient beaucoup plus que le coût moyen de l'électricité.

Il n'est pas surprenant que les citoyens, ne voyant aucun avantage - pour eux ou pour l'environnement - aux pales tournant au-dessus de leurs têtes et gâchant leur paysage, se soient retournés contre les éoliennes.

Le marché de détail de l'électricité s'est transformé en un casino

La hausse des prix du gaz naturel a mis en évidence les échecs endémiques qui se produisent lorsqu'un marché simulé est greffé sur un monopole naturel.

Nous avons tout vu : comment les producteurs pouvaient facilement s'entendre pour fixer le prix de gros.

Comment leurs profits obscènes, notamment sur les énergies renouvelables, ont retourné les citoyens contre la transition verte.

Comment le régime de marché simulé a empêché l'approvisionnement commun qui aurait allégé les coûts énergétiques des pays plus pauvres.

Comment le marché de détail de l'électricité s'est transformé en un casino où les entreprises spéculent sur les prix futurs de l'électricité, profitent des périodes fastes et demandent à l'État de les renflouer lorsque leurs paris tournent mal.

Il est temps de mettre fin aux marchés de l'électricité simulés.

Nous avons plutôt besoin de réseaux publics d'énergie dans lesquels les prix de l'électricité représentent les coûts moyens plus une petite majoration.

Nous avons besoin d'une [taxe sur le carbone](#), dont le produit doit compenser les citoyens les plus pauvres.

~~Nous avons besoin d'un investissement à grande échelle, semblable à celui du projet Manhattan, dans les technologies vertes du futur (telles que l'hydrogène vert et les parcs éoliens flottants offshore à grande échelle).~~

Enfin, nous avons besoin de réseaux locaux d'énergies renouvelables existantes (solaire, éolienne et batteries) appartenant aux municipalités, qui transforment les communautés en propriétaires, gestionnaires et bénéficiaires de l'énergie dont elles ont besoin.

Par Yanis Varoufakis, économiste, membre du Parlement grec et ancien ministre des finances de la Grèce. Traduit en français, initialement publié en anglais sur [Project Syndicate](#).

▲ [RETOUR](#) ▲

EDF: les pannes de réacteurs coûtent €29 milliards

Laurent Horvath Publié le 16 septembre 2022.

2000Watts.org



L'entreprise EDF estime que la baisse de sa production nucléaire en 2022 lui coûtera €29 milliards d'excédent brut d'exploitation notamment à cause des pannes de la moitié de ses réacteurs nucléaires ainsi que le bouclier énergétique proposé par le gouvernement Macron.

A la fin juin, l'endettement financier net d'EDF se montait à €42,8 milliards. C'est dans ces conditions qu'arrive la renationalisation complète par le gouvernement français.

Une recapitalisation nécessaire

Le gouvernement Macron s'apprête à lancer une offre publique d'achat sur les 16% d'EDF en main privée. La nécessité d'être dans les mains publiques repose sur les coûts astronomiques à venir dont la mise à jour des vieilles unités, la construction de nouveaux réacteurs et accessoirement résoudre les problèmes de son parc de réacteurs. Les dettes d'EDF seront ponctionnées sur les impôts.

Pour cet hiver, EDF subit la pression du gouvernement pour remettre ses réacteurs en service. Dans ce contexte difficile le contexte économique a pris le dessus sur la sécurité. Du coup, une bonne partie des réacteurs seront redémarrés pour atteindre 300-330 TWh, contre 340-370 TWh l'hiver dernier.

Actuellement, plus de la moitié des 56 réacteurs sont hors service avec des problèmes de corrosion. La production d'électricité est proche de son plus bas niveau historique, ce qui pousse EDF à acheter de l'électricité sur les marchés de gros qui sont devenus extrêmement coûteux.

Une bonne et saine ambiance

De son côté, le PDG, Jean-Bernard Lévy, va quitter son poste. Il a publiquement dénoncé le manque de direction politique des gouvernements successifs, qu'il a rendu responsable du manque de personnel dans le secteur.

Les ministres du gouvernement, quant à eux, ont critiqué EDF pour ses difficultés opérationnelles.

Le plafonnement des hausses de prix sera prolongé jusqu'en 2023, les augmentations des factures d'électricité étant limitées à 15%, mais il n'est pas certain qu'EDF doive assumer une partie du coût de cette mesure.

Le bouclier tarifaire a été posé, sur l'un des tarifs électriques les plus bas d'Europe à €17,40 centimes kWh\$ pour les ménages, pas que l'énergie nucléaire soit bon marché, mais grâce à des subsides démesurés. Le gouvernement a renfloué plus de €100 milliards dans les caisses d'EDF et d'AREVA depuis 15 ans.

Garder une dose d'humour

Le gestionnaire du réseau électrique français, RTE, pense que des coupures de courant ciblées pourraient être nécessaires durant les mois à venir, à moins que les ménages éteignent leur modem et la lumière quand une pièce est vide.

Mais même dans les moments les plus difficiles, il est important de garder une dose d'humour. Le gouvernement Français compte sur les importations d'autres pays, dont l'Allemagne et la Grande-Bretagne, pour répondre à la demande d'électricité. Rire est vraiment nécessaire.

Finalement, un "dysfonctionnement", qui pourrait être lié à une erreur humaine, a entraîné une perte de €60 millions à Électricité de Strasbourg, filiale d'EDF. L'opérateur a vendu sur les marchés, en deux fois, de l'électricité qu'elle n'avait pas, et qu'elle a donc dû racheter au prix fort.

Décidément, quand ça veut pas, ça veut pas.

▲ [RETOUR](#) ▲

Du GIEC au séminaire gouvernemental : Valérie Masson-Delmotte, une climatologue au sommet.

Audrey Garric , <https://www.lemonde.fr/.../du-giec-au-seminaire...> (posté par Joëlle Leconte)

Jean-Pierre : article écrit par « Nunuche la zéro en climato ». C'est quelqu'un qui ne sait pas comment fonctionne un tournevis et qui ne sait pas distinguer sa main gauche de sa main droite. Elle est donc totalement incapable de voir ce qui ne fonctionne pas dans ces fausses solutions, par exemple que *l'éolien et le solaire ça ne vaut rien*. Elle aurait besoin d'une bonne « correction ».

Article entier : "Sollicitée pour entrer au gouvernement, la coprésidente du groupe 1 du GIEC est devenue incontournable, alertant tant sur le dérèglement du climat que sur l'urgence à agir.

En cette soirée de fin d'été, la petite ville de Perros-Guirec est prise d'une agitation inattendue. Ce 22 août convergent vers cette commune paisible des Côtes-d'Armor une manifestation contre la venue de la patrouille de France, des opposants à la construction d'un pont et la climatologue Valérie Masson-Delmotte. Avec sa conférence au palais des congrès, elle a « presque créé une émeute », s'amuse son époux, l'ingénieur de recherche en climatologie (CNRS) Marc Delmotte. Près de 300 participants se bousculent pour entrer dans la salle, au moins 150 autres restent sur le carreau. « Il y a eu des mouvements de gens mécontents, déçus. On n'avait pas anticipé

une telle affluence », reconnaît Michel Hignette, le président de l'association ArmorScience, qui organisait l'événement. Marc Delmotte ironise : « L'étape d'après, c'est l'Olympia, puis le Stade de France. »

Nouvelle rock star, Valérie Masson-Delmotte ? La paléoclimatologue (spécialiste des climats du passé) et directrice de recherche au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) croule en tout cas sous les sollicitations. Depuis quelques années, sa notoriété va certes croissant, elle a déjà été récompensée par de multiples prix, et classée parmi les cent personnalités les plus influentes de l'année 2022 par le magazine Time. Mais son intervention au séminaire gouvernemental, le 31 août, lui a encore fait franchir une nouvelle dimension médiatique. Cette combattante infatigable pour le climat, à 50 ans, est devenue incontournable, en France comme à l'étranger.

Depuis le début du mois, la coprésidente du groupe 1 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) enchaîne les interventions sur les plateaux de télévision ou sur les radios, les formations – des cadres de la fonction publique à Nanterre comme des parlementaires Renaissance –, les passages dans des festivals, les longs threads pédagogiques sur Twitter et les relectures de rapports ou d'articles. Habitée de longue date à parler à tous les publics, les dirigeants comme les collégiens ou les salariés, elle se sent pour la première fois submergée. Elle laisse son portable éteint et ne peut plus lire tous ses e-mails. « C'est très désagréable, car, normalement, je réponds à tout le monde. » « Avec le temps, j'ai appris à dire non », assure celle qui affiche à son compteur environ 200 interventions publiques par an.

« Il y en a marre des petits pas »

« Non », c'est aussi ce qu'elle a répondu à Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Elysée, qui lui proposait d'intégrer le gouvernement, après la réélection d'Emmanuel Macron. « Je ne veux pas être un prête-nom et, surtout, je ne pense pas avoir les compétences nécessaires. Peut-être aussi que je ne suis pas assez hypocrite », glisse-t-elle.

En revanche, quand le secrétaire général à la planification écologique, Antoine Pellion, la contacte pour intervenir devant le président de la République mais également le gouvernement au grand complet, elle n'hésite pas une seconde, tant la formation fait partie de longue date de ses chevaux de bataille. Ce sont cette fois quarante-deux ministres et secrétaires d'Etat qu'il faut former d'urgence au changement climatique après l'été catastrophique qu'a traversé la France, marquée par une succession de canicules, de sécheresses, d'incendies et d'orages violents.

Ce n'est que la veille de l'événement, lorsque l'information fuite dans la presse, qu'elle ressent toute la pression de la tâche. « J'ai reçu une quantité astronomique d'appels et de messages, notamment de collègues qui m'incitaient à secouer le gouvernement pour enclencher la transition, disant qu'il y en a marre des petits pas et du "greenwashing" », raconte-t-elle. Même si sa présentation rassemble des éléments qu'elle connaît par cœur, elle la prépare minutieusement, réfléchissant à comment faire percevoir tant « l'urgence que la capacité à agir », mais « sans jugement de valeur ». Les trente minutes de formation sont suivies d'un « long » temps d'échange avec les ministres. On la questionne sur les enjeux de réindustrialisation, le rôle des grands émetteurs comme la Chine et l'Inde ou les bénéfices politiques qui peuvent être tirés à court terme d'une action environnementale de long terme.

Plus tard, elle s'enquiert de la façon dont son intervention a été perçue. « J'ai entendu qu'on disait que c'était musclé. J'aime bien », sourit-elle avec malice, de sa voix presque enfantine.

De multiples casquettes

C'est là un concentré de cette scientifique : du travail, de la rigueur, un souci constant de l'équilibre, pour ne pas verser dans le militantisme. Valérie Masson-Delmotte, qui aime plus que tout la franchise, « s'empêche souvent de dire ce qu'elle pense par politesse ». Depuis son entrée au bureau du GIEC, en 2015, elle se dit également « moins libre » dans sa parole. Elle veut protéger « le travail rigoureux d'évaluation des

connaissances » réalisé par l'institution onusienne – son groupe de travail a synthétisé 14 000 études scientifiques pour produire son rapport en août 2021. Si elle rappelle sans relâche que les solutions existent pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, la chercheuse se garde de donner son opinion personnelle quant aux choix de société qui devraient être faits.

Pourtant, la scientifique aux multiples casquettes est devenue une fine analyste des politiques publiques. Elle a pris de la hauteur en rejoignant, lors de sa création, fin 2018, le Haut Conseil pour le climat, l'instance indépendante qui émet des avis et fait des recommandations au gouvernement pour l'aider à respecter ses objectifs climatiques.

Le contraste avec sa renommée est d'autant plus saisissant quand on la rencontre dans son petit bureau du Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement (LSCE), sur le plateau de Saclay (Essonne). Alors que la majorité des 350 personnels du LSCE ont récemment été installés dans un bâtiment flambant neuf, Valérie Masson-Delmotte et les six autres membres de son équipe d'appui technique du GIEC occupent des Algeco fatigués, où les températures montent ou descendent vite dans les extrêmes. Le store de sa fenêtre, baissé, est cassé depuis deux mois et la décoration volontairement dépouillée, pour les visioconférences. « Sinon je travaille de chez moi, mais je n'ai pas de bureau dans ma maison », ajoute-t-elle.

Ne pas tomber dans les polémiques

Lors de l'entretien, ses valeurs et convictions transparaissent derrière des formulations toujours prudentes et étayées. La formation ? « Cela paraît étrange qu'elle soit mise en place seulement en 2022. Les personnes aux fonctions à responsabilité n'ont pas toujours fait cette appropriation, et c'est un frein à une action plus structurante. » La crise de l'énergie ? « Elle touche les plus fragiles, sans accompagnement adéquat. » La sobriété ? « Les mesures de la convention citoyenne pour le climat qui portaient sur la sobriété ont été écartées. Cela me donne l'impression d'une perte de temps. » La justice sociale ? « Baisser pour tous la fiscalité sur les carburants avantage ceux qui en consomment le plus. »

Elle se garde cependant de tomber dans les polémiques. Au lieu de tancer Kylian Mbappé et Christophe Galtier, l'entraîneur du PSG, qui ironisaient sur leurs déplacements en jet privé, elle choisit de leur tendre la main : l'attaquant vedette du club parisien « serait un excellent ambassadeur » pour le climat, déclare-t-elle au micro de France Inter, le 6 septembre. « Il y a plein de scientifiques qui seraient ravis d'aller échanger avec les footballeurs pour susciter leurs actions. »

Face à une crise climatique qui ne cesse de s'aggraver, les scientifiques doivent sortir des laboratoires, approuve le climatologue Jean Jouzel. « Il ne s'agit plus seulement de publier des études, mais de communiquer vis-à-vis des décideurs ou des jeunes, et Valérie est parfaite pour ça », observe le scientifique mondialement reconnu, qui salue la carrière « remarquable » de sa cadette et ses nombreuses compétences : « Extrêmement intelligente, grande travailleuse et d'une efficacité redoutable. »

Les climatologues l'admirent

Rigueur, intégrité, humilité, curiosité, pédagogie, sens du collectif... Ses pairs louent unanimement la climatologue. « Elle est extraordinaire. On se sent intimidé à côté, confie Christophe Cassou, directeur de recherche (CNRS) et l'un des auteurs principaux du rapport du GIEC d'août 2021. Je n'ai jamais rencontré quelqu'un avec une telle capacité de synthèse d'enjeux complexes, croisés. »

Une renommée qui la précède à l'international, où les climatologues la respectent et l'admirent. « C'est une scientifique incroyable, qui m'impressionne depuis deux décennies », assure Gavin Schmidt, directeur du principal centre de recherche sur le climat de la NASA. En août 2021, sa présidence de la session d'approbation du résumé à l'intention des décideurs du rapport du GIEC, avec les représentants de près de 200 pays, « a été magistrale », assure-t-il. Michael Mann, directeur du Earth System Science Center de l'université d'Etat de Pennsylvanie, encense aussi une chercheuse qui a apporté une « contribution scientifique fondamentale dans le

domaine du paléoclimat », doublée d'une « personne charmante ».

Des éloges dont s'étonne presque l'intéressée, luttant avec un syndrome de l'imposteur qui n'est jamais bien loin. « Je bataille toujours avec un manque de confiance en moi », confie-t-elle. Son remède ? Travailler, travailler, travailler. Malgré tout, « une fois que le stress redescend », après avoir parlé aux médias ou aux politiques, elle a des « regrets », sur ce qu'elle a dit ou pas dit. « Puis, très vite, j'avance. » Car Valérie Masson-Delmotte est une fonceuse, et depuis longtemps.

« Une scientifique remarquable »

A Nancy, où elle est née et a vécu une enfance « heureuse », un drame bouleverse son existence : la mort de son petit frère, d'une leucémie. Il avait 16 ans, elle 19. Elle réalise que « la vie est courte » et décide de faire « ce qui [l]'intéresse ». Elle tient tête à ses parents, professeurs d'anglais, rétifs à l'idée qu'une fille commence une carrière scientifique, et part étudier la physique des fluides à l'Ecole centrale.

Voilà des années que la jeune Valérie Masson observe les nuages, à la fois intriguée et émerveillée. « Toutes ces heures où je m'ennuyais en classe, je me demandais comment ils se formaient, où ils allaient. » Après la découverte d'un magazine interviewant les pionniers de la climatologie, dont Jean Jouzel, elle s'oriente vers la recherche sur le climat. Une « bifurcation » avant l'heure. « La vie, c'est une rivière, on est poussé par les flots, dit-elle. La voie normale des ingénieurs centraliens, c'était d'aller vers les grands groupes industriels. » Alors elle rame fort dans une autre direction.

A peine s'est-elle installée dans un des ancêtres du Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement, en 1993, que la jeune femme entreprend de « vérifier » par elle-même les données sur le réchauffement climatique. « J'ai pris la mesure du changement en cours, c'était vertigineux. » Elle se lance dans une thèse sur la modélisation des climats passés, bouclée en trois ans. « Ce travail était excellent, un modèle du genre. On voyait déjà que Valérie était une scientifique remarquable », se souvient sa directrice de thèse, Sylvie Joussaume, directrice de recherche (CNRS) au LSCE. Puis elle rejoint l'équipe de glaciologie de Jean Jouzel, composée d'une vingtaine de chercheurs, et, deux ans plus tard, ce dernier lui en confie la responsabilité. Elle a tout juste 27 ans.

« Il faut que tout aille vite »

Celle qui se rêvait archéologue, enfant, se passionne pour les archives naturelles, comme les carottes de glace, des cylindres obtenus par forage que l'on collecte dans les régions arctiques. On y lit les climats du passé pour mieux anticiper ceux du futur. Rapidement, elle contribue – de manière bénévole, comme tous les scientifiques – aux rapports du GIEC.

Elle accède à la notoriété en 2010, quand, « ulcérée » par les attaques climatosceptiques, elle ose batailler contre le géologue et ancien ministre Claude Allègre, sur le plateau de France 2. « Un débat atroce », se souvient-elle. Elle est ensuite à l'origine d'un appel d'un millier de climatologues français contre leurs contradicteurs, qui sera suivi d'un débat à l'Académie des sciences. Encore aujourd'hui, malgré 250 publications scientifiques et une dizaine de livres à son actif, elle se dit encore « prise en grippe » par des climatosceptiques, beaucoup d'hommes « qui font des calculs de coin de table et m'expliquent pourquoi je me trompe, avec une forme de mansplaining ».

Valérie Masson-Delmotte poursuit son travail, imperturbable. En 2015, le gouvernement français la pousse à présenter sa candidature à la coprésidence du groupe 1 pour le 6e rapport d'évaluation du GIEC. « Il n'y a eu que trois femmes coprésidentes d'un groupe de travail depuis 1988, dont moi, ça ne fait pas beaucoup », glisse-t-elle. Le poste, exigeant, lui fait « gagner en profondeur de réflexion », « apprendre sur beaucoup de disciplines ». Mais elle reconnaît avoir atteint « sa limite haute de travail », après avoir notamment supervisé, au cours des sept années à ce poste, la publication d'un rapport de 2 400 pages, trois rapports spéciaux et participé à l'écriture du rapport de synthèse qui sera publié en mars 2023. Elle n'a « levé le pied » que cet été, s'autorisant

à prendre trois semaines de vacances – toutefois entrecoupées d'interventions publiques. C'était la première fois en sept ans.

Une période « parfois un peu pesante » pour sa famille, confie Marc Delmotte, qui travaille aussi au LSCE. « Elle a parfois peu de disponibilités, et, même quand elle est là, elle est toujours sollicitée, sur son téléphone, raconte-t-il. J'espère qu'elle saura s'arrêter un jour. » Pour l'instant, la climatologue « vit à 100 à l'heure », juge-t-il. Et, taquin, il lance : « Il faut que tout aille vite, même quand elle fait la vaisselle. Elle casse un verre par semaine. »

En 2023, quand Valérie Masson-Delmotte rendra sa casquette de coprésidente, elle espère enfin souffler. Pas question de postuler à la présidence du GIEC, une « fonction de représentation ». Elle compte reprendre le temps de faire du tennis et lire, sa passion. Et surtout, se consacrer à un vaste projet européen de recherche en Antarctique, Awaca, dont elle vient d'être désignée comme l'une des principales coordinatrices. Elle n'y a jamais mis les pieds, contrairement au Groenland, car elle ne se voyait pas s'éloigner plusieurs mois de ses deux filles.

Engagement

L'aînée, 24 ans, vient d'achever un master 2 « genre, égalité et politiques sociales » à Toulouse, après une double licence de droit et d'histoire à la Sorbonne. La cadette, 21 ans, est en master « biodiversité, écologie et évolution » à Paris-Saclay. Deux filles « militantes », dit leur père. L'une féministe et dans la communauté LGBT, l'autre, écologiste et végane, a convaincu sa sœur et leur mère de devenir végétariennes.

Dans la famille, l'engagement est un sujet de réflexion et de débat quotidiens. Valérie Masson-Delmotte a été conseillère municipale (sans étiquette) dans sa petite commune de Villejust (Essonne) entre 2008 et 2014. Ce « garçon manqué, fille réussie », comme elle aime le dire, est sans aucun doute féministe, même si elle n'a pas l'impression de mériter l'étiquette. Marc Delmotte, lui, s'investit dans des associations sportives et tous deux ont rejoint l'association Villejust Nature & Environnement créée par leur fille cadette.

Tous défendent une « sobriété heureuse ». La paléoclimatologue dresse tous les ans le bilan carbone de sa famille, privilégie les circuits courts et réfléchit longuement avant de prendre l'avion pour se rendre à un colloque à l'étranger. Lorsque cela arrive, elle finance, sur ses deniers personnels, des projets de reboisement dans les Yvelines, « ce qui ne compense pas les émissions », rappelle-t-elle. Elle utilise tous les jours son vélo électrique pour se déplacer – même pour parcourir les 25 kilomètres qui la séparent du centre de Paris – ce qui lui permet d'« habiter le paysage » et surtout de se détendre.

Eco-anxieuse, Valérie Masson-Delmotte ? Non, répond-elle, même si elle reconnaît parfois traverser des « périodes d'abattement » et d'« immense frustration ». Elle se garde de tout fatalisme, ne goûte guère l'alarmisme des « effondristes », et cherche toujours un moyen d'embarquer un public plus large. La prise de conscience d'une partie des jeunes la rassure. « Mais finalement, ce qui me plaît le plus, c'est quand les gens créatifs s'emparent du sujet climatique et le détournent, avec les codes de l'humour. C'est un levier d'action très puissant. » Elle a en tête le film Don't Look Up, d'Adam McKay, ou l'humoriste **Guillaume Meurice**, sur France Inter. « Moi, je ne suis pas drôle, mais j'adore », dit-elle en blaguant.

Septembre 2022, la fin de l'insouciance

Par [biosphere](#) 21 septembre 2022



Nous ouvrons enfin les yeux sur l'obsolescence programmée de la planète du fait de la prédation systémique des ressources par le capitalisme techno-industriel. La fin de l'insouciance marque l'entrée dans la guerre des ressources. Elle a déjà commencé. Qui contrôle les parties-clés des chaînes d'approvisionnement mondiales de

minerais et de terres rares ? La Chine. Qui contrôle le gaz et le pétrole destinés à l'Europe ? En grande partie la Russie. Cela rend l'Europe et les États-Unis particulièrement vulnérables, notamment avec l'aggravation des tensions géopolitiques. **Les sociétés trop riches et infiniment complexes sont les plus fragiles.**

Pierre-Cyrille Hautcœur : Les sociétés sur-développées anciennes dépendent d'infrastructures (systèmes d'irrigation notamment) pour leurs hauts rendements agricoles et donc pour le développement des sociétés urbaines qui en dépendent. Le cas le plus significatif est sans doute celui d'Angkor, le plus vaste système urbain du monde à l'époque (plus de 1 000 kilomètres carrés), qui survécut à grand-peine à une première période de sécheresse (1345-1368), mais s'écroula définitivement à la seconde (1401-1405). **Que le sentiment de supériorité de notre société occidentale ne s'y trompe pas : à chaque fois, des sociétés sophistiquées ont dû se transformer radicalement vers une simplification drastique, et cela n'a pas eu lieu sans de considérables souffrances.** Certaines de ces sociétés ont été capables de construire sur ces décombres de nouvelles prospérités, par l'ouverture (les grandes expéditions chinoises, puis européennes), l'investissement dans de nouvelles infrastructures, l'élargissement de l'accès au savoir (par l'imprimerie) ou l'invention de nouvelles solidarités. Puisse notre époque savoir faire de même.

Le point de vue des écologistes

Monsieur Hautcœur pêche par trop d'optimisme, la société thermo-industrielle a vidé la planète de toutes ses ressources non renouvelables et même en grande partie de ses renouvelables. L'eau manque déjà, les sols sont considérablement dégradés, l'air et les mers pollués, la biodiversité en berne, etc. Le rebond devient impossible, la résilience très limitée, les capacités d'adaptation non financées. La fragilité des sociétés complexes est bien démontrée depuis de nombreuses années, en particulier par Joseph Tainter. Pendant près de 200 000 ans, nous avons vécu dans des petits groupes simples, quelques douzaines d'individus ou moins. Ce n'est que depuis 10 000 ans avec l'invention de l'agriculture (le néolithique) que certaines sociétés humaines ont commencé à grossir et à se complexifier. La révolution industrielle a accéléré le processus. La manière dont nous vivons actuellement est une anomalie historique.

Joseph Tainter : *« Dans tout système vivant, la complexité a un coût métabolique. Plus un système est complexe, plus il nécessite de l'énergie. Chez les humains, nous comptabilisons les coûts de la complexité par le travail, l'argent, le temps ou les nuisances. Dans tous les cas, il s'agit de transformation de l'énergie. Nous ne percevons pas les coûts de la complexité aujourd'hui, car ils sont subventionnés par les combustibles fossiles. Sans ces derniers, les sociétés modernes ne pourraient pas être aussi complexes qu'elles le sont. Notre complexité s'accroît car elle est très utile pour résoudre les problèmes créés par la complexité. Confrontés à des difficultés, les solutions que nous mettons en place tendent à impliquer plus de technologie élaborées, la prolifération des rôles sociaux et des spécialisations, le traitement d'une plus grande quantité d'informations, ou l'engagement dans de nouvelles sortes d'activités. Mais la complexité dans les résolutions de nos problèmes atteint actuellement le point des rendements décroissants : passé un seuil, vous payez de plus en plus pour obtenir de moins en moins de bénéfices. Après avoir épuisé l'énergie bon marché et la dette abordable, nous perdons alors notre capacité à résoudre nos problèmes. C'est ce processus qui a entraîné l'effondrement d'anciennes civilisations comme l'Empire romain. »*

Pourtant nos dirigeants s'efforcent à rendre notre société thermo-industrielle toujours plus complexe. Nos dépendances aux transports, aux supermarchés, aux moyens de communications, aux ressources naturelles... ne sont jamais remises en question. On a déjà vu cet été la stupéfaction de certains avec le rationnement de l'eau pour passer la sécheresse alors que d'autres avaient les pieds dans l'eau par des inondations. Rien qu'une journée sans essence ou sans portable nous feront assister à des moments de panique totale ! Les solutions proposées comme le maintien du pouvoir d'achat ou les subventions aux énergies fossiles ne font que cacher temporairement aux yeux du peuple consumériste la profondeur de la crise en cours.

Le litre d'essence ne devrait pas être à 1,50 euros (avec la ristourne de 30 centimes), mais à dix euros au moins et ce sans aucune aide publique. Alors les comportements sociaux commenceraient vraiment à changer et les manifestations dans la rue, qu'elles soient habillées en gilets jaunes ou déguisées en insoumis ne seraient que coups d'épée dans l'eau. Les contraintes biophysiques sont bien au-delà des velléités humaines.

Dilemme chez les étudiants des Grandes écoles

Face à l'urgence écologique, que doit-on faire quand on est dans une grande école ? Déserter ou agir de l'intérieur ? Des étudiants de plus en plus nombreux se posent cette question à l'ENA, Polytechnique, École des mines, IPEF (ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts), École nationale de la magistrature, etc.

Marine Miller : « De l'intérieur, une nouvelle génération de hauts fonctionnaires « écolos » veut peser de tout son poids sur les politiques publiques de ces prochaines années, avec l'espoir d'imposer une forme de radicalité dans les rouages de l'État. Une fois à l'intérieur, armé et motivé, le chemin peut néanmoins se révéler sinueux. Il y a ce qu'il est possible de faire à un niveau qui reste marginal, et la force psychologique qu'il faut posséder pour tenir à contre-courant. À l'extérieur, c'est pire. Les directeurs d'administration centrales sont des quinquagénaires qui perçoivent l'urgence écologique comme une variable parmi d'autres. Les jeunes le conçoivent comme un problème systémique. Lors de la dernière négociation de la politique agricole commune, les arbitrages pour la période 2023-2027 ont été très défavorables. Il y a une pyramide extrêmement verticale, chaque note est validée par dix personnes, et la position la plus ambitieuse finit par être réduite au plus petit dénominateur commun. Dans ce système décisionnel, il ne faut pas dire des choses dérangeantes. La dissonance cognitive règne en maître dans ce milieu. »

Le point de vue des écologistes

Les ingénieurs du futur devront créer des techniques qui prennent en compte les changements climatiques, la raréfaction des ressources, l'effondrement de la biodiversité. **Autant dire que ça ne va pas se faire.** Ce n'est plus de managers de haut niveau dont nous aurons besoin, mais d'artisans bien au fait des techniques d'autant plus durables qu'elles seront rudimentaires. La distinction entre techniques douces et techniques dures (low tech contre high tech dit-on aujourd'hui) était connue depuis les années 1970.

On a préféré complexifier toujours d'avantage les processus de production et les machines jusqu'à instaurer un système techno-industriel tellement imbriqué et fragile qu'il va s'effondrer avec l'épuisement des ressources fossiles. Dans cette période de transition entre la rupture et la prise de conscience, il y a une forte propension du système croissant à casser toute initiative ou proposition de changement, forçant ainsi toute personne en dehors du discours dominant à l'accommodation et/ou à la distanciation. Étudiant (e)s des Grandes écoles, vous ne pourrez rien faire de l'intérieur du système techno-industriel... mais agissez quand même ! L'important n'est pas de réussir, mais d'aller dans la bonne direction.

Le terme « décroissance », un tabou politique

Depuis quelques semaines, dans les médias dominants, on ne parle que de sobriété. Pourtant il ne se passe pas une journée sans que l'on ne rejette la décroissance... Par exemple, fin août, la Première Ministre lors de son discours face au Medef :

« Contrairement à l'affirmation de certains, la décroissance n'est pas la solution. La décroissance attaquerait notre niveau de vie. Elle mettrait en péril le financement de notre modèle social. Elle braquerait nos concitoyens et nous empêcherait d'avancer. »

Voici en réponse notre « Projet de Décroissance », et d'abord quelques approches de la sobriété :

Sobriété, donc consommer moins d'énergie, veut dire moins de PIB : en effet si une entreprise réduit sa facture énergétique, une autre va en vendre moins, donc ses revenus vont baisser, donc ses achats et investissements vont baisser, donc d'autres entreprises vont en pâtir et ainsi de suite. Moins c'est moins, assez basique à comprendre. On ne peut pas faire plus d'omelettes en cassant moins d'œufs !

Sobriété en restant dans une société de croissance, donc sans croissance, ça s'appelle la récession et en général ça se passe mal. Tout notre système économique, de la création monétaire à l'emprunt, de l'investissement aux logiques de profits et d'intérêts et de dividendes est basé sur la logique de croissance : il faut faire tourner toujours plus tourner la machine à produire, échanger et consommer. Sans cela, une entreprise, petite ou transnationale, une municipalité ou un état, un fond de pension ou d'investissement se casse la figure.

Ainsi, si la nécessité de sobriété pour des raisons physiques (déplétion), écologiques (changement climatique, entre autres) et éthiques (arrêter de financer des régimes belliqueux et/ou autoritaire) est exacte, la question est comment ?

- soit sobriété dans une société de croissance, et là oui on a tout ce que la Première Ministre nous reproche...
- soit un projet de décroissance conviviale avec une refonte en profondeur de nos modèles économiques afin de sortir de la dépendance à la croissance, partage et solidarité. L'enjeu n'est pas de faire la même chose avec moins, mais autrement en mieux.

Qu'est-ce que la décroissance ? En moins d'un an nous avons publié 3 excellents ouvrages sur le sujet :

- [Décroissance, collection Fake or Not, chez Tana Edition, par Vincent Liegey](#). Ce livre très pédagogique ouvert à tout public est excellente introduction à la décroissance avec plein d'infographies, de définitions et une approche globale enthousiasmante de ce que pourrait être un projet de décroissance conviviale. Ce livre est un succès dans les librairies puisqu'il en est à sa troisième réimpression !

- [La décroissance et ses déclinaisons, Editions Utopia, par nos ami.e.s de la Maison Commune](#). Ce livre très complet se propose de cartographier les d'idées reçues, de clichés et de malentendus et d'y répondre. Dans un deuxième temps il propose seize déclinaisons permettant de mieux appréhender ce qu'est, et ce que n'est pas, la décroissance.

- [Ralentir ou Périr, L'économie de la décroissance, Edition du Seuil, par Timothée Parrique](#). Ce livre propose une critique économique de la décroissance pour sortir de l'économicisme ambiant.

Et aussi, pour aller plus loin, nous vous invitons à regarder la superbe enquête du low-tech Lab sur Cargonomia, coopérative de recherche et d'expérimentation sur la Décroissance à Budapest

: <https://lowtechlab.org/fr/actualites-blog/enquete-8-cargonomia>

Et aussi la décroissance en podcast, dans Think Degrowth avec Vincent Liegey : <https://podcast.ausha.co/think-degrowth/episode-7-la-croissance-infinie-est-une-fake-news-vincent-liegey>

Enfin, on parle beaucoup d'énergie, de sobriété et d'économies afin de passer l'hiver, nous vous proposons un décryptage à travers un débat en vidéo organisé par Alter Kapitae autour de ces enjeux centraux avec Maxence Cordiez et Vincent Liegey : <https://youtu.be/VVDCcW9olg0?t=276>

www.Projet-Decroissance.net

« Ralentir ou périr » : la décroissance à HEC

L'école de commerce de Jouy-en-Josas a invité *Thimothée Parrique*, chercheur en économie écologique et spécialiste de la décroissance.

Timothée Parrique : « La première fois que j'ai entendu parler de décroissance, j'étais étudiant en deuxième année d'économie à l'université. J'ai ricané. Je me suis dit : c'est qui ce guignol qui n'a jamais pris un seul cours d'économie ? Depuis, j'ai fait pas mal de chemin... La décroissance est une réduction de la production et de la consommation pour alléger l'empreinte écologique, planifiée démocratiquement dans un esprit de justice sociale et de bien-être ».

Le point de vue d'un écolo

La première fois que j'ai compris que nous allions vers la décroissance, c'était en 1972, quand j'ai lu le rapport au club de Rome sur les limites de la croissance (12 millions d'exemplaires et traduit dans 37 langues). Sans décélération, on disait à l'époque croissance zéro, nous allions au crash. Puis en 1974 j'ai voté René Dumont, la première fois qu'un présidentiable se revendiquait écolo. J'ai trouvé que son programme de réduction de nos consommations et de limitation de nos besoins était le seul programme qui tienne la route. Au début des années 2000, à l'intérieur du PS, le mot « décroissance » était pourtant interdit de séjour et les écologistes institutionnels ne faisaient pas mieux. Quand Hollande est arrivé au pouvoir, il répétait en boucle « croissance, croissance, croissance », il voulait « inverser la courbe du chômage ». Sarkozy a fait de même, et Macron comprend juste aujourd'hui que le mot « sobriété » existe. Et en 2022, il faudrait comme Timothée enseigner en Suède pour avoir le droit de parler de décroissance !

« Business as usual », est encore aux manettes et « Ralentir ou périr » explique dans un livre Timothée Parrique. Trop tard pour savoir maîtriser la décroissance, on a perdu cinquante ans avec l'idéologie croissanciste encore si prégnante aujourd'hui. A l'heure actuelle, dans toutes les écoles de commerce, les futurs managers apprennent encore la microéconomie, le supply chain (« chaîne logistique »), le marketing, etc. On reste prisonnier d'un enseignement pour « comment bien gérer son entreprise pour qu'elle soit profitable », sans jamais interroger le pourquoi produire, pour qui, avec quelles finalités. On va donc avoir de plus en plus chaud, les pieds dans l'eau et le baril à 1000 dollars. C'est pourquoi la planète et tous ses habitants vont connaître une descente plus ou moins rapide vers une récession qui deviendra dépression, accompagnée de guerres, de famines et d'épidémies. Malthus avait tout prévu !

▲ [RETOUR](#) ▲

[.SOLUTION DÉFINITIVE...](#)

22 Septembre 2022 , Rédigé par Patrick REYMOND

Il est clair que le français moyen cherche moyennement [les bouts de chandelles](#). La vraie solution ? Supprimer la moitié des logements, cohabiter dans ce qui reste.

On peut aussi penser que si 1 % de la population consomme 40 % de l'énergie, on peut supprimer ce 1 %. Ça s'appelle une révolution. Non pas, comme disait Jospin, un bredin de première classe, pour "affirmer des valeurs", mais pour dégager des connards, imbus d'eux-mêmes. Ça servirait d'exemple aux suivants.

On peut aussi penser sortir des "lois du marché", qui ne visent qu'à exterminer les populations.

On peut aussi ne pas se laver du tout, ou seulement à l'eau de pluie...

Un abruti de première m'a dit un jour prendre "peu" l'avion, seulement une fois par mois pour partir en ouïquinède, ou en vacances. P'têt aussi, pour aller prendre son navire de croisière ? Dans ce cas-là, il aurait droit au bredin d'or...

Pour permettre l'essor du renouvelable, on va pousser le prix du billet de 100 balles, le soir au fond des bois. On va "indemniser" les riverains. [Les tribunaux administratifs](#) étant ce qu'ils sont, les plaideurs l'auront là où la politesse m'interdit de citer cette partie...

L'effet prix est ce qu'il est ; bagatelle pour les riches. **"Pour se chauffer, les ménages les plus riches sont ceux qui économisent le moins d'énergie".** [Pour le reste aussi.](#) B. Arnault n'est sans doute pas hostile au litre d'essence à 3 euros. Et les possesseurs des 600 jets privés qui étaient à la dernière COP, non plus. Eux auraient toujours les moyens de payer. Et les routes seraient débarrassées des indésirables (les pauvres).

[Alimentation](#) : hausse des prix en vue.

Certains disent ne "pas faire de politique", quand salaires, loyers, retraites, chômage, seront saccagés, que vous vous laverez à l'eau froide et de plus, qu'il y aura longtemps que vous n'aurez plus de réfrigérateur, et que de toutes façons, vous n'aurez rien à faire réfrigérer, alors, vous verrez, vous ferez de la politique...

."CA PI FINIR EN DIPOT DI BILAN"

Cela tombe bien, c'est toujours chiant un bilan à faire. Autant se torcher avec.

[Les cliniques privées](#), risquent d'être privées de bouzoufs, suite à l'augmentation des prix de l'énergie. Bien fait aussi pour ces néo-libéraux, engraisés à l'argent public. **L'état, c'est bien connu, c'est mauvais, sauf quand il paie.**

[Le nucléaire en France](#), lui, reste dans le brouillard de guerre. On ne sait rien de ce qui sera construit, et rien de ce qui sera déclassé. Au niveau mondial, c'est le ridicule qui prédomine, 10 % de l'électricité produite et 2 % de l'énergie consommé, qui dit moins ???

[Le pékin](#), lui, se verra contraint bientôt à l'autoconsommation photovoltaïque. ~~On dit bien du mal du renouvelable, mais il a un avantage, il économise quand même le fossile, quand il fonctionne.~~ Mais cette notion complexe, visiblement, est dure à comprendre pour tout le monde.

[Les australiens](#), eux, sont arrivés à équilibrer 2500 MW d'unités solaires, avec 80 de gaz. De toutes façons, en matière d'électricité, aucune énergie productrice ne peut exister seule... Retour du compensateur synchrone...

[La région Rhône Alpes Auvergne](#), elle, change un million d'ampoules dans les lycées. Ils ne pouvaient pas le faire avant ???

[Hyperinflation](#) en Allemagne. Je repose donc la question, qui meurt en premier, "çui"" qui n'a plus de gaz, ou "çui" qui n'a plus de Zeuros ???

▲ [RETOUR](#) ▲



La récession sera « longue et horrible » pour l'économiste Nouriel Roubini

par [Charles Sannat](#) | 22 Sep 2022



Récession "sévère, longue et horrible" et chute des actions de 40 % en vue selon l'économiste Nouriel Roubini qui est tout de même surnommé « Dr Doom » (ou docteur Apocalypse en bon français) depuis qu'il a prédit avec justesse la crise financière de 2008... Alors mieux vaut l'écouter.

*« Dans une nouvelle démonstration de pessimisme alarmiste, dans le cadre d'une interview accordée à Bloomberg hier, Roubini a déclaré prévoir une récession « longue et horrible » aux États-Unis et dans le monde **à la fin de 2022, et potentiellement tout au long de l'année 2023.***

« Même dans une récession ordinaire, le S&P 500 peut chuter de 30 % », a déclaré Roubini, précisant qu'en cas de « véritable atterrissage brutal », comme il le prévoit, le plongeon pourrait atteindre 40 % ».

Vous allez me dire mais d'où vient le pessimisme de Roubini ? Et vous aurez raison de vous poser cette question.

Sa réponse est assez simple. Pour lui *« ramener l'inflation à 2 % sans atterrissage brutal de l'économie est une "mission impossible" pour la Fed, car il s'attend à ce que la persistance de l'inflation fera que la banque centrale n'aura « probablement pas d'autre choix » que de remonter les taux plus qu'elle ne le prévoit actuellement ».*

Vu que nous sommes à 10 % d'inflation, et que casser l'inflation nécessite généralement des taux d'intérêt réels positifs, cela veut dire qu'il faudrait mettre les taux à 7 ou 8 % au minimum et encore, les taux réels seraient encore négatifs. Donc... si nous faisons cela ce sera effectivement « horrible ».

Horrible parce que tout le monde fera faillite ou presque. Roubini *« a pointé du doigt les ratios d'endettement élevés des entreprises et des gouvernements. Or, la rapide hausse des taux implique que le coût de la dette s'accroît, et que de ce fait, « de nombreuses institutions zombies, ménages zombies, entreprises, banques, banques fantômes et pays zombies vont mourir », a-t-il déclaré.*

Logique.

Mais il continue le raisonnement.

« Ensuite, une fois que le monde sera en récession, l'endettement des gouvernements les empêchera de prendre des mesures de relance budgétaire, en plus du risque que cela ne relance l'inflation ».

Logique.

Conclusion ?

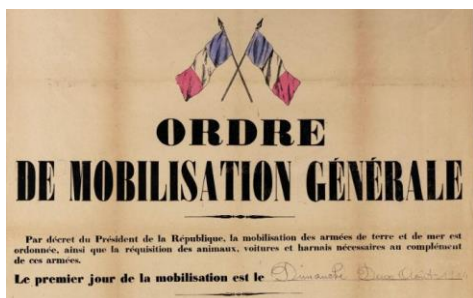
« Roubini prévoit une stagflation telle que dans les années 1970 et un désendettement massif comme ce qui a eu lieu dans le cadre de la crise financière mondiale. « **Ce ne sera pas une récession courte et superficielle, elle sera sévère, longue et horrible** ».

Pour résumer ?

On va en baver des ronds de chapeau ! Je laisse les plus curieux chercher l'origine de cette expression qui décrit un métier où il fallait porter de lourdes charges... de plomb !

Charles SANNAT

« La Russie décrète la mobilisation partielle. Il n'y a pas de petite guerre en Europe ! »



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Vous prendrez le temps; pour ceux qui en ont, de relire ce que j'écrivais le 25 février de l'an de grâce 2022 sur la guerre en Ukraine dans cet édit intitulé « *la guerre ! Et maintenant ?* ».

Je concluais cet article par une idée très simple. Choquante. Mais très simple.

Il n'y a pas de petite guerre en Europe.

Nous sommes quelques mois après le début des hostilités et **nous franchissons comme des somnambules qui marchent vers la guerre totale toutes les étapes.**



Il y a quelques jours la présidente de la commission européenne expliquait que l'heure n'était pas à l'apaisement et en Europe, quand l'heure n'est pas à l'apaisement il est l'heure de la guerre.

Pour l'Europe « l'heure n'est pas à l'apaisement ». L'Europe c'est donc la guerre !



Le discours d'Ursula von der Leyen la présidente de la Commission Européenne est un discours de guerre. Ses propos sont très clairs. « L'heure n'est pas à l'apaisement ». Si l'heure n'est pas à l'apaisement, c'est que l'heure est à la guerre. La guerre n'est jamais une bonne chose. Et l'histoire récente, comme ancienne,

nous montre sans ... Lire la suite de

I Insolentiae

44

Les Russes semblent avoir parfaitement reçu le message.

Si nous ne voulons pas les apaiser, alors ils feront la guerre, et c'est exactement ce qu'a déclaré le président Poutine hier. Mais ce n'est pas le plus inquiétant.

Le plus inquiétant ce sont les déclarations qui ont suivi de son chef d'état-major qui a dit je cite » En Ukraine, la Russie est en guerre contre l'OTAN ».

Peu importe que l'on soit pour l'Otan ou pour Poutine, j'espère que vous comprendrez que je suis pour la paix et pour éviter un embrasement total de l'Europe. J'insiste. Il n'y a pas de petite guerre en Europe, que cela plaise ou non.

Bref, à court terme ce sont 300 000 personnes qui devraient être mobilisées en Russie pour rejoindre le front ukrainien.

La résistance ukrainienne est une fable !

Lorsque je dis cela n'oubliez pas que je critique les Ukrainiens. La réalité c'est que les armes sont made in USA. Les renseignements sont made in USA, les reconnaissances satellites sont made in USA, les missiles anti-char made in USA, et les mercenaires qui épaulent et encadrent les Ukrainiens made in USA également. La stratégie militaire est également made in USA et la doctrine employée pour contrer l'armée russe avec succès est made in Otan. Lorsque j'ai dit en avril que l'attaque russe patinait clairement, je me suis fait également critiquer et je ne comprenais rien à l'art de la guerre russe.

L'armée russe en Ukraine change de chef. Le général Alexander Dvornikov prend les rênes.



L'invasion de l'Ukraine par la Russie est sous une nouvelle direction titre The Economist qui nous parle et nous présente le général Alexander Dvornikov, un vétéran de la guerre civile syrienne et le nouveau commandant en chef de la guerre en Ukraine.

L'intervention russe n'est pas une grande réussite, et il ne faut pas forcément ... Lire la suite de

I Insolentiae

43

La réalité c'est que la doctrine de l'Otan vieille d'ailleurs des années 80, fonctionne à merveille contre l'armée russe, et que si la Russie veut contrôler l'Ukraine et gagner la guerre, il faudra qu'elle se livre à une guerre d'une immense violence et d'une totale barbarie, car quoi que l'on dise, les pertes civiles en Ukraine sont bien plus faibles que les pertes civiles en Irak occasionnées par la présence américaine et l'exportation de la démocratie...

Dire cela n'est pas être pro-Poutine. Dire qu'il y a peu de morts civils (un mort étant toujours de trop), ne veut pas dire que demain cela sera toujours vrai. Il n'y a pas de petite guerre en Europe.

Les Etats-Unis et l'Europe, l'Otan, ne veulent pas de la paix en Ukraine.

Nous ne voulons pas négocier avec Poutine et la Russie.

Nous poussons les Ukrainiens à vouloir reprendre les territoires perdus. Nous les armons pour cela et nous les aidons.

La détermination occidentale fonctionne à merveille et bloque très clairement la Russie.

Alors que va-t-il se passer ?

L'escalade.

Quand la présidente de la Commission vous explique que l'heure n'est pas à l'apaisement et que la Russie mobilise ses hommes, vous pouvez toujours croire que tout va bien se passer, mais vous avez tort.

Nous sommes en plein processus d'escalade et les enchères montent chaque fois un peu plus.

Il n'y a pas de petite guerre en Europe, et la grosse guerre n'a pas encore commencé.

Elle arrive.

Il n'y a jamais de petite guerre en Europe.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

Explosion des prix de l'électricité : les premiers supermarchés sont menacés de fermeture !



« Explosion des prix de l'électricité : les premiers supermarchés sont menacés de fermeture », c'est le titre de cet article du Deutschlands-nachrichten, et ne me demandez pas comment cela se prononce car notre ami Christophe qui est notre correspondant nommé d'office en Allemagne pourrait à juste titre se moquer de ma prononciation très « normande » !

Ce qu'il faut retenir est assez simple. Si l'on n'aide pas les entreprises, il ne sera pas très utile d'aider les particuliers, car rapidement nous serons tous au chômage sans rien à manger et pas de papier toilette pour essuyer nos augustes postérieurs.

Voilà ce que nous traduit notre camarade lecteur.

La crise énergétique crée des problèmes de plus en plus importants. De nombreux supermarchés perdent leurs contrats d'électricité avantageux. Les conséquences sont dramatiques.

En raison de la forte hausse des prix de l'énergie, la crainte de bureaux et d'appartements froids ne fait que croître en Allemagne. L'électricité est un problème majeur, et les PME allemandes sont particulièrement touchées, selon les Lübecker Nachrichten. Le journal rapporte ainsi le cas d'Osnabrück. Les services municipaux de cette ville de 165 000 habitants auraient résilié les contrats de plus de 1 000 entreprises.

Les conséquences sont désastreuses pour les entreprises. Aucun contrat de raccordement ne leur a été proposé et désormais, même les supermarchés sont confrontés à un défi pour faire face à cette situation.

Cinq magasins Edeka concernés.

Dans le cas concret, cinq magasins Edeka sont concernés. (Un genre de Super U, les Edeka appartiennent à leurs exploitants).

L'exploitante Mechthild Möllenkamp a fait part de sa situation d'urgence à Wirtschaftswoche. Möllenkamp est touchée par le flot de résiliations à Osnabrück, car ses filiales se retrouveront sans électricité en 2023, selon la situation actuelle. Le contrat aurait de toute façon expiré à la fin de l'année. Par rapport aux 24 dernières années, il n'y a pas eu cette fois-ci de nouvelle offre pour un contrat de raccordement, comme Möllenkamp l'explique à Wirtschaftswoche : « *Les services municipaux n'ont rien proposé du tout, c'est la grande déception pour moi* ».

Si l'opérateur ne trouve pas de nouveau fournisseur, il se retrouverait alors dans l'approvisionnement de base proposé par les Stadtwerke (le contrat-type pour les particuliers en fait). Cet approvisionnement de base durerait trois mois et coûterait jusqu'à 80 centimes par kilowattheure. Un problème pour Möllenkamp.

Dans le pire des cas, les cinq supermarchés Edeka risquent de devoir payer plus d'un million d'euros supplémentaire, selon le magazine Wirtschaftswoche. Möllenkamp explique la situation au magazine économique : « *Nous ne pouvons pas fermer deux mois, surtout sans électricité, car tout pourrait alors dans nos congélateurs et nos entrepôts frigorifiques* ».

Charles SANNAT

.Ils ont tort. Les Français favorables au rationnement des entreprises, donc favorables à leur mise au chômage !



« Selon un sondage OpinionWay pour Les Échos, 81 % des Français approuvent une limitation des températures dans les lieux publics et les entreprises, 71 % pour leurs domiciles.

Si les Français veulent bien faire des efforts – dans un contexte où les prix de l'énergie augmenteront de 15 % l'année prochaine, selon le gouvernement -, d'autres dispositions sont moins acceptées. Notamment celles qui concernent les restrictions en termes de quantité. 57 % des

Français sont favorables à un rationnement en gaz et en électricité pour les entreprises aux heures les plus consommatrices. 40 % sont prêts à se l'appliquer dans leur maison. En cas de pénurie d'une source d'énergie, une majorité de sondés – 56 % - souhaite favoriser l'approvisionnement des particuliers plutôt que des entreprises. Au total, 71 % des Français sont préoccupés par la situation actuelle. « Cette situation alimente l'idée d'un déclassé », précise Frédéric Micheau, directeur général adjoint d'OpinionWay ».

Cela laisse donc tout de même 56 % de Français qui pensent qu'il vaut mieux rationner les entreprises que leur maisonnée...

Le problème voyez-vous, c'est que si vous coupez l'énergie aux entreprises vous aurez très rapidement des gens au chômage technique. Les entreprises ne pourront plus produire. Il y a deux aspects. Non seulement il y aura chômage de masse mais en plus pénurie de tout.

Le bon sens, veut qu'en réalité les entreprises soient prioritaires sur les ménages et les particuliers !!

Pourquoi ?

Parce qu'en rendant prioritaires les entreprises vous rendez possible la continuité de la production de biens, de services et donc de richesses.

C'est donc un non-sens économique que de rendre prioritaires les particuliers.

Mais nous comprenons tous l'importance sociale évidemment de le faire.

Cela ne peut conduire qu'à une seule conclusion.

Il faut un *quoi qu'il en coûte* énergétique pour les entreprises dans la même logique que celle du Covid pour permettre de sauver et de préserver le tissu industriel et économique.

Il faut donc faire les deux.

Aider les particuliers et les entreprises, et en finir avec cette ânerie du prix du kilowatt heure totalement inventé et qui n'a rien à voir avec notre réalité de coût de production.

Charles SANNAT

▲ [RETOUR](#) ▲

« Les taux montent de plus en plus en Europe ! »

par [Charles Sannat](#) | 23 Sep 2022



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Il faut régulièrement surveiller l'évolution des taux d'intérêt en Europe et en particulier en zone euro. Faisons un rapide point en cette fin de semaine pour voir ce qu'il se passe dans cette période de forte remontée des taux directeurs par les banques centrales.

« Les rendements des obligations d'État de la zone euro ont atteint de nouveaux sommets pluriannuels après que la Réserve fédérale américaine a été rejointe par trois banques centrales européennes pour augmenter les taux jeudi, la Fed indiquant une trajectoire de resserrement plus forte que prévu lors des prochaines réunions. La Fed prévoit une augmentation de son taux directeur à un rythme plus rapide et à un niveau plus élevé que prévu, un ralentissement de l'économie et une hausse du chômage à un degré historiquement associé aux récessions.

D'autres banques centrales continuent de relever leurs taux, la Banque d'Angleterre augmentant son taux d'intérêt directeur de 50 points de base (pb) comme prévu. Les banques centrales suisse et norvégienne ont également relevé leurs taux jeudi. »

Partout, dans le monde entier et en Europe en particulier, les banques centrales montent les taux après des années de taux zéro, et même négatifs dans une grande partie du monde.

Des taux européens que la BCE va pousser jusqu'à 2.9 % en 2023 !

« Les marchés monétaires évaluent à environ 85 % la probabilité d'une hausse des taux de la BCE de 75 points de base en octobre, tandis que le swap d'indice à un jour ESTR de la BCE indique un pic en septembre 2023 à environ 2,9 %.

Les responsables de la BCE continuent de délivrer des messages bellicistes, Isabel Schnabel, membre du conseil d'administration, déclarant que la zone euro est confrontée à un ralentissement économique, mais que l'inflation est encore bien trop élevée, de sorte que les taux d'intérêt doivent continuer à augmenter ».

Les taux à 10 ans sont largement supérieurs à 4 % en Italie comme en Grèce.

Voici quelques chiffres.

10 ans grec: 4.72 %

10 ans italien: 4.16 %

10 ans espagnol: 3.12 %

10 ans portugais : 2.97 %

10 ans français : 2.54 %

10 ans allemand : 1.96 %

Le « spread » c'est-à-dire l'écart de taux entre l'Allemagne le meilleur élève de la zone euro et l'Italie, en queue de peloton est de 2.76... cela commence à faire une prime de risque visible sur l'Italie par rapport à l'Allemagne ! Un bon écart, mais pas encore critique et qui n'indique pas que la dette italienne serait spécifiquement attaquée par les marchés. Même les élections italiennes avec l'extrême droite aux portes du pouvoir ne semblent émouvoir les marchés qui pour le moment sont relativement calmes et ne spéculent pas sur la dette italienne.

Est-ce que cela restera stable les marchés « achetant » le message de la BCE qui a dit qu'elle interviendrait pour soutenir l'euro et les dettes souveraines si nécessaire ? Est-ce le calme avant la tempête ? Très difficile à dire. Raison pour laquelle il faut en permanence garder un œil sur ces fameux taux à 10 ans des grands pays de la zone euro et regarder l'évolution des écarts de taux entre tous ces pays.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

Le grand gagnant de la crise énergétique en Europe ? L'économie américaine !



Ce n'est pas moi qui l'écrit c'est **Javier Blas** le spécialiste énergie de Bloomberg qui cite un article du Wall Street Journal qui est LA référence de la presse économique américaine !

Et le constat est clair. Le grand gagnant de la crise de l'énergie en Europe, c'est l'industrie américaine. Cette stratégie de domination de l'Amérique par l'énergie je

vous l'expliquais dès 2018 dans le dossier stratégie intitulé « comprendre la stratégie de domination de Trump ». Ce qui a été mis en place à cette époque se poursuit et vous commencez à en voir les effets aujourd'hui. J'invite tous les abonnés à se replonger dans ce dossier pour le mettre en perspective par rapport à ce qui se passe aujourd'hui qui apporte un éclairage très particulier. ([Ceux qui veulent s'abonner c'est ici](#)).

« Un grand gagnant de la crise énergétique en Europe : l'économie américaine.

« Ecrasées par la flambée des prix du gaz, les entreprises européennes qui fabriquent de l'acier, des engrais et d'autres matières premières de l'activité économique transfèrent leurs opérations aux États-Unis »

C'est aussi ce qui va expliquer l'appauvrissement de l'Europe un appauvrissement durable de même que la chute de l'euro face au dollar.



La Coopération agricole prévient des risques d'arrêt de production en raison des prix de l'énergie.



Je vous reproduis ici le communiqué de presse de la Coopération Agricole. C'est le moment d'avoir quelques réserves de boîtes de conserve et de lentilles dans vos placards.

Tout y est dit.

Je n'ai rien à ajouter.

Et tout cela est tellement prévisible.

Des vedettes au gouvernement. Des vedettes.

Charles SANNAT

Depuis 2021, le secteur alimentaire connaît une crise inflationniste inédite depuis plus de 40 ans sur l'ensemble des coûts de production agricole et agroalimentaire. A cette situation s'ajoute une inquiétude concernant la

disponibilité des ressources de matières premières et de la main d'œuvre pour les transformer, menaçant ainsi la continuité des activités de production. Face ce constat très alarmant ; il est urgent de réagir pour assurer la sécurité alimentaire de notre Nation.

Jamais le risque d'arrêts de production et de défaillance des industries agroalimentaires n'aura été aussi réel. Aucune entreprise n'est épargnée par cette crise d'ampleur touchant au prix et à la disponibilité des intrants (arrêt de 50% des capacité de production d'ammonitrates en Europe), des matières premières (-50% de volumes de production de haricots et -4% de volume de production laitière), de l'énergie (+350% environ de hausse cumulée depuis 2021 pour le cours du gaz naturel et de l'électricité) et de l'emballage (+40% pour les matières plastiques et le papier-carton).

Parmi l'ensemble des ces augmentations, l'énergie constitue le poste de dépense le plus important pour les entreprises. Les factures énergétiques sont désormais telles qu'elles ne peuvent être absorbées par les coopératives. Si nous voulons continuer de manger français, nous avons besoin en urgence de :

La reconnaissance des activités agricoles et agro-alimentaires comme répondant à une mission d'intérêt général,
La révision des critères d'éligibilité de prise en charge de la facture énergétique des entreprises,
La mise en place d'un bouclier énergétique plus efficace,
L'indexation des coûts de l'énergie dans la fixation des prix des produits alimentaires.
Dans un même temps, nous devons agir au niveau des négociations commerciales pour permettre une indispensable prise en compte de l'inflation des coûts de production alimentaire dans la fixation des prix des produits. C'est pourquoi nous demandons nécessairement :

La modification de la temporalité des négociations commerciales : il faut pouvoir rediscuter les tarifs en fonction de l'inflation ou de la déflation des coûts de production,
La mise en place d'un moratoire sur les pénalités logistiques,
La prise en compte des coûts industriels dans l'évolution des prix des produits aux moyens d'indicateurs sur les divers postes de coûts (l'énergie en premier lieu mais également l'emballage, les frais de logistique...).

« L'heure est grave : la situation historique d'inflation de coûts de production que nous connaissons menace réellement la capacité des entreprises à maintenir leurs activités de production. Il nous faut réagir en urgence, il en va de la sécurité alimentaire de notre Nation. Pour faire face à ce mur infranchissable, nous devons agir en priorité pour assurer la disponibilité de l'énergie pour les entreprises alimentaires et en limiter le coût. », déclare Dominique Chargé, président de La Coopération Agricole. « Alors que nous avons bâti nos chaînes d'approvisionnement sur la base d'un monde stable et abondant, le basculement dans un monde marqué par l'instabilité et les probables pénuries nous impose de changer de paradigme. C'est en ce sens que La Coopération Agricole souhaite que puisse, en complément de la future loi sur l'orientation agricole, être conclu un Pacte de souveraineté entre les acteurs de la filière alimentaire, les pouvoirs publics et les consommateurs. L'engagement collectif induit par la signature de ce Pacte permettra d'assurer le maintien d'une chaîne alimentaire française qui soit résiliente, pérenne et durable. », poursuit-il.

Source [La Coopération Agricole ici](#)

▲ [RETOUR](#) ▲

L'effondrement économique est arrivé en Allemagne. Les États-Unis seront-ils juste derrière ?

20 septembre 2022 par Michael Snyder

The Economic Collapse

Are You Prepared For The Coming Economic Collapse And The Next Great Depression?



Les choses commencent à devenir vraiment folles en Allemagne. Les Allemands sont confrontés à la pire crise inflationniste qu'ils aient connue depuis l'époque de la République de Weimar, et pendant ce temps, l'activité économique commence à s'arrêter dans tout le pays. Bien sûr, d'autres pays européens sont confrontés à des problèmes similaires, mais l'Allemagne était censée être le roc économique sur lequel le reste de l'Europe pouvait toujours compter. Malheureusement, la décision des Russes d'interrompre l'acheminement du gaz par le gazoduc Nord Stream 1 frappe l'Allemagne de plein fouet. Si les deux parties pouvaient se mettre d'accord pour mettre fin à la guerre en Ukraine, cela améliorerait grandement les choses, mais cela ne va tout simplement pas arriver. En fait, il semble que Vladimir Poutine ait décidé d'intensifier considérablement la situation, et les puissances occidentales vont inévitablement intensifier considérablement la situation en réponse. Cela signifie que la tourmente économique à laquelle nous assistons en Europe n'est pas prête de disparaître.

Cette semaine, les chiffres de l'inflation en Allemagne sont si élevés qu'il est difficile de croire qu'ils sont réels...

Les prix à la production allemands ont augmenté en août au rythme le plus rapide depuis le début des relevés en 1949, selon les données publiées aujourd'hui par l'Office fédéral de la statistique, ce qui laisse présager une nouvelle hausse des prix à la consommation.

Les prix à la production des produits industriels ont augmenté de 45,8 % par rapport au même mois de l'année dernière. Par rapport à juillet 2022, les prix ont augmenté de 7,9 %.

La flambée des prix de l'énergie sur fond de guerre de la Russie contre l'Ukraine reste le principal moteur de la hausse des prix.

Si nous continuons à voir des augmentations mensuelles d'environ 8 pour cent, l'année prochaine à la même époque, nous pourrions parler d'un bond annuel de près de 100 pour cent.

Wow.

Jusqu'où les choses doivent-elles aller avant que l'on commence à utiliser le terme "hyperinflation" ?

Les prix de l'énergie sont la principale raison pour laquelle l'inflation est devenue complètement incontrôlable, et le gouvernement allemand a été contraint de nationaliser une énorme compagnie de gaz naturel afin de l'empêcher de sombrer...

Le gouvernement allemand se rapproche d'un accord visant à nationaliser le géant du gaz Uniper SE, alors que Berlin cherche à éviter l'effondrement du secteur énergétique du pays.

Un accord provisoire entre le gouvernement, Uniper et son principal actionnaire, la société finlandaise Fortum Oyj, a été conclu, selon des personnes connaissant bien la situation. Bien que les contrats n'aient pas encore été signés, Berlin vise une annonce dans le courant de la semaine.

Selon le PDG d'Uniper, l'entreprise a perdu environ 100 millions d'euros par jour pendant cette crise.

Il va sans dire que le gouvernement allemand ne peut pas sauver tout le monde et que de nombreuses entreprises ne survivront pas à la crise.

Par exemple, un fabricant qui fabrique du papier toilette pour les Allemands depuis près de 100 ans se dirige maintenant vers l'insolvabilité...

Hakle est un nom connu des Allemands depuis 1928, mais ce fabricant de papier toilette basé à Düsseldorf a déclaré qu'il a suffi du choc du prix de l'essence de cet été pour le conduire à l'insolvabilité.

Malheureusement, ce n'est que le début.

Selon la banque centrale allemande, le pays s'achemine vers un "déclin généralisé et prolongé de la production économique"...

"L'activité économique pourrait se replier quelque peu ce trimestre et se contracter nettement au cours des mois d'automne et d'hiver", a déclaré la banque centrale, ajoutant qu'elle n'avait pas prévu ce scénario défavorable dans un rapport de juin.

La Bundesbank poursuit : "Il y a de plus en plus de signes d'une récession de l'économie allemande au sens d'un déclin clair, généralisé et prolongé de la production économique." Elle a déclaré qu'une contraction est attendue au troisième trimestre, avec des baisses plus importantes de l'activité économique au quatrième.

"L'inflation élevée et l'incertitude concernant l'approvisionnement en énergie et ses coûts affectent non seulement l'industrie à forte intensité de gaz et d'électricité, ses activités d'exportation et ses investissements, mais aussi la consommation privée et les prestataires de services qui en dépendent", a déclaré la banque centrale.

Vous pouvez qualifier un tel scénario de "récession" ou de "dépression" si cela vous rassure.

J'appelle cela un effondrement économique.

L'économie américaine va bientôt connaître elle aussi d'immenses bouleversements.

Selon le milliardaire Barry Sternlicht, les politiques excessivement stupides de la Fed nous poussent vers une "grave récession"...

Dans une interview accordée jeudi à l'émission "Squawk Box" de CNBC, Barry Sternlicht, président-directeur général de Starwood Capital, a déclaré qu'il pensait que les Américains étaient confrontés à une récession majeure si la Réserve fédérale procédait à plusieurs nouvelles hausses de taux pour juguler l'inflation, ce qui serait le plan de la banque centrale.

"L'économie freine fortement", a déclaré Sternlicht au média financier, selon le Daily Caller. "Si la Fed continue comme ça, il va y avoir une sérieuse récession et les gens vont perdre leur emploi".

Il a raison, mais au lieu de dire "les gens vont perdre leur emploi", il aurait dû noter que beaucoup de gens sont déjà licenciés. C'est quelque chose que je documente sur mon site Web depuis un certain temps, et cette semaine nous avons appris que Gap a décidé de licencier des centaines de travailleurs d'entreprise...

Gap Inc. supprime environ 500 postes au sein de l'entreprise alors que le détaillant de vêtements est

confronté à une baisse des ventes.

Les suppressions d'emplois, qui incluent des postes ouverts, se feront principalement dans les bureaux de Gap à San Francisco, New York et en Asie et toucheront différents départements, a confirmé mardi un représentant du détaillant. Ces mesures ont été rapportées pour la première fois par le Wall Street Journal.

Aïe.

Dans cet environnement, très peu de travailleurs sont vraiment en sécurité.

À ce stade, même l'industrie du divertissement licencie beaucoup de gens...

L'industrie du film et de la télévision, en difficulté, continue de s'exposer à de mauvaises nouvelles. Cette semaine, on a appris que Warner Bros. Discovery licenciait 100 vendeurs de publicités télévisées, au moment même où Paramount envisageait de ne plus proposer Showtime en tant que service autonome, selon Bloomberg.

Netflix a suivi le mouvement en procédant à ses propres licenciements, selon le rapport. L'entreprise aurait laissé partir des centaines d'employés et abandonné certains de ses bureaux. Dans le même temps, le cours de l'action de la société s'est effondré et a chuté de plus de 60 % par rapport à ses sommets historiques.

En 2008 et 2009, des millions d'Américains ont perdu leur emploi.

Verrons-nous quelque chose de semblable dans les mois à venir ?

Et tout comme pendant la "Grande Récession", le marché du logement commence vraiment à ralentir. En fait, nous venons d'apprendre que la confiance des constructeurs de maisons a maintenant chuté pendant neuf mois consécutifs...

La confiance des constructeurs de maisons unifamiliales a de nouveau chuté en septembre, ce qui constitue le neuvième mois consécutif de baisse, "car la combinaison de taux d'intérêt élevés, de perturbations persistantes de la chaîne d'approvisionnement en matériaux de construction et de prix élevés des maisons continue de peser sur l'accessibilité financière", indique le rapport de la NAHB.

Avec une valeur de 46 aujourd'hui, l'indice NAHB/Wells Fargo du marché du logement est désormais inférieur à ce qu'il était en mai 2006, au moment de la rupture du marché du logement.

Cette fois-ci, ce ne sont pas seulement quelques régions de la planète qui souffriront.

En ce moment, nous assistons littéralement à des implosions économiques sur toute la planète, et le décor est planté pour une année 2023 immensément douloureuse.

La seule chose qui pourrait vraiment changer les choses serait la paix.

Malheureusement, les dirigeants mondiaux des deux camps semblent absolument déterminés à nous entraîner dans le type de conflit mondial cataclysmique contre lequel je mets en garde depuis des années.

Il n'y aura donc pas de paix, et cela signifie que les choses vont vraiment mal tourner en 2023 et au-delà.

Mais je crois aussi que vous avez été placés à ce moment précis de l'histoire pour une raison.

C'est lorsque les temps sont les plus sombres que le plus grand bien peut être fait, et c'est quelque chose que nous devons tous nous rappeler pendant les temps très sombres qui nous attendent.

▲ [RETOUR](#) ▲

« Le travail des enfants et des adultes... selon Victor Hugo, mieux que Rousseau !! »

par [Charles Sannat](#) | 21 Sep 2022



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Il y a Sandrine Rousseau, et il y a Victor Hugo. N'oubliez pas qu'en disant cela je critique Sandrine Rousseau. Loin de là. Je dis juste qu'il y a des géants de la littérature, des géants de la réflexion, des géants de l'intelligence, et lorsque nous débattons, lorsque nous voulons penser, ou lorsque nous nous croyons « très forts » il est important de se pencher sur certains textes de nos aînés afin de mettre les choses en perspectives.

Melancholia est un poème de Victor Hugo, écrit en juillet 1838 à Paris et paru en 1856 dans le recueil Les Contemplations.

Dans ce poème en alexandrins, Victor Hugo dénonce le travail dur et pénible des enfants. On compare souvent ce poème aux Misérables, car Victor Hugo y dénonce les conditions de travail et de vie de son époque.

Bien loin du privilège « blanc » tant dénoncé par Sandrine Rousseau, le travail dans certaines dérives peut évidemment non seulement se discuter mais même se combattre, et pourtant, il fait aussi grandir l'homme et l'élève.

Où vont tous ces enfants dont pas un seul ne rit ?
Ces doux êtres pensifs que la fièvre maigrit ?
Ces filles de huit ans qu'on voit cheminer seules ?
Ils s'en vont travailler quinze heures sous des meules ;

Ils vont, de l'aube au soir, faire éternellement
Dans la même prison le même mouvement.
Accroupis sous les dents d'une machine sombre,
Monstre hideux qui mâche on ne sait quoi dans l'ombre,

Innocents dans un bain, anges dans un enfer,
Ils travaillent. Tout est d'airain, tout est de fer.

Jamais on ne s'arrête et jamais on ne joue.
Aussi quelle pâleur ! la cendre est sur leur joue.

Il fait à peine jour, ils sont déjà bien las.
Ils ne comprennent rien à leur destin, hélas !
Ils semblent dire à Dieu : « Petits comme nous sommes,
Notre Père, voyez ce que nous font les hommes ! »

Ô servitude infâme imposée à l'enfant !
Rachitisme ! travail dont le souffle étouffant
Défait ce qu'a fait Dieu ; qui tue, œuvre insensée,
La beauté sur les fronts, dans les cœurs la pensée,

Et qui ferait — c'est là son fruit le plus certain —
D'Apollon un bossu, de Voltaire un crétin !
Travail mauvais qui prend l'âge tendre en sa serre,
Qui produit la richesse en créant la misère,

Qui se sert d'un enfant ainsi que d'un outil !
Progrès dont on demande : « Où va-t-il ? Que veut-il ? »
Qui brise la jeunesse en fleur ! qui donne, en somme,
Une âme à la machine et la retire à l'homme !

Que ce travail, haï des mères, soit maudit !
Maudit comme le vice où l'on s'abâtardit,
Maudit comme l'opprobre et comme le blasphème !
**Ô Dieu ! qu'il soit maudit au nom du travail même,
Au nom du vrai travail, sain, fécond, généreux,
Qui fait le peuple libre et qui rend l'homme heureux !**

Le travail c'est le fait de participer à la société, à la création et à l'évolution. Le travail, n'est pas uniquement « marchand », et tous nos bénévoles qui font tourner tant d'associations « travaillent ». Ils travaillent d'ailleurs souvent à aider leurs prochains. Le travail fait grandir, rend utile, donne du sens, et l'oisiveté est un vice. L'oisiveté ne procure aucun bonheur, aucune réalisation, aucun épanouissement. On aime les vacances qu'en miroir d'une année de travail, et les mets délicats parce que nous les mangeons rarement. La paresse n'est pas un droit. C'est au mieux un défaut, au pire un vice.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

.Le patron d'ADP appelle à la modération... sur les voyages en avions!



C'est la meilleure de la journée celle-ci!

Voilà que le président d'ADP Aéroports de Paris Voyages Augustin de Romanet
« a invité à être plus raisonnable dans le voyage aérien tant que le secteur n'aura
pas été au bout de son processus de décarbonation, ce qui pourrait prendre vingt
à trente ans ».

C'est peu comme si chez Ricard on vous disait d'arrêter de boire, ou chez MacDo de cesser de vous empiffrer de Big Mac.

Bref, cela en dit quand même très long sur la violence du mouvement actuel de « décarbonation » de l'économie qui se fait à marche forcée et avec des dégâts industriels et technologiques monumentaux.

Que va devenir Airbus et toute la filière s'il faut être raisonnable dans la quantité de voyage aérien, et qu'est-ce que cela signifie. Quelle est la quantité de vols en moins? C'est -10% ou -50%?

Ce qui est certain, c'est que les compagnie low-cost vont voir le modèle économique complètement remise en cause.

Et Augustin de Romanet, de rajouter tout de même « *Si demain matin le trafic aérien devait décroître, ce n'est pas une tragédie existentielle pour nous* », a-t-il assuré, en précisant que la fourniture d'un accueil de qualité était la priorité d'un groupe comme ADP... Alors peut-être que lui s'en fiche comme d'une guigne, mais ses actionnaires qui ont acheté des actions très chères sur des perspectives mirifiques de progression des bénéfices risquent d'avoir un avis légèrement différent.

Depuis plusieurs années, je vous invite à ne pas investir dans le domaine de l'aérien, ni dans celui de l'automobile. Pour donner un principe encore plus général, n'investissez pas dans les modes de transports thermiques.

Charles SANNAT

La politique monétaire de la FED va finir en larmes et par briser le marché, selon Guggenheim



« Scott Miner, directeur des investissements de Guggenheim, a prévenu que le programme anti-inflation de la Réserve fédérale, qui consiste en des hausses agressives des taux d'intérêt et des réductions de bilan, « se terminera en larmes » pour certains investisseurs.

Il a déclaré qu'il y a de fortes chances que la banque centrale américaine exagère son resserrement monétaire alors qu'elle tente de prouver sa crédibilité, ce qui pourrait provoquer des chutes de cours.

« Ils vont pousser jusqu'à ce que quelque chose se brise. Je pense que la rupture passera probablement par, vous savez, les prix des actions, mais elle pourrait venir d'autres endroits – elle pourrait venir des marchés émergents. Finalement, cela finira en larmes. »

« Lorsque vous regardez les choses que les décideurs devraient regarder, la masse monétaire se contracte, nous avons une inflation que nous regardons dans le rétroviseur, nous ne regardons pas l'inflation à venir. Il y a de très bonnes chances, dans leurs tentatives de prouver leur crédibilité, qu'ils en fassent trop. »

Selon M. Miner, les investisseurs ne devraient recommencer à acheter des actions que lorsque la Fed arrêtera son cycle de hausse, ce qui, selon lui, devrait se produire après sa dernière réunion de 2022.

« Les gens qui parlent d'un creux du marché boursier, je voudrais juste souligner une chose – nous n'avons jamais eu de creux du marché alors que la Fed augmente encore les taux. La dernière partie du quatrième trimestre pourrait être un très bon moment pour entrer dans les actions. Mon opinion est que nous allons aller aux trois quarts lors de cette réunion, à un demi-point lors de la prochaine réunion, à un quart lors de la réunion de décembre, et ce serait la fin. »

Qui va avoir raison ?

La JP Morgan dont je parle dans un autre article de l'édition du jour et qui pense que les actions viennent d'atteindre leur point bas ou qu'elles en sont proches, ou Scott Minerd qui croit que la FED va déclencher un immense krach et pense que le cycle de resserrement monétaire s'arrêtera en gros à la fin de l'année ce qui mettrait un point d'entrée potentiel sur les marchés au premier trimestre 2023 ?

Charles SANNAT

Le taux d'usure remonté à 3.02 % au 1er octobre ?

10%

Vers les 3 % ?

« Le taux d'usure, qui prend en compte le taux du prêt mais aussi l'assurance et les frais de dossier, plafonnait à 2,57 % pour les crédits immobiliers de 20 ans et plus ces 3 derniers mois. Mais il devrait augmenter significativement le mois prochain.

Car certes la Banque de France a indiqué qu'elle se contenterait de la formule mathématique, mais il semblerait que cette formule puisse être adaptée avec une prise en compte de statistiques plus ou moins récentes. Pour rappel, le taux d'usure est calculé chaque trimestre à partir des taux effectifs moyens constatés au cours du trimestre qui vient de s'écouler, augmentés d'un tiers. D'où un décalage avec le marché en cas de remontée rapide des taux, comme c'est le cas depuis plusieurs mois.

Une source proche de l'institution nous a laissé entendre que le prochain taux d'usure pourrait s'approcher des 3 %. Une autre source bien informée confirme anticiper une hausse pouvant aller jusqu'à 45 points de base, soit 0,45 point de pourcentage. Ce qui nous amènerait alors à 3,02 %. On dépasserait donc cette barre symbolique des 3 %. Soit bien mieux que ce qu'anticipaient les professionnels de l'immobilier jusqu'ici.

Selon un courtier, à un tel niveau, il n'y aurait quasiment plus aucun refus de prêt lié à l'usure avec les taux actuels appliqués par les banques. En tout cas dans un premier temps. Car les banques vont inéluctablement continuer à les augmenter face à la politique des banques centrales et la persistance de l'inflation ».

Si le taux d'usure est bien monté à 3.02 % pour les crédits à 20 ans cela donnera une bouffée d'air frais au marché qui pourrait repartir quelques semaines, mais si la BCE continue sa montée des taux, cela pourrait coïncider à nouveau.

Plus grave, rien ne dit que ceux qui ont été contraints de renoncer à un projet d'acquisition y retournent en raison des craintes plus larges concernant le marché de l'immobilier en lui-même.

Charles SANNAT

.Pour JP Morgan, la baisse des marchés serait presque terminée !



La baisse des marchés boursiers serait presque terminée pour la grande banque américaine JPMorgan.

Je trouve pertinent de mettre cette information en relation avec un autre article qui, lui, indique le contraire, à savoir que **la FED va causer un krach majeur avec sa politique d'austérité destinée à briser l'inflation.**

JP Morgan justifie son point de vue avec les éléments suivants.

« La liquidation actuelle des actions toucherait à sa fin et un rallye pourrait être imminent, car les bénéfices des entreprises restent résilients et les prévisions d'inflation se modèrent, selon JPMorgan »

« La banque s'attend à un autre relèvement de 100 points de base des taux d'ici la fin de l'année. Mais cela ne signifie pas que les cours des actions ne peuvent pas s'écarter de leur tendance baissière actuelle et remonter à partir de maintenant.

« Des bénéfices robustes, un faible positionnement des investisseurs et des prévisions d'inflation à long terme bien ancrées devraient atténuer toute baisse des actifs à risque à partir de maintenant ».

En effet, les révisions de bénéfices ont déjà considérablement diminué. Fin juin, les analystes prévoyaient une croissance de 9,8 % des bénéfices du S&P 500 pour le troisième trimestre. Aujourd'hui, cette estimation de croissance n'est plus que de 3,5 %. Mais compte tenu des vents contraires que sont l'inflation, la guerre de la Russie contre l'Ukraine et l'incertitude des élections de mi-mandat, toute croissance positive des bénéfices sera probablement saluée par les investisseurs ».

La JP Morgan a raison sur le fait que le juge de paix ultime des marchés financiers sont les bénéfices réalisés par les entreprises. Il n'y a au bout du compte que les récessions et la chute des bénéfices qui provoquent des krachs boursiers majeurs... ou l'anticipation par les marchés de la chute à venir des bénéfices.

Cela pourrait être le cas si la FED continue justement à relever ses taux d'intérêt et qu'elle va trop loin dans son resserrement monétaire.

Charles SANNAT

▲ [RETOUR](#) ▲

L'hypocrisie règne autour des banques centrales (1/2)

rédigé par [Mory Doré](#) 19 septembre 2022



Parmi les responsables qui condamnent aujourd'hui les politiques des banquiers centraux, nombreux étaient pourtant parmi les premiers à bénéficier des injections de liquidité massives...

Nous avons souvent écrit, depuis une dizaine d'années, sur l'irresponsabilité des banques centrales. Cet article ne sera pas un de plus pour analyser les effets pervers des politiques monétaires inutilement ultra-accommodantes menées depuis 2009, voire encore avant.

Nous souhaitons plutôt évoquer ici l'hypocrisie – pour ne pas dire la mauvaise foi – des marchés, économistes et même dirigeants politiques qui condamnent aujourd'hui les banquiers centraux, alors qu'il n'y avait pas

grand monde ces 12 dernières années pour se plaindre des injections de liquidité massives des banques centrales.

Les dirigeants politiques, les économistes et les marchés financiers (entendons par là les acteurs et intervenants importants sur les marchés, qu'ils soient spéculateurs comme de gros *hedge funds* ou investisseurs institutionnels) critiquent donc désormais à l'unisson les banques centrales. Selon eux, elles auraient perdu toute crédibilité anti-inflationniste et n'auraient pas pu ou su prévenir les situations de forte inflation d'aujourd'hui.

Quand elles étaient bien utiles

C'est tout de même gonflé, quand on se souvient que la plupart des responsables politiques, quel que soit leur bord politique, investisseurs, économistes et médias plus ou moins spécialisés, considéraient une banque centrale comme un *deus ex machina* devant servir des intérêts partisans et catégoriels ; une institution politique, en quelque sorte.

On a alors vu les banques centrales servir les intérêts des *carry traders*. Ceux-ci ont ainsi pu faire sans risques (en tout cas, pendant un temps souvent considérable, en bénéficiant du *put* des banquiers centraux) du *carry trade* très rentable, en empruntant à des taux quasi-nuls fixés par une banque centrale d'un pays A, pour vendre la devise de ce pays A contre la devise d'un pays B, et replacer ainsi les liquidités obtenues sur des actifs financiers à « haut » rendement de ce pays B.

Pourquoi pas... si, *in fine*, les profits générés par ces activités de trading améliorent la rentabilité des banques, et permettent de baisser le coût de la tarification des services bancaires. Il est cependant permis d'en douter, compte tenu de la volatilité et de l'instabilité des résultats issus du *carry trade*.

On a plutôt vu des banques centrales obsédées par le fait de maintenir au niveau le plus élevé les indices boursiers et les taux longs au niveau le plus bas possible. Ceci a eu pour effet de maintenir le stock de plus-values latentes des portefeuilles financiers sur des niveaux élevés.

Une fois de plus plus : pourquoi pas, si cela crée des effets de richesse psychologiques permettant d'instaurer un réel climat de confiance généralisée dans l'économie.

Mais, chacun sait que les effets de richesse liés à la hausse des actifs financiers ont des conséquences plutôt instables, et que la santé économique du pays va surtout dépendre du niveau de la propension à consommer et à investir des détenteurs d'actions et d'obligations.

Un peu de bon sens

On a vu encore les banques centrales allouer des liquidités abondantes aux banques via les opérations de refinancement de plus en plus exceptionnelles ou aux marchés financiers (investisseurs de toutes sortes) via les programmes de rachat d'actifs. S'agissant de la liquidité reçue par les acteurs des marchés financiers qui vendaient des obligations à la banque centrale, force est de constater que celle-ci a souvent été prioritairement réemployée sur les marchés financiers, conduisant souvent à accélérer la déconnexion entre le prix de certains actifs financiers et les fondamentaux de ces actifs.

Parmi la multitude de procureurs qui rendent aujourd'hui les banques centrales responsables de tous les maux de nos économies, nous n'en avons pas entendu beaucoup avancer deux arguments de bon sens.

Le premier, c'est le fait qu'une banque centrale responsable ne devait pas avoir comme mission exclusive les intérêts des marchés financiers. Ainsi, malgré des statuts officiels d'indépendance, la BCE a par exemple eu un comportement extrêmement dépendant de la pression des politiques et des marchés financiers.

Le second, c'est le fait qu'une banque centrale doit, avant tout, faire preuve d'efficacité. Efficacité pour le vrai financement de l'économie (en faisant en sorte que les canaux de transmission du crédit à l'économie fonctionnent), pour la protection de l'épargne et du pouvoir d'achat de particuliers (le passage en territoire négatif des taux monétaires devenait dès lors un problème) et pour la couverture des risques des agents économiques et des investisseurs dans les meilleures conditions de prix et de liquidité.

Et puisque tout le monde demandait tout aux banques centrales, on a cru que l'on pouvait résoudre des problèmes structurels de l'économie (compétitivité, innovation) avec des taux toujours plus bas et toujours plus de liquidité. La crise du Covid n'a fait qu'accélérer une des évolutions déjà bien ancrées dans le monde économique. Voilà pourquoi, aussi, les jeunes générations – celles qui sont arrivées sur les marchés financiers au début des années 2010 – considèrent avec perturbation la situation d'aujourd'hui comme exceptionnelle – à tort. Car on leur a fait croire que les cycles de politique monétaire restrictive n'existaient que dans les livres. Ceci étant, les générations plus anciennes sont également perturbées, puisque ces cycles de politique monétaire restrictive s'inscrivent dans une configuration inédite.

Des premières historiques et atypiques

Les économies et marchés financiers porteront encore pour longtemps les stigmates des *quantitative easing* (hausse du bilan des banques centrales par la création massive de monnaie) et l'on ne peut imaginer qu'une véritable inflexion soit à venir avec la mise en place ici ou là de mouvements inverses (à savoir le *quantitative tightening*, c'est-à-dire la vente systématique et durable de titres par les banques centrales, donc le retrait de liquidité matérialisé par la baisse de leurs bilans).

Nous vivons donc, et vivront une situation atypique : cycle de hausse des taux avec le maintien paradoxal d'une liquidité abondante. On rappellera que la taille du bilan de la Fed, qui est passée d'environ 1 000 Mds\$ en 2008 à 8 800 Mds\$ mi 2022, n'a baissé que d'à peine 50 Mds\$ ces trois derniers mois. Difficile de parler de contraction de la liquidité dans ces conditions...

C'est encore plus accommodant côté BCE, puisque la taille de son bilan – qui est, sur la même période, passée de 1 200 Mds€ à 8 700 Mds€ – n'a pas enregistré le moindre début de décélération, les tombées de coupons ou de capital sur les obligations achetées étant quasi-systématiquement réinvesties.

Le cycle de resserrement monétaire est également atypique avec la disparition de l'arbitrage (ou dilemme) traditionnel d'une banque centrale entre lutte contre l'inflation et lutte contre une récession à venir.

En effet, le très fort ralentissement de la conjoncture ne va pas gêner le resserrement monétaire des banques centrales pour au moins deux raisons : non seulement, il n'y a pas de politique budgétaire restrictive (notamment en Europe) ; mais encore, il existe de nombreuses pénuries de travailleurs pour des raisons diverses aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe, ce qui rend hautement improbable une remontée des taux de chômage.

Enfin, le cycle de resserrement monétaire est aussi atypique car, cette fois-ci, les banques centrales doivent être particulièrement attentives à la gestion de l'arbitrage entre la lutte contre l'inflation et la volonté d'éviter de créer les conditions d'une violente crise financière provoquée par un *deleveraging*, c'est-à-dire le désendettement « forcé » de nombreux acteurs financiers.

C'est bien entendu la sphère financière de l'économie qui menace ici, plus que la sphère réelle.

Dans notre prochain article, nous verrons pourquoi cet arbitrage combiné à la financiarisation de l'économie va probablement nous faire vivre une nouvelle crise profonde.

L'hypocrisie règne autour des banques centrales (2/2)

Les banques centrales et l'ensemble de la communauté financière ont longtemps favorisé la préférence pour le présent. Abandonner ce principe pourrait être le déclencheur d'une crise systémique.

Comme nous l'avons vu hier, [de nouvelles critiques des banques centrales ont émergé récemment](#). Sur certains points similaires à celles que nous émettons depuis 2009, elles le sont par des économistes, dirigeants politiques ou leaders financiers qui, précédemment, étaient très contents des politiques menées, de l'émission monétaire sans limite. Ces critiques sont justes, mais ne vont pas assez loin.

Nous n'avons cessé d'alerter nos lecteurs à notre « modeste » niveau sur les trois dangers suivants :

- Les bulles d'actifs financiers de plus en plus délirantes, qui repoussent dans le futur des crises financières encore plus violentes, complexes et incontrôlables.
- Les distorsions créées par des niveaux de taux anti-économiques (compte tenu d'un environnement absurde et dangereux de taux courts durablement négatifs en zone euro) avec une allocation de liquidité absolument non optimale, un développement de l'économie de la rente et non de l'économie du capital, qui produit des richesses.
- L'absence d'incitation au niveau de certains gouvernements à réformer et réduire les gaspillages publics – et donc l'insoutenable surendettement public.

Ces trois dangers que beaucoup occultaient ou considéraient comme hypothétiques et potentiels sont devenus bien réels.

Trois illustrations

Pendant longtemps, les banques centrales et l'ensemble de la communauté financière ont favorisé outrancièrement la préférence pour le présent. C'est « malheureusement » le mode de fonctionnement par excellence de l'économie moderne (agents économiques privés, état) en général et des marchés financiers en particulier.

Dès lors que cette préférence pour le présent est remise en cause, la financiarisation de l'économie va connaître une crise profonde.

Je vous propose trois illustrations de cette préférence pour le présent, et comment elle a changé le fonctionnement de nos économies pour le pire.

Première illustration de préférence pour le présent : les banques centrales dites modernes qui transmettent leurs spécificités, privilèges et habitudes à l'ensemble des acteurs de l'économie privée et publique.

Parmi les spécificités d'une banque centrale, il existe le non-remboursement de la dette émise. En créant de la monnaie, la banque centrale émet une dette sur elle-même qui est non exigible, en tout cas tant que la monnaie émise est acceptée comme moyen d'échange, de paiement, de transaction et de réserve.

On imagine mal qu'il en soit autrement dans une économie moderne. Eh bien, les *quantitative easing* ont déresponsabilisé des Etats dépensiers, qui sont désormais bien loin de penser aux remboursements de leurs émissions de dettes publiques. Ils se disent que, finalement, ces dettes finiront bien par être restructurées, ou seront purement et simplement monétisées, donc transformées en monnaie émise par la banque centrale.

Après tout, les banques centrales étant « nationalisées », la dette publique est donc de plus en plus auto-détenue et donc de moins en moins exigible. Dès lors, le surendettement public serait devenu un faux problème.

Mais attention, si le risque de crise des dettes publiques est devenu « inexistant » pour la partie détenue par les banques centrales, il refait surface pour la partie de la dette publique détenue par les créanciers privés. Et la situation empire dans un contexte d'arrêt des rachats de dettes publiques par la banque centrale et de remontée des taux nominaux (même si cela ne se voit pas trop pour l'instant, avec des taux longs réels qui restent très négatifs).

Les valorisations ignorées

La deuxième illustration est l'indifférence aux valorisations de marché.

En effet, une autre spécificité de la banque centrale est qu'elle reste relativement indifférente au *mark-to-market* (valorisation « au marché ») des actifs qu'elle possède, car elle n'est pas liée par les règles comptables qui s'imposent aux banques commerciales.

Cela signifie qu'il n'y a pas de stress et de pression à se recapitaliser, contrairement à une banque normale en situation de baisse des fonds propres provoquée par des moins-values, qu'elles soient latentes ou réalisées sur certains actifs détenus.

Les marchés et investisseurs se sont également progressivement installés dans cette logique d'indifférence vis-à-vis du prix auquel sont rentrés en portefeuille les actifs et vis-à-vis de leur variation de valorisation. Pour une raison simple : ils se sentent protégé par ce que l'on a appelé les « *puts* » successifs des banquiers centraux, de Greenspan (c'est vieux) à Powell et Lagarde en passant par Bernanke ou Yellen.

Le « *put* », c'est (sans doute faudra-t-il dire « c'était ») une assurance implicite mais inconditionnelle de la banque centrale, une sorte de promesse que celle-ci interviendra dans des contextes de stress sur les marchés financiers. Et cela soit par des mesures conventionnelles de baisse des taux directeurs, soit par des mesures non conventionnelles d'injections exceptionnelles de liquidités ou encore très non conventionnelles d'achat d'actifs privés et/ou publics. Toutes choses qui auront pour impact de faire remonter le prix de tous les actifs financiers, quels que soient leurs fondamentaux.

Alors oui, de temps à autre, des bulles d'actifs financiers éclataient à l'occasion d'événements extra-économiques qui mettaient en lumière l'insoutenabilité de leurs valorisations. Cependant, ces anciennes bulles finissaient par se reformer rapidement, puisque la crise née de l'éclatement de ces bulles réactivait le *put* du banquier central.

Aujourd'hui, ce *put* semble avoir disparu... ou, s'il existe encore implicitement, ici ou là, son niveau s'est considérablement déplacé. En d'autres termes, il nécessiterait l'intervention sous une forme ou sous une autre d'une banque de centrale seulement si les niveaux de taux longs étaient bien plus élevés qu'aujourd'hui, ou les indices boursiers bien plus bas).

Pour l'heure, la préférence pour le présent est là aussi remise en cause pour des investisseurs qui suivent de plus près l'évolution du stock de plus-values latentes sur leurs portefeuilles obligataires dans une configuration de hausse des taux longs sans intervention à attendre d'une banque centrale.

Un sentiment d'impunité

Troisième illustration de la préférence pour le présent : les banques centrales avaient développé et renforcé un sentiment d'impunité chez les investisseurs.

Les marchés ont vécu entre 2009 et 2021 avec de confortables rentes de situation. C'est un peu comme si l'investisseur achetait des produits financiers structurés avec le rendement assuré et bonifié sur la période de

court terme, et les risques transférés dans le futur (à la collectivité par un *bail-out*, ou à un établissement qui reprendrait les actifs en cas de scénario catastrophe).

Combien de fois a-t-on entendu dire que, si les choses se compliquaient sérieusement sur les marchés, il y aurait toujours un acheteur ou prêteur en dernier ressort ?

Comment être crédible, si ceux qui prennent des décisions stupides et dangereuses ne tirent jamais les conséquences de leurs erreurs ? Il faudrait pourtant punir toute erreur (disons toute erreur systématiquement répétée) et récompenser tout effort. Ce n'est que de cette façon qu'un système économique peut fonctionner de manière juste et efficace.

Quoi qu'il en soit, ce sentiment d'impunité est en train de se situer bien derrière nous, et il faudra du temps pour que les banques centrales retrouvent une vraie crédibilité anti-inflationniste.

Il est toutefois trop facile de demander aux marchés d'exiger le retour de cette crédibilité, alors même que ceux-ci ont réclamé sans relâche aux banques centrales d'injecter de la liquidité en quantité illimitée pour lutter contre les risques de déflation.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Les sept victimes des crises

rédigé par [Philippe Béchade](#) 21 septembre 2022



Les Publications Agora ont réuni au Château de Courtomer une quarantaine de nos plus fidèles abonnés pour écouter quelques-uns de nos experts... découvrez ce qu'en a retenu l'un d'eux, Philippe Béchade.



Les Publications Agora ont réuni au château de Courtomer une quarantaine de nos plus fidèles abonnés pour notre réunion annuelle de rentrée qui se situe à mi-chemin entre une « université d'été » et une parenthèse dédiée à la douceur de vivre, grâce à quelques parenthèses imprévues (qui ne figurent pas dans le planning pour ménager un effet de surprise).

Oui, un peu de légèreté et quelques moments de grâce pour se ressourcer avec ce que notre monde nous offre de « plus civilisé » (l'opéra) alors que notre monde du « JT de 20h » semble se résumer à un déferlement de pulsions tantôt puériles, tantôt barbares, mais 100% manichéennes.

Nous espérons que les potentialités négatives qui s'accumulent au fil des semaines resteront au stade de menaces auxquelles il est préférable de croire pour mieux les empêcher d'advenir.

Sept bouleversements

Le problème c'est que, si les rédacteurs de nos lettres et leurs abonnés qui ont fait le déplacement sont bien avertis de tous les dangers qui surplombent les marchés, le déni règne parmi ceux dont c'est le devoir de les prévenir et de nous en préserver.

Un déni qui datait de bien avant le déclenchement de la guerre par procuration que se livrent les Etats-Unis et la Russie en Ukraine. Nous notons ainsi que la crise du Covid puis la crise ukrainienne ont déjà fait des victimes incontestables :

– la première, **c'est la vérité** ;

– la deuxième, c'est **la mondialisation** : notre planète devient irréversiblement multipolaire, les égoïsmes remplacent la coopération internationale, et c'est parti pour durer le temps d'une génération ;

– la troisième, c'est **l'argent pas cher** et la « grande modération » (la croissance sans inflation) ;

– la quatrième, c'est **le modèle allemand**, qui reposait sur une énergie bon marché et des débouchés asiatiques qui semblaient infinis ;

– la cinquième, c'est **la bulle immobilière américaine**, qui implique plus de 18 000 Mds\$ d'encours de crédit aux Etats-Unis, et génère des millions d'emplois directs et indirects, majoritairement non délocalisables, dans les secteurs de la construction, des matériaux, des services bancaires, etc. ;

– la sixième victime devrait être **la bulle boursière**, mais les investisseurs ne réalisent pas encore qu'elle a déjà éclaté, car ils portent un casque qui diffuse en continu le narratif de la Fed : ils ne peuvent ainsi entendre clairement le son d'ambiance qui est saturé de fausses notes géopolitiques et économiques ;

– et la septième – peut-être la plus lourde de conséquence, mais certains refusent de l'acter –, il s'agit de **la perte de crédibilité des banques centrales**... qui font tout pour entretenir l'illusion qu'elles maîtrisent encore la situation, d'où une « férocité » revendiquée, jamais vue depuis l'ère Volcker.

En attendant la correction

Mais ces vents contraires sont loin d'avoir provoqué une situation de chaos total sur les marchés. En effet, à côté des marchés obligataires qui affichent, avec -17% depuis le premier janvier, leur pire performance annuelle depuis 1949 – et des cryptos en crise (-50%) –, la classe « actions » est loin de subir une correction hors norme.

Plus surprenant encore, malgré 31 semaines consécutives de décollecte de la part des épargnants américains et européens, les indices boursiers s'en tiennent à des niveaux de correction assez banals, comme nous en observons régulièrement, tous les 2 ou 3 ans : des achats massifs d'ETF compensent cette désertion de la part des « *stock pickers* ».

Les tendances haussières moyen et long terme demeurent intactes, tous nos auteurs le constatent.

Tant qu'un signal de retournement n'est pas validé, il faut rester pragmatique : Etienne Henri, Arthur Toce, Eric Lewin, Mathieu Lebrun et Anice Lajnef – qui s'était joint à notre conférence pour nous rappeler les dangers d'une économie-monde bâtie sur le crédit – ont chacun, à leur façon, démontré qu'il faut relativiser ce qui semble éminemment contre-intuitif.

Le problème énergétique

Etienne Henri a notamment souligné à quel point le secteur énergétique a repris une place stratégique dans les indices, au point de compenser à plusieurs reprises depuis janvier le repli de bien d'autres secteurs, notamment cycliques.

Le volontarisme des États à l'échelle quasi-planétaire de mener à bien une transition énergétique vers une production décarbonée fera émerger de nouveaux champions, tous comme le fit internet avec le *cloud* et le e-commerce, ou bien Airbnb avec l'immobilier.

Il y aura donc quelques gagnants, que nous tenterons d'identifier, et pas mal de perdants, dont la tendance s'est déjà retournée et qu'il faudra s'abstenir d'acheter, même à un prix inhabituellement bas (car 50 ou 60% de repli ne garantit pas forcément un prix plancher).

Etienne Henri avertit toutefois : avec une consommation de gaz qui doit baisser de 15% cet hiver, une France qui devient importatrice d'électricité et un Royaume-Uni en récession, les chances que l'économie européenne se contente de stagner durant les 12 prochains mois sont bien minces.

Selon toute probabilité, notre manque d'énergie nous condamne à quelque chose de pire que la stagflation et qu'il baptise d'un néologisme : la « slumpflation ». C'est à dire une chute d'activité économique générale due non seulement à la hausse des prix – comme de 1973 à 1981 –, mais également à cause de la raréfaction de ressources.

Avec l'assèchement des liquidités des banques centrales, la partie la plus aisée de la population qui profitait de l'impression monétaire pour stocker cette manne céleste dans les actifs les plus volatils va probablement se replier sur ceux qui procurent du rendement sans risque, comme les T-Bonds US.

Le risque d'effondrement boursier pourrait alors pousser les banques centrales à faire machine arrière, comme fin 2018 : baisse des taux et relance du *quantitative easing* (QE), en mode turbo.

Toutes les entreprises ne connaissent pas la crise

Arthur Toce adhère aussi à cette hypothèse, mais c'est difficile à « timer » : lui s'intéresse aux entreprises qui pourraient tirer parti de la crise. Arthur observe de manière optimiste que de nombreux champions d'aujourd'hui n'étaient que des jeunes pousses lors des récessions passées.

Les crises obligent à faire preuve d'originalité, à changer d'approche, à trouver des solutions disruptives : des gains de 1 000% ou plus ne se concrétisent pas sur des modèles « matures », mais sur des dossiers qui révolutionnent notre quotidien comme Amazon, Netflix, Paypal... et demain, notre façon de payer et de stocker de la valeur, car **l'ère de la « blockchain » est devant nous**.

L'avenir sera disruptif ou ne sera pas, et s'il l'est, c'est maintenant qu'il faut commencer à flairer qui a le profil d'un futur Amazon.

Eric Lewin, lui, espère bien que, parmi les *small caps* qu'il suit – et dont il connaît la plupart des dirigeants – une ou plusieurs de ses favorites sortiront renforcées de la crise.

Beaucoup ont énormément baissé, alors que leur situation financière et leur taux de croissance ne le justifie pas : les entreprises sont très bien gérées, c'est particulièrement vrai des saga « familiales ».

Beaucoup d'entreprises à taille humaine regorgent de *cash*. Contrairement aux 100 plus grosses capitalisations, elles n'investissent pas leur trésorerie dans des rachats massifs de titres, elles savent maintenir un niveau confortable de dividendes, et les profits sont souvent supérieurs aux attentes, sans que cela soutienne leur cours, ce qui est aberrant.

Les gérants n'ont qu'une obsession, se placer sur des dossiers suffisamment liquides pour pouvoir en sortir – sans fracasser les cours – si les choses tournaient mal.

Une baisse de 10 ou 15% supplémentaire de Wall Street et des places européennes est possible : ce sera l'occasion de racheter les grandes entreprises de fond de portefeuille avec du « *pricing power* » et une croissance des résultats qui a triomphé de toutes les crises (luxe, logiciels, logistique, etc.).

En Bourse, point de salut ?

Mais Eric mise sur un autre phénomène propre à ce segment des *small caps* qu'il suit de près : nombre de patrons sont déjà dégoûtés de la sous-valorisation de leur entreprise, des frais engagés pour être inscrits à la cote et du peu d'intérêt de la part d'investisseurs qui ne jurent que par les « algos » et la gestion indicielle.

Ils pourraient donc être tentés par un retrait de la Bourse, c'est-à-dire reprendre complètement la main en rachetant les titres en circulation (souvent, c'est moins de 20% qui circulent dans le public) afin de se distribuer 100% des dividendes et ne plus rien devoir à personne.

Ces opérations de rachat de titres (OPR), donnent souvent lieu à une (forte) « prime de rachat » offerte aux actionnaires demeurées fidèles, allant de 20 à 40%.

Il y a aussi des entreprises dont les actions atteignent – à force de baisser sans raisons objectives – des « cours idiots » : si le flottant est suffisant pour qu'un concurrent puisse s'emparer d'une minorité de blocage ou ait une chance de devenir majoritaire, alors des OPA deviennent possibles, avec à la clé des primes qui peuvent aller de 20 à 100%.

Pour ma part, et cela n'a pas valeur de conclusion – car je vous renvoie aux sept points de basculement que j'ai déjà évoqué –, je reste très attentif au processus de « *militarisation du dollar* » que j'ai évoqué lors de mon intervention à Courtomer, c'est-à-dire cet impératif de contrecarrer le processus de dédollarisation assumé – voire militant – de la part de pays ayant acquis le statut d'acteurs majeurs de l'économie mondiale.

Je reviendrai sur ce concept dans ma toute prochaine chronique.

Je vous quitte sur un constat qui a valeur d'avertissement pour ceux qui connaissent bien les principes de la gestion algorithmique, basée sur la combinaison de milliards de données relevant de l'analyse graphique : attention à l'impact technique de l'annonce d'un triple relèvement de taux par la Fed, la Bank of England et la Bank of Japan ces mercredi 21 et jeudi 22... à un rythme jamais observé depuis les années 1980.

Que le CAC 40 ait tenu au-dessus des 6 000 points et le Dow Jones au-dessus des 30 000 (seuils de rupture majeurs) tout l'été sera peut-être bientôt considéré comme l'un des plus grands prodiges boursiers depuis que les banques centrales ont instauré les QE.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Le grand pillage

Jeffrey Tucker 16 septembre 2022, traduit de l'anglais par Nyouz2Dés

DAILY RECKONING



L'année prochaine à la même époque, le dollar après le verrouillage vaudra 0,70 \$ ou moins, en voie de devenir un demi-dollar. Dans à peine cinq ans, le dollar aura perdu la moitié de sa valeur intérieure, même si sa valeur parmi les monnaies internationales augmentera probablement. Le dollar reste la monnaie la moins laide du monde, même si elle a été systématiquement détruite en quelques années seulement.

Pourtant, la réalité ne s'est pas imposée. L'autre jour, lorsque l'indice des prix à la consommation a été publié, la première série de rapports était (si vous pouvez le croire) plutôt positive. Le Wall Street Journal a titré la nouvelle : l'inflation "s'atténue".

J'ai vu cela trois minutes après avoir regardé les données publiées par le ministère du travail. Je n'en croyais pas mes yeux.

Il est clair que l'on nous ment tous les jours et toutes les heures. Si le peuple américain connaissait la vérité, il y aurait une révolution. Du moins, on peut l'espérer.

Le chiffre principal était déjà assez mauvais. Mais regardez la pile de deux ans. Il a fini par atteindre le chiffre énorme de 13,6%. Lorsque l'IPC a été publié au même taux de 8,3% en avril de cette année, la pile de deux ans n'était que de 12,5%.

C'est un signal : pas mieux, pas pareil, mais pire.

Il a fallu plusieurs heures avant que Wall Street ne comprenne. À midi, le DJIA avait perdu 800 points. À la clôture, le Dow Jones avait chuté de 1 300 points, la pire chute depuis deux ans. La raison était claire. L'inflation ne faiblit pas, contrairement à ce que Biden a déclaré le mois dernier, à savoir que l'inflation était de 0 %, un point auquel seuls les plus stupides croient.

Il s'avère qu'une fois le prix de l'essence supprimé de l'augmentation mensuelle, nous sommes solidement dans les deux chiffres.

La Fed absurde

L'idée brillante de la Fed est de continuer à augmenter les taux d'intérêt, mais pas suffisamment pour faire passer les taux à court terme en territoire positif, ce qui revient à dire que cette stratégie ne fonctionnera pas. Plus précisément, elle fonctionnera pour faire s'effondrer les marchés de l'immobilier et des obligations et pousser les personnes nouvellement endettées par carte de crédit dans de nouvelles profondeurs de la faillite. Elle ne permettra pas de refroidir et encore moins d'arrêter ce gâchis inflationniste.

Analysons la situation.

La bonne nouvelle est que l'essence a baissé de 10,6 % par rapport au mois précédent et qu'elle est bien inférieure aux sommets atteints en juin. Mais ces fluctuations d'un mois à l'autre masquent le problème général. Par rapport à il y a 12 mois, l'essence a encore augmenté de 25,6 %, ce qui est alarmant à tout point de vue. La situation est bien pire pour le fioul. Malgré une baisse de 5,9 % le mois dernier, il est toujours en hausse de 68,8 % par rapport à il y a 12 mois.

Ce sont les prix des denrées alimentaires, tant à la maison qu'à l'extérieur, ainsi que les factures d'électricité et de services publics qui ont fait grimper les chiffres de ce mois-ci. Vous l'avez sûrement remarqué. J'ai observé les données en temps réel et j'ai vu que cela changeait radicalement en six semaines.

L'électricité a augmenté de 1,5 % en août et les services publics en général de 3,5 %. Sur 12 mois, cela représente respectivement 15,8 % et 33 %. C'est une inflation très sérieuse, et remarquez la migration du virus dans le secteur de l'énergie. Il arrive au gaz, le quitte, puis infecte les factures d'électricité et de services publics.

Du Royaume-Uni aux États-Unis

L'Europe et le Royaume-Uni retournent rapidement au Moyen Âge sans électricité. Mais le premier ministre britannique et la Commission européenne instaurent des plafonds de prix, ce qui ne signifie qu'un rationnement à l'approche de l'hiver.

En Europe, les politiques sont encore plus stupides : Ils ont imposé une taxe (une taxe !) sur les bénéfices exceptionnels des compagnies d'énergie, ce qui est une façon de punir les producteurs pour avoir produit à une époque de graves pénuries.

C'est à n'y rien comprendre.

Les Américains d'aujourd'hui ont quelque chose de particulier : Nous croyons que cela ne peut pas et ne va pas se produire ici. C'est absurde. Nous pourrions nous retrouver dans cette situation exacte dans quelques mois. L'administration Biden s'est lancée dans une guerre sainte contre l'essence tout en vantant les mérites de l'électricité, du vent et du soleil. Et maintenant, regardez : L'électricité, le vent et le soleil font sauter la banque alors que le prix de l'essence se détend un peu.

Vous pourriez être triste d'avoir acheté ce véhicule électrique, surtout si vous vivez en Californie, qui rationne déjà l'électricité pour les conducteurs. Attendez un peu : Les Bidenites ne tarderont pas à fulminer contre l'électricité aussi, au motif que la source principale n'est pas propre mais sale : le charbon. Ils veulent que nous vivions tous comme de purs esprits dans une fantaisie rousseauiste, en profitant du soleil et du vent.

J'avais lu quelque part que les prix des voitures neuves et d'occasion avaient baissé au cours du mois dernier. Pas du tout : C'est encore de la propagande. Les voitures neuves ont augmenté de 0,8 % en août et de 10,1 % sur l'année. Les voitures d'occasion n'ont que légèrement baissé en août, de 0,1 %, mais elles ont augmenté de 7,8 % sur l'année.

Les services de transport ont augmenté de 0,5 % en août et de 11,3 % sur l'année. Les prix du logement n'ont pas baissé non plus, mais plutôt le contraire : 0,7 % pour le mois et 6,2 % pour l'année. Et jusqu'à présent, dans cette vague inflationniste, les services médicaux ont été protégés de la pression sur les prix. Ce n'est plus le cas. Ici aussi, nous assistons à des changements soudains : 0,8 % pour le mois et maintenant 5,6 % pour l'année.

En effet, ils sont dans un sérieux pétrin aujourd'hui, avec ce rapport sur l'inflation qui défie toutes les prévisions et déclenche une sérieuse alarme incendie. Les prix à la production publiés aujourd'hui en sont la preuve : Une fois le prix de l'essence supprimé, les producteurs paient plus que jamais.

Le grand pillage

Goldman Sachs a annoncé cette semaine qu'elle allait lancer une nouvelle série de licenciements. Sur la base de ce qu'ils observent, ils s'attendent à une récession douloureuse qui ne touchera pas seulement le secteur financier mais l'ensemble du secteur des affaires. C'est important car cela révèle comment la douleur se propage de Big Tech à tous les secteurs de la vie économique.

La politique étant si intense ces jours-ci, nous ne pouvons même pas nous approcher d'une comptabilité objective des faits les plus fondamentaux. Le mois dernier, nous avons entendu dire que l'inflation avait disparu et nous constatons aujourd'hui qu'elle est plus grave que jamais, même selon les données officielles, dès lors que l'on examine un éventail de prix.

Dans quelques mois, compte tenu des tendances actuelles, nous pourrions nous retrouver dans une situation semblable à celle du Royaume-Uni, avec des appels au plafonnement des prix et au rationnement. Ne pensez pas un seul instant qu'ils ne le feront pas. Ils le feront.

Il y a très peu de moyens de s'échapper désormais.

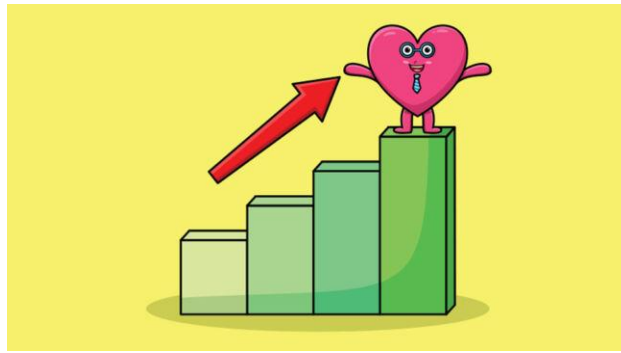
Le sac de pièces d'or et d'argent de mon père et ses cinq acres au bord d'un lac rural ont de plus en plus d'allure.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Voici qui aime l'inflation

Jim Rickards 17 septembre 2022 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés

DAILY RECKONING



Les responsables gouvernementaux disent tout le bien qu'ils pensent de l'inflation et de la façon dont ils essaient de la combattre. Mais en secret, ils ne sont pas si contrariés par l'inflation.

Pourquoi ? Parce que l'inflation rend la dette beaucoup plus facile à supporter. Pour un gouvernement dont la dette s'élève à plus de 31 000 milliards de dollars, il a besoin de toute l'aide qu'il peut obtenir.

Voyons comment nous en sommes arrivés là...

Le marché des obligations d'État américaines a été inventé par Alexander Hamilton au début du premier mandat de George Washington, vers 1790. Les États-Unis d'Amérique nouvellement formés faisaient face à des réclamations de créanciers qui avaient financé la guerre d'indépendance.

Le Congrès avait une solution simple : Défaut de paiement ! C'est la méthode américaine. Mais Hamilton avait une meilleure idée.

Il a dit que le nouveau gouvernement devrait emprunter plus d'argent et l'utiliser pour rembourser les anciens créanciers. Une fois que nous aurions fait cela, nous serions considérés comme solvables et nous pourrions emprunter encore plus d'argent pour rembourser l'argent emprunté lors du premier tour.

Ce plan a connu un tel succès que le marché du Trésor américain existe depuis 230 ans. C'est le nombre d'années pendant lesquelles les États-Unis ont emprunté de l'argent frais pour rembourser d'anciennes dettes.

En 1835, Andrew Jackson est devenu le premier et le seul président à avoir ramené la dette nationale à zéro.

L'inflation est la seule issue possible

L'histoire de la dette américaine n'est pas celle d'une augmentation constante de la dette pendant 230 ans. L'histoire réelle est que la dette a augmenté en temps de guerre et qu'elle a été remboursée en temps de paix.

La dette a augmenté lors de la guerre de 1812, de la guerre américano-mexicaine de 1846-1848, de la guerre de Sécession, de la première et de la deuxième guerre mondiale, de la guerre de Corée, du Vietnam et sous Reagan pour gagner la guerre froide. (La seule augmentation majeure de la dette sans guerre avant 2000 a eu lieu pendant la Grande Dépression).

Mais la dette de guerre a été remboursée en temps de paix, notamment dans les années 1820, 1870, 1920 et 1990. Ce n'est qu'après 2000 que les choses ont déraillé et que la dette publique a augmenté de façon vertigineuse sous George W. Bush, Barack Obama, Donald Trump et Joe Biden.

Aujourd'hui, la dette est ingérable sans inflation. L'inflation favorise les débiteurs car ils peuvent rembourser la dette avec des dollars qui se déprécient. Il est plus facile de rembourser une dette parce que vous la remboursez avec des dollars qui ont moins de valeur que lorsque vous les avez empruntés. L'inflation diminue donc la **valeur**

réelle de la dette.

En revanche, la déflation augmente la valeur réelle de la dette. Avec la déflation, la valeur de l'argent augmente, ce qui rend le remboursement de la dette plus pénible. C'est pourquoi les débiteurs détestent la déflation.

L'autre moyen de faire face à la dette est de faire défaut. Mais les États-Unis n'ont aucune raison de faire défaut, car la dette est en dollars et nous pouvons imprimer les dollars.

C'est le grand avantage d'avoir la première monnaie de réserve du monde, ce que le ministre français des finances Valéry Giscard d'Estaing appelait le "*privilège exorbitant*" dans les années 1960.

Le piège mortel de la dette

Les personnes qui disent "*Nous ne pouvons pas rembourser la dette nationale*" ne comprennent pas ce marché. Il n'y a pas besoin de rembourser la dette nationale. Nous devons simplement continuer à la rembourser. Mais pour ce faire, nous devons maintenir notre solvabilité, comme Hamilton l'avait compris. Une fois que notre crédit est remis en question, tout le château de cartes s'effondre.

Cela se traduit d'abord par des taux d'intérêt plus élevés, puis par une dévaluation du dollar et enfin par des marchés illiquides où la dette ne peut être vendue qu'à la Fed. L'étape finale est l'hyperinflation et l'effondrement complet de la monnaie et des obligations.

Cela ne se produira pas demain, mais nous nous rapprochons de cette fin de partie plus que beaucoup ne le pensent.

J'ai déjà dit que les États-Unis sont pris dans le piège mortel de la dette. La politique monétaire ne nous en sortira pas, car la vitesse de circulation de l'argent, c'est-à-dire le rythme auquel l'argent change de mains, est en baisse.

Le fait d'imprimer plus d'argent n'y changera rien.

La politique budgétaire ne fonctionnera pas non plus en raison des ratios d'endettement élevés. Aux ratios actuels de la dette par rapport au PIB, chaque dollar supplémentaire dépensé génère moins d'un dollar de croissance. Mais comme il doit être emprunté, il ajoute un dollar à la dette. La dette devient un frein réel à la croissance.

Le ratio augmente et la situation devient de plus en plus désespérée. L'économie se développe à peine alors que la dette augmente. En gros, vous devenez le Japon.

La dette nationale est de 31,5 trillions de dollars. Une dette de 31,5 trillions de dollars ne serait pas un problème grave si nous avions une économie de 50 trillions de dollars.

Mais nous n'avons pas une économie de 50 trillions de dollars. Nous avons une économie de 23 trillions de dollars, ce qui signifie que notre dette est plus grande que notre économie. Et elle est en train de stagner.

Est-ce déjà une récession ?

Nous avons déjà connu deux trimestres consécutifs de croissance négative du PIB, ce qui est la définition classique de la récession. Nous sommes maintenant confrontés à la possibilité réelle d'un troisième trimestre de croissance négative. La Federal Reserve Bank of Atlanta a publié son estimation de la croissance du troisième trimestre en utilisant les données dont nous disposons à ce jour.

Le résultat est une prévision de croissance du PIB de 0,5 %, contre 1,3 % la semaine dernière. Ne soyez pas surpris si la baisse se poursuit, ou si le PIB du troisième trimestre est négatif.

Que diraient alors les détracteurs de la récession ?

La Fed se prépare maintenant à relever à nouveau les taux la semaine prochaine. Les données sur l'inflation du mois d'août signifient que la Fed fera un autre mouvement agressif, probablement de 75 points de base. Mais la Fed resserre ses taux en cas de faiblesse, ce qu'elle découvrira une fois qu'il sera trop tard.

Vers une crise de la dette souveraine

En termes simples, dans une perspective plus large, **les États-Unis sont en faillite**. Nous nous dirigeons vers une crise de la dette souveraine.

Je ne dis pas cela pour faire de l'effet. Je ne cherche pas à effrayer les gens ou à faire du bruit. C'est juste une évaluation honnête basée sur les chiffres.

Les réductions d'impôts ne nous sortiront pas de la crise, pas plus que les changements structurels de l'économie. Ces deux mesures seraient utiles si elles étaient appliquées correctement, mais le problème est tout simplement trop important. On ne peut pas se débarrasser d'une telle dette en grandissant.

Une bombe à retardement économique est donc en train de se déclencher. La vitesse diminue. La dette augmente alors que la croissance ralentit. L'explosion se produira sous la forme de l'éclatement des bulles d'actifs et de l'effondrement des actions, ce qui est déjà en cours.

Il n'y a pas d'autre moyen de sortir du piège mortel de la dette que l'inflation. Et c'est pourquoi ils ne sont pas aussi contrariés par l'inflation qu'ils voudraient vous le faire croire.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Une autre fissure dans les fondations du dollar

Jim Rickards 19 septembre 2022 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés

DAILY RECKONING



Si vous êtes un lecteur de longue date du Daily Reckoning, vous avez entendu parler de nombreux plans visant à mettre fin au rôle du dollar américain en tant que principale monnaie de réserve.

Ces plans portent de nombreux noms, dont le Great Reset, Bretton Woods II et d'autres noms suggérant une sorte de conspiration obscure. La réalité est moins sinistre mais non moins importante.

La principale chose à comprendre concernant le rôle du dollar dans le système monétaire international est qu'il y a une grande différence entre une **monnaie de réserve** et une **monnaie de paiement**.

Une monnaie de réserve désigne l'unité de dénomination des titres détenus en réserve par les pays. C'est un peu comme votre compte d'épargne, mais il est contrôlé par le trésor ou le ministère des finances de chaque pays.

Ces réserves ne sont pas de véritables dépôts monétaires. Ce sont des titres tels que les bons du Trésor américain ou les bons du gouvernement allemand (bunds). Ils sont libellés en dollars ou en euros, mais ce sont des titres, pas des liquidités. C'est là que réside la clé.

Si vous ne disposez pas d'un marché des titres d'État important et liquide, avec un bon état de droit, vous ne pouvez pas être considéré comme une monnaie de réserve. Le marché du Trésor américain est le seul marché au

monde suffisamment important pour absorber l'épargne des grandes puissances commerciales telles que la Chine, le Japon et Taïwan, de sorte que le dollar est la principale monnaie de réserve.

Cela ne changera pas dans un avenir proche. Lorsque le dollar a remplacé la livre sterling, il a fallu 30 ans, de 1914 à 1944, pour mener à bien ce processus.

La différence essentielle entre une monnaie de réserve et une monnaie de paiement

Une monnaie de paiement est différente. C'est l'unité de compte pour payer les importations et les exportations, mais ce n'est en fait qu'un moyen de compter les points. Périodiquement, les partenaires commerciaux règlent leurs comptes par un transfert d'actifs pouvant inclure des matières premières, des dollars, des euros ou de l'or.

Il est beaucoup plus facile de lancer une nouvelle monnaie de paiement qu'une nouvelle monnaie de réserve, car il n'est pas nécessaire de disposer d'un vaste marché de titres. Il suffit de disposer d'un système de grand livre fiable et de partenaires bien disposés.

Des efforts sont en cours pour introduire de nouvelles monnaies de paiement et de nouveaux canaux de paiement, un processus qui a été accéléré par le régime de sanctions contre la Russie.

À la suite de l'invasion russe en Ukraine, les États-Unis ont éjecté la Russie du système international de paiements bancaires **SWIFT**, gelé les dépôts en dollars détenus par des Russes dans le monde entier, gelé les actifs libellés en dollars détenus par la Banque centrale de Russie et interdit aux investisseurs américains d'effectuer de nouveaux investissements en dollars en Russie.

Aucune de ces sanctions ne serait efficace ou même possible sans l'utilisation du dollar et du système de paiement en dollars.

Aujourd'hui, la Russie et la Chine travaillent à l'élaboration d'un nouveau système destiné à remplacer SWIFT (le principal canal de communication des paiements internationaux) qui permettrait d'effectuer des paiements en yuan et en roubles entre elles. De là, il n'y a qu'un pas à franchir pour créer un nouveau jeton numérique qui permettra de compter les points.

Qui a besoin de dollars ?

Si la Russie reçoit des yuans en échange de pétrole, elle pourra utiliser ces yuans pour acheter d'autres biens à la Chine, notamment des semi-conducteurs et des produits manufacturés. Si la Chine gagne des roubles en vendant des marchandises à la Russie, elle pourra utiliser ces roubles à bon escient en achetant du pétrole et du gaz naturel russes avec ces roubles.

Cela conduira à un élargissement des liens commerciaux entre la Russie et la Chine et amorcera un processus de mise à l'écart du dollar américain puisqu'il ne sera plus l'unité de compte dans le commerce russo-chinois.

À cet égard, la Russie travaille rapidement à la mise en place de nouveaux canaux de paiement pour permettre à son commerce de se dérouler sans dépendre du dollar. Entre-temps, la Russie continue de percevoir plus de 21 milliards de dollars par mois en paiements en devises fortes pour son pétrole et son gaz naturel et elle a trouvé de nouveaux clients en Inde et en Chine pour compenser les clients perdus en Europe occidentale.

Ces relations commerciales ont tendance à se développer et à inclure d'autres partenaires commerciaux auxquels le rouble et le yuan peuvent être utiles. D'autres pays des BRICS+ et d'ailleurs seraient invités à les rejoindre.

Le dollar peut être utilisé pour un changement de régime en créant une hyperinflation, des retraits bancaires et une dissidence intérieure dans les pays ciblés par les États-Unis. Les États-Unis peuvent déposer les gouvernements de leurs adversaires, ou du moins atténuer leurs politiques, sans tirer un coup de feu.

Les nations du monde entier se rendent compte que tant qu'elles dépendront du dollar pour détenir des actifs ou acheter des produits de base mondiaux, elles seront sous la coupe de ceux qui contrôlent les systèmes de paiement en dollars, c'est-à-dire essentiellement les États-Unis avec l'aide de grandes banques européennes et japonaises.

Les nations savent également que si la Russie est la cible actuelle des sanctions, d'autres pays pourraient facilement être les prochains. La seule façon d'échapper aux sanctions est d'échapper au dollar.

Une nouvelle OPEP

J'ai récemment signalé qu'un nouvel effort a été entrepris pour former un cartel du gaz naturel avec la participation de la Russie et de l'Iran et éventuellement d'autres pays.

Cette nouvelle organisation pourrait fonctionner comme l'OPEP, sauf que l'actif stratégique serait le gaz naturel plutôt que le pétrole. Parmi les autres pays qui pourraient rejoindre ce nouveau cartel figurent le Qatar et l'Azerbaïdjan. À eux seuls, la Russie, l'Iran et le Qatar contrôlent environ 60 % des réserves mondiales de gaz naturel.

Un tel cartel serait en mesure de conclure des accords exclusifs avec des acheteurs privilégiés comme la Chine, et d'exclure le dollar. Il pourrait introduire une nouvelle monnaie numérique adossée à un panier de matières premières, dont l'or.

Cela a également des implications géopolitiques.

Imaginez un commerce à trois dans lequel la Corée du Nord vend des armes à l'Iran, l'Iran vend du pétrole à la Chine et la Chine vend de la nourriture à la Corée du Nord. Toutes ces transactions peuvent être enregistrées sur une blockchain et compensées sur une base trimestrielle, le paiement de règlement net étant effectué en or expédié à la partie dont le solde net est dû. C'est un aperçu de ce à quoi ressemble un futur système de paiement sans dollar.

En soi, cette évolution ne signifie pas la fin du dollar américain dans les paiements mondiaux. Mais elle pourrait être le début de la fin de la domination du dollar dans le commerce. La difficulté est que ces petits pas pourraient s'accumuler et prendre de l'ampleur pour finalement remettre en cause le dollar en tant que monnaie de réserve.

Rien n'est éternel, surtout en économie internationale.

Historiquement, de tels processus commencent lentement mais se terminent par un effondrement rapide du rôle de l'ancienne monnaie championne. Les investisseurs ne doivent pas exclure un processus similaire avec le dollar.

La façon de s'y préparer n'est pas avec des dollars, des roubles ou des yuans. Le moyen pour les investisseurs de se préparer est l'or.

▲ [RETOUR](#) ▲

Qu'est-ce que le Great Reset ?

par Tuomas Malinen 2022-09-03





Image composée par J-P

Au cours de l'été 2021, nous avons commencé à être plutôt inquiets. Le monde semblait dériver vers quelque chose de "dystopique".

Les réponses à l'épidémie de coronavirus, dont nous avons averti le potentiel destructeur fin janvier 2020, sont devenues épidémiques en 2020 et 2021. Les verrouillages et les plus grandes opérations de sauvetage jamais menées par les banques centrales et les gouvernements transformaient nos sociétés d'une manière inédite dans l'ère moderne.

Nous avons mis en garde contre ces politiques sur le scénario de la dystopie économique mondiale présenté dans le numéro spécial de décembre 2020 de notre série Q-Review. Nous y écrivions :

Nos abonnés devraient se concentrer sur le chemin sur lequel nous avons été placés. À moins que nous ne la changions, cette voie mène à la dystopie. La socialisation complète des marchés financiers et l'imposition des monnaies numériques des banques centrales scelleraient notre destin. Si nous ne changeons pas de cap maintenant, nous pourrions d'abord voir nos libertés économiques s'envoler. Nos libertés politiques suivront par la suite.

Ainsi, nous étions, plutôt involontairement, en train de voir nos pires prédictions devenir réalité. Cela nous a obligés à creuser plus profondément et à analyser le programme hautement spéculé de la Grande Réinitialisation mené par le Forum économique mondial, ou WEF. En décembre 2021, nous avons publié un rapport spécial sur ce programme.

Nous résumons ici nos principales conclusions.

Les principales composantes de la Grande Réinitialisation

Dans son discours du 3 juin 2020, Klaus Schwab a présenté trois composantes principales de la Grande Réinitialisation :

- Les gouvernements devraient orienter le marché vers des "résultats plus équitables" en utilisant des politiques fiscales, réglementaires et budgétaires, notamment des impôts sur la fortune et la suppression des subventions aux combustibles fossiles, et imposer un nouvel ensemble de règles régissant la propriété intellectuelle, le commerce et la concurrence.
- Veiller à ce que les investissements fassent progresser les "objectifs communs", comme l'équité et la durabilité, grâce à des programmes d'investissement à grande échelle dirigés par les gouvernements, comme le Fonds de relance de l'UE et le projet de loi sur les infrastructures des États-Unis.
- "Exploiter" les innovations de la soi-disant quatrième révolution industrielle pour relever les défis sanitaires et sociaux.

Tout cela semble naturellement très intrigant et "progressiste". Cependant, lorsque nous avons commencé à analyser la manière dont elles seraient mises en œuvre et surtout où elles mèneraient, nous avons remarqué que le "diable", une fois encore, se trouve dans les détails.

Piloter les marchés ?

L'idée première de piloter le marché est vieille de plusieurs décennies, voire de plusieurs siècles. Beaucoup pensent que les "marchés" sont quelque chose que nous devons contrôler. Ce point de vue ne tient pas compte du fait que nous sommes les marchés.

Les marchés sont constitués de sociétés et de différents types d'investisseurs. Les marchés sont, essentiellement, juste des personnes. Si nous n'aimons pas la façon dont quelque chose est échangé, nous pouvons facilement changer cela en modifiant notre comportement, en tant que groupes d'individus.

Les taxes introduisent des inefficacités et des distorsions dans le processus du marché, qui cherche à trouver les prix corrects pour tous les produits et services à un moment donné. Certaines subventions, comme celles qui soutiennent la production d'énergie et d'aliments, ont pour but de soutenir l'offre (et les fournisseurs, comme les agriculteurs) et de garantir l'accès aux produits de première nécessité, comme l'électricité, la nourriture et l'eau. De ce point de vue, ces subventions peuvent être acceptables, surtout si la "sécurité nationale" est invoquée. Ces questions ne sont pas abordées dans le programme de la Grande Réinitialisation.

L'agenda n'indique pas non plus clairement quelles devraient être les nouvelles règles concernant la propriété intellectuelle, le commerce ou la concurrence. Ce flou dans les déclarations d'action, qui entoure l'agenda, est toujours un grand risque, car elles peuvent (tendent à) être remplies d'agendas politiques secrets, concurrents et parfois très destructeurs.

L'orientation des investissements par les gouvernements : une mauvaise idée

L'idée selon laquelle les gouvernements ou les organismes intra-nationaux devraient veiller à ce que les investissements fassent progresser les "objectifs communs" (quels qu'ils soient) est dangereuse.

Il est bien documenté que, par exemple, les programmes d'investissement gérés par l'UE ont été très inefficaces. C'est devenu douloureusement visible au cours de la crise énergétique actuelle, qui se prolongera longtemps l'année prochaine et au-delà. Il en va de même pour de nombreux programmes de "révolution verte" menés dans le monde entier. Voir, par exemple, les programmes de politique verte ratés de l'administration Obama.

De même, de manière assez étrange, le Fonds monétaire international, ou "FMI", a commencé à soutenir le programme d'investissement géré par les gouvernements, contre lequel il s'est battu pendant des décennies. Depuis le tout début, en 1952, l'objectif principal des programmes d'aide d'urgence que le FMI accorde aux pays est de supprimer les subventions gouvernementales inefficaces (voir le dossier historique de, par exemple, Malinen et Ropponen).

Aujourd'hui, ils plaident en leur faveur. Pourquoi ?

Défis sociaux

Les "défis sociaux" que l'agenda de la Grande Réinitialisation tente de relever ont été détaillés dans le livre de Klaus Schwab et Thierry Malleret comme "une offre plus large, sinon universelle, d'assistance sociale, d'assurance sociale, de soins de santé et de services de base de qualité" et "une protection renforcée des travailleurs et des personnes les plus vulnérables".

Il s'agit naturellement d'objectifs tout à fait défendables, comme le savent tous les citoyens des États providence nordiques. Toutefois, les États nordiques se sont développés économiquement, politiquement et culturellement en parallèle, ce qui a conduit à l'intégration simultanée de réseaux efficaces d'assurance sociale, d'éducation et de soins de santé. Le modèle nordique de bien-être n'est donc pas quelque chose qui peut être directement copié sur d'autres nations développées.

La question qui se pose à la grande majorité des pays du monde est plutôt de savoir comment ils paieront l'augmentation des dépenses sociales et comment ils s'assureront qu'elle sera rentable.

La littérature sur la Grande Réinitialisation a également tendance à ne pas aborder cette question. Elle ne donne que de vagues indications sur l'augmentation de la taxation des riches, par exemple en comparant de manière populiste le salaire d'un gestionnaire de fonds spéculatifs à celui d'une infirmière.

Le capitalisme des parties prenantes

Au cœur des objectifs publiquement déclarés de la Grande Réinitialisation se trouve ce qu'on appelle le "capitalisme des parties prenantes".

Ses détails sont assez difficiles à quantifier, car ils sont généralement présentés de manière vague, mais il propose que les grandes entreprises deviennent des "administrateurs de la société" par le biais d'une série de "partenariats multipartites". Cela permettrait de réunir le secteur privé, les gouvernements et la société civile dans tous les domaines de la gouvernance mondiale.

Le principe de base est que les entreprises seraient tenues d'équilibrer, ou de rendre compte, des coûts et des avantages qu'elles produisent pour la société. En examinant la question de plus près, on s'aperçoit que si l'idée est superficiellement attrayante (comme le socialisme), les détails d'un tel système posent des problèmes prévisibles et graves, comme la corruption qui émerge toujours dans les grandes structures de contrôle.

En outre, l'ampleur de la coopération proposée, publiée en 2010, est à couper le souffle. Les initiatives du WEF placeraient probablement tous les domaines de l'existence humaine sous une gouvernance mondiale, ce qui est, en fait, ce dont nous parlons : la formation d'un gouvernement mondial.

Ainsi, l'idée du capitalisme "à participation" est que les entreprises deviendraient des acteurs plus importants dans un système décisionnel mondial encore plus grand et plus intrusif. Les gouvernements et les clients (et les actionnaires) ne seraient que des "parties prenantes". Un tel système serait particulièrement menaçant pour les petites et moyennes entreprises et donc pour la classe moyenne.

Destruction des PME ?

Si certains auteurs considèrent que le "capitalisme des parties prenantes" conduirait à un monde dominé par les grandes entreprises, ils ont tendance à oublier le rôle des gouvernements et des institutions multinationales dans la gouvernance et la réglementation.

Si les grandes entreprises peuvent faire pression sur les gouvernements et les autorités, ces derniers ont toujours le dessus, du moins tant qu'ils ont le contrôle de la législation et des institutions qui font respecter l'État de droit. Le véritable souci ici est que le "capitalisme des parties prenantes" n'est qu'un nom fantaisiste pour le fascisme qui, par essence, est l'alliance des entreprises et des gouvernements.

Cependant, l'idée que les grandes entreprises s'intègrent davantage dans le système de gouvernance soulève une autre menace économique très sérieuse. Les grandes entreprises devenant une partie essentielle du système de gouvernance mondiale, elles pourraient facilement rendre la vie des petites et moyennes entreprises très difficile en créant des obstacles législatifs et réglementaires pour les PME.

Nous pourrions nous retrouver dans une situation où les PME disparaîtraient ou deviendraient de simples esclaves des grandes entreprises. Il est presque certain que cela entraverait sérieusement la "destruction créative" qui a été le moteur de notre croissance économique au cours des 200 dernières années. En outre, la destruction des PME entraînerait également la mort de la classe moyenne.

Qui participe et pourquoi ?

Ce qui est très inquiétant, c'est que l'initiative Great Reset, lancée par le WEF au cours de l'été 2020, a pour

partenaires un très grand nombre des entreprises les plus influentes du monde. Participent-elles par pur altruisme ou pour un autre motif ?

Il serait naïf de penser que les grandes entreprises participeraient à quelque chose qui ne leur serait pas profitable. Comme expliqué plus haut, le capitalisme participatif renforcerait leur rôle dans la gouvernance mondiale et contribuerait essentiellement à assurer leur avenir, car elles deviendraient très efficaces pour supprimer la concurrence.

De plus, il y a une pression claire pour faire avancer et approfondir la gouvernance mondiale. Ainsi, la Grande Réinitialisation peut en fait être un moyen de créer une prise de pouvoir majeure des sociétés démocratiques vers la gouvernance mondiale, un oligopole autoritaire mondial - si ce n'est un véritable fascisme - en quelque sorte.

La semaine prochaine, nous nous pencherons sur les scénarios auxquels la Grande Réinitialisation pourrait nous conduire.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Au cœur de la zone de danger

Jim Rickards 20 septembre 2022

DAILY RECKONING



La Fed a donné le coup d'envoi de sa réunion de deux jours aujourd'hui à Washington. Le résultat le plus probable est une hausse des taux de 0,75 %, ce qui porterait le taux cible de la Fed entre 3 et 3,25 %.

Le marché boursier a connu une baisse significative aujourd'hui avant l'annonce de demain. Il est important de noter que le rendement du Trésor à 10 ans a atteint 3,57 % aujourd'hui, son niveau le plus élevé depuis plus de dix ans.

La hausse des rendements est particulièrement néfaste pour les valeurs de croissance, qui ont représenté une grande partie des gains du marché ces dernières années.

Dans le même temps, la Fed d'Atlanta a une nouvelle fois revu à la baisse ses estimations de croissance pour le troisième trimestre, à 0,3 %. Son estimation précédente était de 0,5 % et celle d'avant était de 1,3 %. Il suffit de regarder la tendance.

Quelqu'un sera-t-il surpris si ses prochaines prévisions annoncent une croissance nulle ou négative au troisième trimestre ? Cela pourrait représenter trois trimestres consécutifs de croissance négative. Comme vous le savez probablement, la définition classique d'une récession est une croissance négative pendant deux trimestres consécutifs.

Comme je l'ai répété à maintes reprises, la Fed resserre ses conditions de travail en cas de faiblesse. Elle continuera à le faire jusqu'à ce que quelque chose se brise.

La preuve est dans le pudding

La hausse des taux de demain sera la cinquième hausse consécutive, et la troisième hausse consécutive de 0,75 %. C'est une indication que la Fed est sérieuse dans sa volonté de refroidir l'économie et de retirer ses mesures de stimulation à l'argent facile. En conséquence, les actions ont tendance à s'effondrer. Il suffit de regarder les performances du marché cette année.

Le marché boursier a subi des baisses de 1 % ou plus pendant un quart de tous les jours de bourse depuis le début de l'année. D'après les données du Bespoke Investment Group, les seules autres années postérieures à la Seconde Guerre mondiale où le nombre de jours de baisse de 1 % a été plus élevé sont 1974, 2002 et 2008.

En fait, la Fed a déjà franchi la zone de danger. L'histoire dit qu'une troisième hausse consécutive des taux est le baiser de la mort.

Cette règle est connue à Wall Street sous le nom de "*trois pas et un faux pas*". Elle a été découverte par l'économiste Edson Gould dans les années 1970.

Il a remarqué que lorsque la Réserve fédérale augmentait les taux d'intérêt, les réserves obligatoires ou les marges obligatoires trois fois de suite, le marché boursier avait tendance à se retourner et à s'effondrer.

Et selon les manuels écrits sur le sujet, ce schéma a précédé tous les krachs de l'histoire, avec seulement deux exceptions possibles qui peuvent être débattues. Il était peut-être un an trop tôt pour le krach de 1929 et un peu trop tard pour annoncer le sommet exact de 1978.

Mais cet indicateur unique a un taux de précision de près de 100 % depuis 1919.

La conclusion est que pratiquement chaque fois que la Fed a essayé d'augmenter les taux d'intérêt, le marché s'est effondré.

Et maintenant, la Fed est sur le point d'annoncer une cinquième hausse consécutive des taux (je vous invite vivement à regarder mon avertissement critique sur le marché avant l'annonce de demain).

À quel moment les choses s'arrêtent-elles ?

Le taux cible de la Fed est en passe de dépasser les 4 % d'ici la fin de l'année. Passer de 0,0 % à 4,0 % ou plus en 10 mois, de mars à décembre, est la série de hausses de taux la plus rapide depuis l'époque de Paul Volcker, à la fin des années 1970 et au début des années 1980.

La Fed accélère également ses réductions de bilan ce mois-ci, pour atteindre 95 milliards de dollars par mois. C'est important car cette réduction équivaut à une nouvelle hausse de 1 % des taux d'intérêt en termes d'impact sur l'économie.

Si l'on ajoute ce QT aux hausses de taux prévues, l'effet du resserrement monétaire sera de plus de 5,0 % en 10 mois.

C'est aussi la plus forte hausse des taux d'intérêt depuis les années 1980. Lorsque la Fed a commencé le QT fin 2017, ils ont exhorté les participants au marché à l'ignorer. Ils ont dit que le plan QT était en pilotage automatique, que la Fed n'allait pas l'utiliser comme un instrument de politique et qu'il "fonctionnerait en arrière-plan", tout comme un programme informatique ouvert mais non utilisé pour le moment.

La Fed pouvait bien dire cela, mais les marchés avaient un autre point de vue, ce qui a entraîné le "massacre de la veille de Noël".

La Fed était en train de relever les taux et de réduire son bilan lorsque, le 24 décembre 2018, le marché boursier s'est effondré, et a poursuivi sa chute de 20 % en 2½ mois. La Fed a paniqué et a pivoté à nouveau vers l'assouplissement monétaire.

Nous pouvons nous attendre à une répétition à un moment donné, mais nous n'en sommes pas encore là (désolé, Wall Street).

Mauvais diagnostic, mauvais remède

De toute évidence, la Fed essaie d'écraser l'inflation en réduisant la demande dans l'économie.

Mais comme je l'ai déjà dit, elle se concentre sur l'inflation "tirée par la demande", où les consommateurs achètent en anticipant une inflation encore plus élevée. Mais l'inflation que nous observons est appelée "*inflation par les coûts*".

Elle provient du côté de l'offre, et non de la demande. Elle provient des perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale et de la guerre en Ukraine.

Il est essentiel de comprendre la différence entre l'inflation "tirée par la demande" et l'inflation "poussée par les coûts", c'est pourquoi je ne cesse d'insister sur ce point.

Comme la Fed a mal diagnostiqué la maladie, elle applique le mauvais médicament. Une politique monétaire restrictive ne résoudra pas un choc d'offre. La hausse des prix se poursuivra. Mais un resserrement monétaire nuira aux consommateurs, augmentera l'épargne et fera monter les taux d'intérêt hypothécaires, ce qui nuira notamment au logement.

Les antécédents de la Fed en matière d'utilisation de modèles erronés, de modèles défectueux et de mauvaises décisions prises au mauvais moment restent intacts. Le resserrement de la politique monétaire de la Fed fera couler les marchés boursiers et ralentira encore plus l'économie.

C'est une énorme erreur, mais la Fed le fera quand même. Elle n'a vraiment aucune idée du monde réel. Je suis un grand critique des modèles de la Fed, car ils sont obsolètes et ne correspondent pas à la réalité.

Échec après échec

Si l'on considère toute l'histoire de la Fed depuis 1913, il est prouvé qu'elle est très douée pour détruire l'économie en faisant la mauvaise chose au mauvais moment. Et elle est en train de le faire à nouveau.

Lorsque la Fed se rendra compte de son erreur de resserrer la politique monétaire en cas de faiblesse de l'économie, elle devra faire volte-face et passer à une politique d'assouplissement. L'assouplissement se fera d'abord par le biais de conseils et de pauses dans le rythme des hausses de taux, puis éventuellement par des baisses de taux réelles jusqu'à zéro et enfin par l'inversion des réductions de bilan en augmentant le bilan par le biais d'un nouvel assouplissement quantitatif.

Puis le cycle recommencera, avec les mêmes résultats prévisibles.

La leçon à tirer est celle que je prêche depuis des années : Quand la Fed essaie de normaliser, elle ne peut pas le faire. Elle est prise dans un piège qu'elle a elle-même créé, sans possibilité de sortie, ou du moins sans possibilité de sortie facile sans causer beaucoup de douleur et de misère.

Malheureusement, vous pouvez vous attendre à plus des deux dans les jours à venir.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Powell récidive

Brian Maher 21 septembre 2022 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés



Une hausse de 75 points de base était prévue... et une hausse de 75 points de base a eu lieu. La Réserve Fédérale a publié son communiqué peu après 14 heures.

Il s'agit de la troisième hausse consécutive de 75 points de base. **Jamais dans son histoire, la Réserve fédérale n'a imposé trois hausses consécutives de 75 points de base.**

Et donc, son taux cible se situe actuellement entre 3 % et 3,25 %. Il n'a jamais atteint de tels sommets depuis février 2008, soit depuis plus de 14 ans.

Comment le marché boursier a-t-il accueilli l'annonce d'aujourd'hui ?

Positif à l'avance, le marché boursier s'est immédiatement effondré. Mais pourquoi ? Le marché boursier n'avait-il pas déjà "intégré" une hausse de 75 points de base ?

Une annonce "hawkish"

Le marché avait absorbé les 75 points, certes. Mais la déclaration de la Réserve fédérale annonçait son intention de rester sur le sentier de la guerre pendant un certain temps. CNBC :

Les projections de taux d'intérêt de la Fed ont pris certains traders par surprise, en ce sens qu'elles étaient beaucoup plus hawkish pour plus longtemps que ce que beaucoup de gens sur le marché attendaient.

Avant l'annonce, les contrats à terme sur les fonds fédéraux prévoyaient un taux cible de 4,51 pour les fonds fédéraux après la réunion de mars 2023. Le "dot plot" de la Fed publié mercredi montre un pic à 4,6 % en 2023.

C'est ce que soutient M. Charlie Ripley, stratège principal en matière d'investissement chez Allianz :

Vous ne pouvez diriger le navire vers la tempête que pendant un certain temps, mais il arrive un moment où vous devez fermer les écoutilles et, avec la troisième hausse consécutive des taux de 75 points de base par la Fed au cours des quatre derniers mois, les acteurs du marché devraient chercher à se mettre à l'abri pour affronter la tempête à venir. Dans l'ensemble, l'action politique d'aujourd'hui reflète largement la toile de fond économique et, pour ralentir l'économie, la Fed doit clairement être agressive.

Une politique monétaire restrictive jusqu'en 2025 ?

Voici une question : **La Réserve fédérale pourrait-elle sortir ses tomahawks jusqu'en 2025 ?**

Un certain John Briggs - de NatWest Markets - soutient que oui :

C'est vraiment une politique de faucon. En fait, ils disent qu'ils sont prêts à agir, mais qu'ils restent restrictifs jusqu'en 2025. Ils disent en gros que les taux doivent augmenter et plus vite et que même si nous avons des réductions en 24 et 25, ils vont rester restrictifs jusqu'en 2025... trois ans de politique stricte.

C'est tout. Pourtant, nous faisons peu de cas des "graphiques en pointillés" de la Réserve fédérale.

Les preuves historiques démontrent sans aucun doute qu'ils ont le même pouvoir prédictif que les entrailles d'oiseaux, les feuilles de thé, les cartes de tarot, les étoiles célestes et les sphères de cristal, mais en moins.

C'est du travail bâclé.

Pourtant, c'est la note "faucon" de la Réserve fédérale qui a effrayé les chevaux cet après-midi - dans un premier temps, puis à nouveau.

Un après-midi en dents de scie

Après avoir absorbé le choc initial, les actions ont fait un bond vers les chiffres verts. Mais la pression exercée sur les indicateurs n'a pas tenu... et les actions se sont de nouveau essouffées en fin d'après-midi.

Le Dow Jones a clôturé en baisse de 522 points. Le S&P 500 a perdu 66 points, le Nasdaq, sensible aux taux, 204 points.

Peut-être que ce que le marché a perdu en vitesse, il l'a gagné en sagesse, en reconnaissant que la Réserve fédérale a retiré sa main tendue.

Entre-temps, le rendement du Trésor à 10 ans est tombé à 3,51 %, tandis que l'or a enregistré un gain de 11,20 \$.

Pourtant, nous ne sommes pas spécialement préoccupés par les transitions et les effervescences du marché. C'est la vision à long terme qui retient notre intérêt... et notre fascination.

Et nous nous demandons donc : l'ère de 40 ans de baisse et de hausse des taux d'intérêt est-elle terminée ? Et un nouveau cycle de hausse des taux d'intérêt est-il en cours ?

Toutes les bonnes choses ont une fin

Joseph Calhoun III préside Alhambra Investments. Il a réfléchi à la possibilité que...

Nous sommes au milieu d'un changement de régime. Je ne parle pas d'un changement cyclique, mais plutôt d'un changement à long terme, séculaire. Pendant toute ma carrière d'investisseur - et pendant presque toute la vie d'investisseur de tout le monde - les taux d'intérêt ont baissé. La désinflation, qui s'est parfois transformée en déflation pure et simple - pensez à 2008 - a été la plus grande tendance au monde, prouvant pendant près de quatre décennies que le génie de l'investissement n'est le plus souvent rien d'autre qu'un bon gros marché haussier... Tout ce que vous aviez à faire était de surmonter les difficultés... et d'attendre que les taux d'intérêt baissent et que les actions remontent.

Mais maintenant ?

La transition dans laquelle nous nous trouvons actuellement - et ce depuis quelques années - est le passage d'une tendance baissière à long terme des taux et de l'inflation à une tendance haussière à long terme des taux et de l'inflation. Si j'ai raison, si nous avons vu le creux des taux et de l'inflation, investir dans la seconde moitié de notre vie... sera très différent de la première moitié.

"Si" il a raison - bien sûr. Nous ne savons pas si la hausse des taux d'intérêt d'aujourd'hui ne fait qu'interrompre une tendance ou si elle en lance une.

▲ [RETOUR](#) ▲

.La Fed prend enfin conscience de l'ampleur du gâchis qu'elle a créé

Ryan McMaken 23 septembre 2022 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés



MISES WIRE



Lorsqu'il a été interrogé sur l'inflation des prix dans son interview de dimanche avec 60 Minutes, le président Biden a prétendu que l'inflation "n'a augmenté que d'un pouce... à peine." M. Biden a poursuivi la tactique malhonnête consistant à mettre l'accent sur la *croissance mensuelle* de l'inflation des prix afin d'occulter les sommets atteints depuis 40 ans par l'inflation en glissement annuel. Cette stratégie peut encore fonctionner pour apaiser les électeurs les plus ignorants, mais les personnes qui font attention savent que l'inflation des prix continue de monter en flèche.

Ainsi, alors que Biden peut prétendre que tout cela n'est pas si grave, la Réserve fédérale sait qu'elle doit faire quelque chose contre l'inflation des prix qui, de l'aveu même de la Fed, ne montre aucun signe de modération.

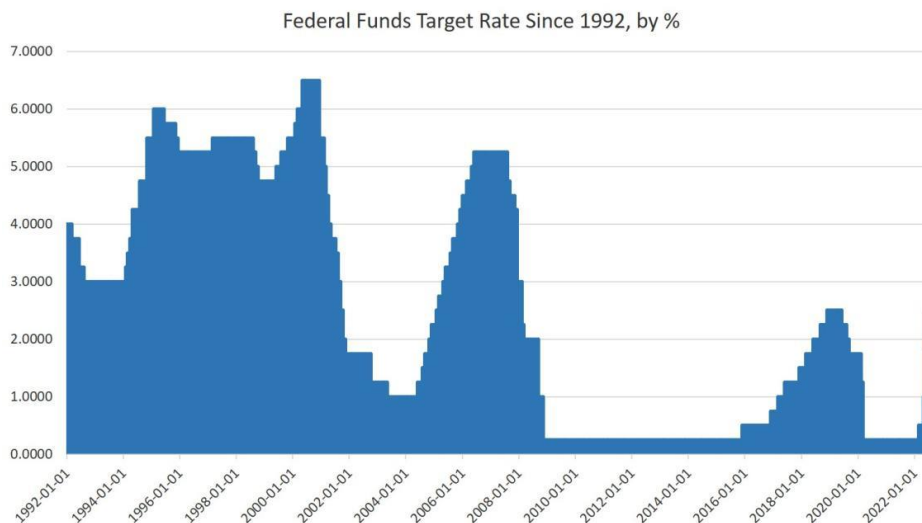
Encore 75 points de base

Mercredi, le Comité fédéral de l'open market de la Fed a annoncé qu'il allait à nouveau relever le taux des fonds fédéraux de 75 points de base. Selon le communiqué de presse du FOMC :

L'inflation reste élevée, reflétant les déséquilibres de l'offre et de la demande liés à la pandémie, la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, et les pressions plus générales sur les prix. ...

Le Comité a décidé de relever la fourchette cible du taux des fonds fédéraux à 3 à 3-1/4 pour cent et prévoit que des augmentations continues de la fourchette cible seront appropriées. En outre, le Comité continuera à réduire ses avoirs en titres du Trésor, en titres de créance d'agences et en titres adossés à des créances hypothécaires d'agences, comme décrit dans les plans de réduction de la taille du bilan de la Réserve fédérale qui ont été publiés en mai. Le Comité est fermement déterminé à ramener l'inflation à son objectif de 2 %.

Il s'agit, de loin, de l'annonce la plus belliqueuse jamais faite par la Fed de Powell et elle reflète sans doute le fait que la Fed a finalement accepté le fait que l'inflation n'est pas transitoire - comme la Fed l'a longtemps affirmé - et qu'il est maintenant impossible de la nier. Le mois dernier, l'inflation IPC a augmenté de 8,2 % en glissement annuel, marquant six mois de taux d'inflation des prix en glissement annuel supérieurs à 8 % et proches des plus hauts niveaux des 40 dernières années.



En outre, dans son résumé des projections économiques, de nombreux membres du comité du FOMC ont déclaré qu'ils s'attendaient à ce que le taux directeur cible atteigne ou dépasse 4,25 % cette année, et dépasse 4,5 % en 2023. Les projections de la conjoncture économique sont toutefois restées relativement optimistes, le rapport suggérant que la croissance du PIB restera supérieure à zéro dans un avenir prévisible, tandis que le taux de chômage ne dépassera pas 5 %.

Malgré deux trimestres consécutifs de contraction du PIB au cours de l'année écoulée, et malgré les nombreux indicateurs d'une récession imminente - tels que la chute des prix de l'immobilier et l'inversion de la courbe des taux - le comité s'accroche toujours à l'idée que la Fed peut piloter un "atterrissage en douceur" dans lequel l'inflation sera maîtrisée sans que la croissance économique ne subisse plus qu'un ralentissement modéré.

Bien que les récentes augmentations du taux cible des fonds fédéraux suggèrent une position de plus en plus belliqueuse, la Fed continue néanmoins à ne prendre que les mesures les plus tièdes lorsqu'il s'agit de réduire la taille du portefeuille de la Fed. Une telle mesure réduirait directement la masse monétaire en annulant l'assouplissement quantitatif, et elle réduirait également le prix des actifs en produisant un petit déluge d'obligations d'État et de titres adossés à des créances hypothécaires qui reviendraient sur le marché.

Bien que la Fed permette à certaines obligations d'État de continuer à sortir du portefeuille, nous ne devons pas nous attendre à des mouvements radicaux. Cela fait près de quatre mois que la Fed a annoncé son intention de réduire le portefeuille, mais la réduction réelle reste minuscule. En outre, lors de la conférence de presse de Powell mercredi, lorsqu'il a été interrogé sur la vente des titres adossés à des créances hypothécaires de la Fed, Powell a répondu : *"C'est quelque chose que je pense que nous allons envisager, mais ce moment - le moment de l'envisager n'est pas encore arrivé Il n'est pas près d'arriver."*

Même maintenant, après une immense et rapide inflation des prix au cours des deux dernières années, la Fed a encore trop peur de la fragilité du marché immobilier pour remettre une grande partie de son portefeuille de 2 000 milliards de dollars de MBS dans le secteur privé.



Cela envoie un message mitigé quant à l'engagement réel de la Fed à réduire l'inflation des prix, mais il est clair que Powell a essayé de projeter un ton faucon mercredi dans l'ensemble.

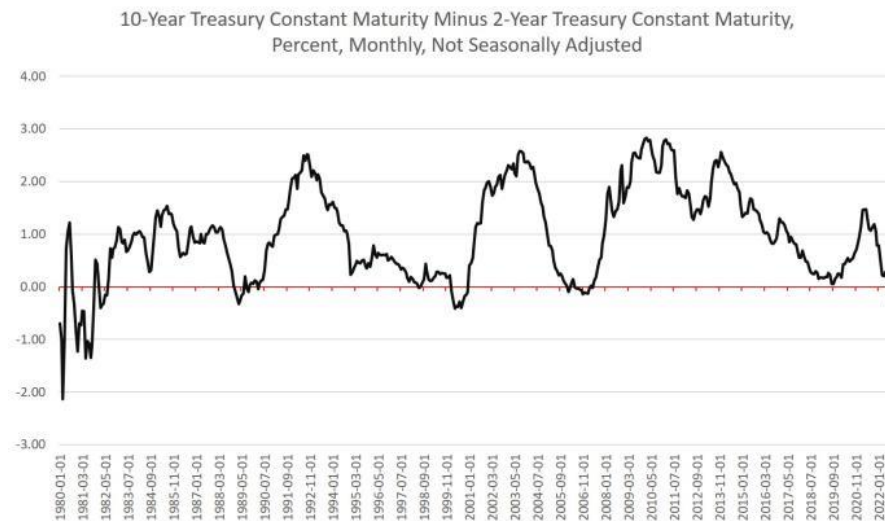
Il a parlé d'une *"réduction significative de la taille de notre bilan"* et a également souligné que la fin de l'inflation actuelle nécessitera des pertes d'emplois. Il a également souligné qu'il n'y a pas de solution à court terme, ce qui implique fortement que l'effort actuel pour mettre fin à l'inflation pourrait prendre des années.

M. Powell a exprimé la crainte que l'inflation des prix devienne beaucoup plus difficile à combattre lorsque la population en viendra à considérer l'inflation comme une routine. Il a également noté que l'inflation des prix du logement *"va rester élevée pendant un certain temps"*. Powell a ensuite réitéré qu'il n'y a aucun moyen de *"faire disparaître"* l'inflation, mais que la seule façon dont il voit la Fed peut faire quelque chose contre l'inflation est de *"ralentir l'économie."* (Voir 1:35:00 ici.)

La question demeure toutefois de savoir si la Fed et le gouvernement fédéral peuvent ou non tolérer politiquement une période assez longue de hausse des taux d'intérêt et de baisse du taux de croissance monétaire.

Une baisse du taux de croissance monétaire est un problème car elle annonce une récession. Notre économie de bulle est maintenant tellement dépendante de l'argent facile, que même un ralentissement de l'expansion monétaire peut envoyer les nombreuses entreprises zombies de l'économie en chute libre. La hausse des taux est un problème car elle peut entraîner une augmentation considérable des paiements du service de la dette du gouvernement fédéral. Cela pourrait conduire à une crise budgétaire sans réduction des programmes de dépenses publiques populaires. Pratiquement personne à Washington ne souhaite cela.

Certains signes avant-coureurs clés indiquent déjà une "récession", comme l'inversion de la courbe de rendement. Par exemple, le rendement à 10 ans moins le rendement à 2 ans est négatif depuis juillet, et à son niveau le plus négatif depuis le début des années 1980.



La pression exercée sur la Fed par les riches investisseurs de Wall Street, les élus et les représentants de la gauche économique pour qu'elle revienne à l'assouplissement quantitatif sera immense.

Attendez-vous à de nouvelles attaques contre la politique de resserrement de la Fed, mais la plupart de ces attaques font fausse route lorsqu'il s'agit de comprendre le problème de la politique de la Fed. Comme même les économistes de la Fed commencent maintenant à le comprendre, la Fed doit resserrer sa politique maintenant ou risquer une inflation véritablement galopante dans un avenir proche. De nombreux observateurs occasionnels considéreront alors ce resserrement comme la "cause" de la douleur économique qui suivra.

Pourtant, la véritable incompétence de la Fed est déjà derrière nous. Cela s'est produit au cours de la dernière décennie, lorsque la Fed a absolument refusé de mettre fin à ses efforts d'assouplissement quantitatif, alors même que l'économie était clairement en expansion accélérée. C'était particulièrement évident après 2017, et pourtant Powell s'en est tenu à l'inflation monétaire habituelle, parce que c'était la chose populaire à faire. Puis, lorsque la crise des covids, est arrivée, toutes les contraintes sur l'inflation monétaire ont été complètement abandonnées.

Maintenant, grâce aux erreurs de Powell, l'inflation des prix est suralimentée, et même lui admet qu'il pourrait falloir des années de stagnation ou de déclin économique pour la maîtriser. Le niveau d'ineptie serait choquant s'il n'était pas si courant chez les banquiers centraux. Pour ces personnes, l'ensemble de leur "stratégie" peut se résumer, comme le dit Peter St. Onge, à "Hike til it breaks, cut til it inflates". Il n'y a pas grand-chose d'autre à faire. C'est ce que tous ces docteurs de la Fed ont réussi à trouver de mieux. Grâce à Powell, Yellen, Bernanke et Greenspan, nous vivons avec les conséquences du "Greenspan Put", suivi d'une décennie d'assouplissement quantitatif, puis de la manie de "*paniquer et imprimer de l'argent*" de ces deux dernières années. C'est formidable que Powell comprenne enfin à quoi ressemble le monde réel. Malheureusement, il a des années de retard.

.Le summum de l'idiotie

par Doug Casey 21 septembre 2022 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés

Doug Casey's
INTERNATIONAL MAN

"Le seul élément de l'univers plus commun que l'hydrogène est la stupidité."

- **Albert Einstein**

Je ne suis pas un diseur de bonne aventure. En fait, les seules choses que tout le monde sait sur les prédictions - même si l'on enjolive le concept en l'appelant "prévision" - sont 1.) Prédire souvent et 2.) Ne jamais donner à la fois l'heure et l'événement.

Les pires contrevenants sont ceux qui prétendent savoir où va l'économie.

Les statistiques - qui sont si souvent à la base des conjectures sur l'économie - sont si sujettes à interprétation et si faciles à sortir de leur contexte que, la plupart du temps, il vaut mieux les utiliser pour alimenter les conversations de cocktail.

Pourtant, aussi potentiellement erroné et tendancieux que soit le sujet, "l'économie" vaut parfois la peine d'être abordée simplement pour établir un point de vue clair.

En fait, je mets l'expression "**l'économie**" entre guillemets parce que je n'accepte même pas la validité du concept, ni celle du "**PIB**" ; **ce sont deux chimères.**

L'idée du PIB donne l'impression que ce ne sont pas les individus qui produisent des biens et des services, mais plutôt une machine appelée "l'économie". Cela ouvre la porte à toutes sortes d'absurdités, comme l'affirmation que ce qui peut être bon pour les individus peut ne pas l'être pour l'économie, et vice-versa.

Par exemple, une hausse du PIB n'est pas nécessairement synonyme de prospérité accrue : Et si le gouvernement se lançait dans un programme massif de construction de pyramides, un exemple archétypique de travaux publics ? Le PIB pourrait augmenter, mais cela n'apporterait absolument rien au bien-être des individus. Au contraire, la construction de la pyramide ne ferait que détourner le capital des activités génératrices de richesse.

D'un autre côté, si une percée scientifique permettait de réduire la consommation d'énergie de 80 % pour le même rendement net, ou d'éliminer comme par magie toutes les maladies, le PIB s'effondrerait parce que les industries de l'énergie et de la santé seraient en faillite.

Mais les gens s'en porteraient beaucoup mieux.

En dehors de cela, toute l'idée du PIB donne l'impression qu'il existe réellement une chose telle que la production nationale.

Or, dans le monde réel, la richesse est produite par quelqu'un et appartient à quelqu'un. Nous ne sommes pas des fourmis ou des abeilles travaillant pour la ruche. L'idée d'un PIB permet simplement aux "autorités" de faire croire aux gens qu'elles peuvent réellement contrôler "l'économie", comme s'il s'agissait d'une machine géante.

Les fonctionnaires prétendent être le magicien d'Oz, et Boobus americanus est entraîné à penser qu'ils sont omniscients. Ainsi, chaque fois que le taux de croissance devient "trop faible", les fonctionnaires sont censés donner à "l'économie" un coup de pouce approprié. Inversement, lorsque "l'économie" croît trop rapidement, les

fonctionnaires sont censés intervenir pour la "refroidir".

Tout cela n'est qu'une mascarade embarrassante et destructrice.

Néanmoins...

Je reste d'avis que nous nous dirigeons vers le plus grand effondrement économique de l'histoire.

C'est une déclaration scandaleuse, et il est toujours dangereux de dire quelque chose comme ça. Après tout, la plus longue tendance en mouvement est l'ascension de l'homme, et il est peu probable que cette tendance change ; en fait, elle va probablement s'accélérer. Et c'est généralement une erreur de parier contre une tendance établie.

En outre, la science et la technologie continueront à progresser, les gens continueront à travailler et à épargner, les entrepreneurs continueront à créer. Et les ralentissements de l'économie ont toujours été brefs. Il y a de bonnes raisons de rester optimiste.

Même la plupart de ceux qui parlent de récession ont tendance à la considérer comme un simple renversement de la récente "exubérance irrationnelle", un changement passager dans la psychologie des gens ou un choc temporaire. Malheureusement, c'est beaucoup plus profond que cela. Ces éléments ont très peu à voir avec la nature des récessions.

Une récession, selon le langage conventionnel, est une période où l'activité économique diminue pendant deux trimestres ou plus. C'est une description de ce qui se passe, mais elle n'est pas vraiment utile, un peu comme si on disait qu'une fièvre est une période pendant laquelle votre température est supérieure à 98,6 F. Une meilleure définition de la fièvre pourrait être une période pendant laquelle la température du corps est élevée en raison de la lutte contre une infection, dans la mesure où cela vous donne un aperçu de la cause ainsi que de l'effet.

C'est pourquoi je préfère dire qu'une récession est *"une période pendant laquelle les distorsions et les mauvaises affectations du capital causées par le cycle économique sont liquidées."*

Quelles sont les causes du cycle économique ? Une création excessive de crédit par une banque centrale (par exemple, la Fed). L'injection de monnaie et de crédit créés artificiellement dans l'économie d'un pays donne aux producteurs et aux consommateurs de faux signaux, les incitant à faire des choses qu'ils ne feraient pas autrement. Plus la phase ascendante d'un cycle économique se prolonge, plus la phase descendante sera longue et sévère.

Une dépression n'est qu'une très mauvaise récession.

Contrairement à l'opinion générale, une chose qui peut aider une économie à sortir d'une récession est un important réservoir d'épargne ; l'épargne donne aux gens l'argent pour investir dans une nouvelle production, ainsi que l'argent pour acheter cette production.

C'est pourquoi c'est le comble de l'idiotie pour les experts de dire à quel point il est patriotique de sortir et de faire du shopping. Cela ne peut qu'épuiser le capital qui sera nécessaire à l'avenir et creuser le fond avec davantage de faillites, en volant la consommation de l'avenir.

C'est pourquoi **les taux d'intérêt artificiellement bas de la Fed sont une si mauvaise idée** ; ils encouragent les gens à épargner moins et à emprunter davantage. Cette baisse artificielle pourrait bien, après un certain temps, provoquer une reprise cyclique, mais elle ne fera qu'aggraver le problème sous-jacent, garantissant une rupture encore plus grande.

Ce n'est pas seulement un problème américain, car les États-Unis sont véritablement le moteur de l'économie mondiale. Mais une grande partie de la force motrice de ce moteur est le gigantesque déficit commercial. Les

centaines de milliards que les États-Unis ont envoyés à l'étranger rien que l'année dernière, après plus d'une décennie de déficits croissants, ont provoqué de nombreux investissements en capital qui deviendront non rentables, et ont créé une grande activité économique qui s'arrêtera net lorsque ce déficit s'inversera inévitablement.

Le monde entier est tributaire de ce qui se passe aux États-Unis.

L'effet sur les économies du monde entier sera dévastateur. Le tarif Smoot Hawley de 1930, qui a fait s'effondrer le commerce mondial, a considérablement exacerbé la dernière dépression. Il se pourrait que les conditions économiques aux États-Unis soient les seules à pouvoir le faire cette fois-ci, sans l'"aide" manifeste du gouvernement.

Je ne pense pas qu'il s'agisse cette fois d'un simple ralentissement cyclique. C'est possible, mais je ne le pense pas.

Bien sûr, puisque le dollar est de loin le plus grand marché du monde, qu'il constitue les réserves de presque tous les gouvernements de la planète, la monnaie de facto de probablement 50 pays, et les économies de centaines de millions de personnes dans le monde, lorsqu'il s'effondrera, il provoquera un séisme financier, de magnitude 10.

Utilisez toute reprise comme une opportunité de vente. Diversifiez vos actifs hors des États-Unis. Constituez une bonne position en or. Achetez des actions aurifères avec des capitaux spéculatifs. Réduisez vos dettes, le cas échéant, à des niveaux confortables.

▲ [RETOUR](#) ▲

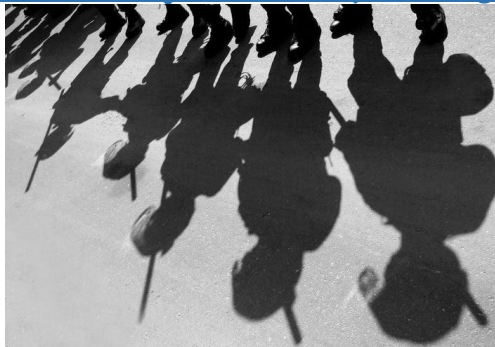
.Massues et canons à eau

Les marchés sont déjà noirs et bleus... mais la vraie douleur est à venir.

Bonner Private Research et Joel Bowman 20 septembre 2022



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui depuis Youghal, Irlande...



Les coups vont continuer jusqu'à ce que le moral s'améliore.

Comprendre le marché d'aujourd'hui est très simple. Pendant les 40 dernières années, la Fed a récompensé les détenteurs d'actions. Maintenant, elle les punit.

Les investisseurs commencent à comprendre. Barrons :

Le marché boursier a enfin compris. Les mauvaises nouvelles de FedEx ont aidé à faire passer le message.

À partir d'un certain point, il n'y a plus de retour en arrière possible. Le marché boursier a atteint ce point la semaine dernière.

Oh, le marché espérait, au début de la semaine, que l'inflation avait atteint son pic, que la Réserve fédérale cesserait bientôt de relever les taux, que le fond était atteint. Mais la publication mardi des données de l'indice des prix à la consommation du mois d'août a montré que l'inflation n'avait pas été maîtrisée et a anéanti toute cette bonne volonté, envoyant les principaux indices à leur pire journée depuis 2020.

Fox News a viré de bord dans le même vent :

... Le stratège de Bank of America Michael Hartnett... a prévenu dans une note d'analyste cette semaine que le "choc de l'inflation n'est pas terminé" et qu'une récession des bénéfices subséquente précipitera de nouvelles baisses du marché.

Hartnett a déclaré que les marchés baissiers passés montrent une baisse moyenne du pic au creux d'environ 37 % pour le S&P 500, l'indice de référence, sur 289 jours. Cela suggère que le marché baissier actuel - qui a commencé début juin - se terminera en octobre avec l'indice autour de 3 020 points. Cela représenterait une baisse de près de 22 % par rapport aux niveaux actuels.

Bon et dur

Dans le monde entier, à l'exception notable du Japon, presque toutes les banques centrales ont sorti leurs matraques et leurs tasers. Déjà, les marchés américains sont noirs et bleus.

Mais les banques centrales ne font que commencer. Les investisseurs prévoient une nouvelle hausse de 75 points de base (0,75 %) cette semaine. Mais certains économistes exhortent la Fed à frapper plus fort. Larry Summers, par exemple, le seul démocrate à avoir une idée de ce qui se passe, a suggéré une hausse de 100 points de base. Et Komal Sri-Kumar, directeur de Sri-Kumar Global Strategies, a déclaré à CNBC que la Fed devrait viser 125 points de base.

Mais l'Argentine, qui a toujours été un leader en matière de tendances financières farfelues, montre la voie à suivre. Reuters :

L'Argentine augmente son taux d'intérêt de 550 points de base après un dépassement de l'inflation

La banque centrale d'Argentine a augmenté le taux d'intérêt de référence du pays de

550 points de base pour le porter à 75 % jeudi, un jour après que l'inflation ait dépassé les prévisions pour atteindre près de 80 % sur une base annuelle.

Cette hausse fait suite à une augmentation de 950 points de base en août du taux de référence Leliq à 28 jours, alors que le gouvernement tente de réduire la spirale des prix qui affecte l'épargne et les salaires des Argentins et entame la popularité du gouvernement péroniste.

Les taux augmentent. L'économie ralentit. Les actions sont en baisse. La seule question qui se pose est la suivante : combien de temps les coups vont-ils durer ?

"Il est de plus en plus clair que les marchés ont été trop longtemps soutenus par les banques centrales", écrit Katie Martin dans le Financial Times. "La correction de ce déséquilibre continuera à susciter les vilains déclin et les faux rallyes baissiers de tête qui ont caractérisé la crise de 2008-2009."

Le modèle de Kübler-Ross

Un véritable marché baissier se déroule comme une condamnation à mort. D'abord, il y a le déni. Ensuite, la colère et la dépression... suivies du marchandage, et enfin, de l'acceptation.

Jusqu'à la semaine dernière, le déni était le mot d'ordre. Mais ensuite, les investisseurs ont commencé à réaliser que la Fed est sérieuse. Elle a l'intention d'infliger beaucoup plus de douleur.

Les marchés évoluent plus vite que les économies. D'abord, le P cède. Puis le E. Les cours des actions sont censés "regarder vers l'avant", en anticipant les bénéfices futurs. Ainsi, dans un premier temps, les prix chutent avant que les mauvais bénéfices de la récession ne deviennent apparents. Ensuite, la baisse des prix induit les investisseurs en erreur. Ils pensent que les actions sont "à leur juste prix". Les conseillers les incitent à "acheter le creux de la vague".

Aux prix actuels, par exemple, Alphabet ressemble presque à une action de valeur.

Mais d'autres mauvaises nouvelles arrivent. La récession fait chuter les ventes et les bénéfices. Bientôt, l'action ne semble plus être une bonne affaire.

Depuis la semaine dernière, les investisseurs ne sont plus dans le déni. Ils essaient juste de comprendre à quel point la situation va empirer. Les analystes se tournent vers le passé récent pour trouver des indices. Est-ce que ce sera comme le crash du Nasdaq en 2000 ? Ou la crise du financement hypothécaire après 2007 ? Ou, peut-être, la panique de Covid en 2020 ?

À notre avis, ces émeutes ne sont pas pertinentes. Elles datent d'une autre époque, lorsque la Fed était présente... avec des couvertures chaudes et du café chaud. Maintenant, la Fed est de

retour sur la scène... mais avec des matraques et des canons à eau.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Dow à 20,000 ?

Les P sont déjà en train de glisser... voici ce qui se passe quand les E les rejoignent.

Bonner Private Research 21 Sep 2022



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui depuis Youghal, en Irlande...



"Le Dow Jones va-t-il passer sous la barre des 30 000 ?" demande un titre de Barron's.

Eh bien... oui... ce sera probablement le cas.

Ce n'est pas de la chirurgie plastique. Au cours des 40 dernières années, la Fed a favorisé les investisseurs avec des taux d'intérêt artificiellement bas. Maintenant, comme un mauvais ami, elle se retourne contre eux.

La Fed augmente les taux et met un frein à l'inflation qu'elle a provoquée. Mais au cours des 13 dernières années, les investisseurs, les entreprises et les ménages se sont tous habitués à emprunter de l'argent à des taux anormalement bas. Ils en sont venus à s'y fier. Et maintenant, ils doivent avoir l'impression que la Fed les a piégés... pour ensuite leur couper l'herbe sous le pied.

30 000 sera-t-il le niveau le plus bas ? Plus probablement, ce sera plus proche de 20 000. Parce que des taux plus élevés affectent l'économie aussi bien que le marché boursier. Les ventes et les profits diminuent. Le E du ratio cours/bénéfice glisse avec le P. Très vite, le Dow Jones passe sous la barre des 30 000 et se rapproche des 20 000. Bloomberg :

Dr. Doom" Roubini s'attend à une "longue et horrible" récession et à une chute des actions de 40%.

"Même dans une récession ordinaire, le S&P 500 peut chuter de 30 %", a déclaré M. Roubini, président et directeur général de Roubini Macro Associates, dans une interview lundi. En cas de "véritable atterrissage brutal", auquel il s'attend, il pourrait chuter de 40 %.

Bien sûr, le Dow Jones pourrait ne pas baisser du tout. Il pourrait ne pas avoir à le faire. Il pourrait simplement rester où il est... de sorte que la hausse de l'inflation ferait baisser le prix réel des actions. C'est ce que l'as des investisseurs, Stanley Druckenmiller, semble prévoir. Markets Insider :

L'investisseur milliardaire Stanley Druckenmiller prévient qu'il y a une forte probabilité que le marché boursier soit plat pendant une décennie.

Stanley Druckenmiller a déclaré qu'il y a une forte probabilité que le marché boursier soit plat pendant 10 ans.

Cela est dû à un recul de la mondialisation et à une politique monétaire facile.

La Fed a déjà augmenté les taux d'intérêt quatre fois cette année.

Coupé en deux

Druckenmiller rappelle ce qui s'est passé entre 1966 et 1982. À la fin de cette période, les cours des actions étaient à peu près au même niveau qu'au début de la période. Entre-temps, l'inflation avait effacé 70 % de leur valeur réelle.

La baisse des cours a déjà fait perdre environ 15 % au Dow Jones. En outre, au cours des 12 derniers mois, l'inflation a diminué d'environ 8 %. Les investisseurs ont donc perdu environ 23 % en termes réels. Si l'année prochaine se déroule de la même manière, la richesse du marché boursier sera presque réduite de moitié. D'une manière ou d'une autre, les investisseurs vont perdre de l'argent.

Tout cela serait simple et satisfaisant. Justice a été rendue. Ce qui est monté, redescend. La fausse richesse retourne d'où elle vient. Et les spéculateurs ont ce qu'ils méritent.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là ; c'est toujours le cas. Même si les marchés étaient autorisés à corriger leurs excès - dans le genre de marché baissier décrit par le Dr. Doom - il y a toujours ces 90 000 milliards de dollars de dettes. Que faire avec cela ?

Nous rappelons aux lecteurs d'où vient cette dette. Quand la Fed a mis les taux à des niveaux absurdes - zéro ! - cela a fait grimper le prix des actions. Mais cela a aussi encouragé les gens à emprunter. Le plus gros emprunteur de tous a été le gouvernement américain, qui a ajouté 24,5 trillions de dollars depuis 1999 et qui est maintenant dans le trou de 30 trillions de dollars.

Lorsque vous devez 100 dollars, vous pouvez vous demander comment vous allez rembourser. Mais lorsque vous devez 90 000 milliards de dollars, vous vous demandez comment vous allez faire défaut. C'est vraiment le thème financier central de notre époque.

Faible inflation

Dans l'Amérique d'aujourd'hui, les décideurs - gauche et droite... républicains et démocrates - ne sont pas d'accord sur grand-chose. Mais sur un point, ils s'alignent comme des soldats de plomb : quelqu'un va payer pour toutes les erreurs, les gabegies et les bêtises du gouvernement américain, mais ce ne sera pas eux.

Pour l'instant, nous n'en sommes qu'aux premiers stades de **ce qui promet d'être une énorme correction**. Pendant plus de 30 ans, la Fed a créé un monde imaginaire de taux d'intérêt ultra-bas (comme si l'argent n'avait aucune valeur)... de "faible inflation"... et de prix des actifs en hausse éternelle.

Cette époque de bulle est terminée. Les prix à la consommation augmentent. La Fed est piégée. C'est soit "gonfler ou mourir". **Si elle maintient les taux d'intérêt à un niveau inférieur au taux d'augmentation des prix à la consommation - et "imprime" plus d'argent - l'inflation va s'aggraver... et détruire l'économie, le gouvernement, et notre société civile aussi**. Tous les Américains en paieront le prix, en d'autres termes.

Mais si elle continue à augmenter les taux pour contrôler l'inflation, l'économie de la bulle meurt rapidement - et l'élite, qui a causé le problème - paiera la plus grande partie de l'addition. Les actions chutent... le Dow pourrait descendre sous les 20 000... et les décideurs (qui possèdent la majorité de nos actions et obligations) perdront, disons, 50 000 milliards de dollars. Ils perdront aussi une grande partie de leur marge de manœuvre. L'époque des déficits illimités sera également révolue. Ils ne pourront plus distribuer des milliers de milliards de dollars à leurs amis et partisans.

Ils ne vont pas aimer ça. Et ils ne vont pas se laisser aller doucement dans cette bonne nuit. Mais que peuvent-ils faire ? Nous verrons cela demain.....

▲ [RETOUR](#) ▲

.Après la fête

Les investisseurs cherchent à soulager la douleur alors que la gueule de bois de l'après-bulle s'installe.

Bonner Private Research et Joel Bowman 22 septembre 2022



[Bill Bonner nous écrit aujourd'hui depuis Youghal, en Irlande...](#)



*La fête est finie.
~ Carl Icahn*

Très bien jusqu'à présent...

Les actions sont en baisse d'environ 15%. Et les bons du Trésor à deux ans rapportent maintenant plus de 4%. Et dire que... il n'était que de 0,16% en juin de l'année dernière.

Si seulement nous avions tout refinancé à l'époque... et bloqué ces taux ultra-bas, une fois dans une vie, d'ici à la fin des temps !

Mais nous n'avons pas 30 000 milliards de dollars de dette à refinancer. Le gouvernement fédéral, si. Et c'est là que se joue une histoire... l'histoire la plus importante de la finance : comment et quand il fera défaut.

Hier, nous avons examiné la dynamique politique qui sous-tend le programme de resserrement de la politique monétaire de la Fed. L'inflation est toujours et partout un phénomène politique. Il y a inflation lorsque les politiciens dépensent plus qu'ils ne peuvent se permettre... et qu'ils "impriment" de l'argent pour combler l'écart. C'est fondamentalement un défaut de paiement pour les créanciers, qui récupèrent moins que ce qui leur a été promis. Pour tous les autres, l'inflation est une taxe - déguisée et retardée - qui est prélevée principalement sur les pauvres et les classes moyennes... et les personnes qui ne savent pas ce qui se passe.

Et en ce moment, les politiciens des deux partis sont d'accord - ils en veulent plus. L'inflation est la source de leur richesse et de leur pouvoir. Elle leur permet de dépenser l'argent qu'ils n'ont pas sur des programmes dont nous n'avons pas besoin.

Mais ils ont également besoin d'une récession déflationniste... pour fournir une couverture à leur inflation renouvelée, et pour maintenir les prix à la consommation à la baisse pour les masses alors qu'ils augmentent les prix des actifs pour l'élite.

Donc, vous l'avez. Le resserrement pour provoquer une crise, puis le relâchement pour sauver le

monde.

La partie douloureuse

Non, nous ne pensons pas que les autorités fédérales aient bien réfléchi à tout cela. Non, nous ne pensons pas que c'est une bonne idée de le faire. Et non, nous ne lisons pas les journaux avant vous. C'est juste un "modèle" pour essayer de comprendre ce qui va se passer. Nous nous interrogeons sur les motivations des décideurs et sur leurs conséquences probables.

D'abord... une mise à jour. MarketWatch :

La banque centrale a relevé mercredi, pour la cinquième fois cette année, un taux d'intérêt américain clé qui influence le coût des emprunts. Les hausses de taux sont censées ralentir suffisamment l'économie pour faire baisser l'inflation la plus élevée depuis 40 ans.

Dans un important discours prononcé le mois dernier, le président de la Fed, Jerome Powell, a prévenu le public qu'il ressentirait "une certaine douleur" à la suite des efforts plus agressifs de la banque pour faire reculer l'inflation.

Ce n'est que cette semaine et la semaine dernière que les investisseurs ont commencé à prendre au sérieux la partie "douleur". Maintenant, ils se demandent tous où ils ont mis l'OxyContin. Encore MarketWatch :

Ray Dalio dit que les actions et les obligations ont encore du chemin à faire, et voit une récession américaine arriver en 2023 ou 2024.

"En ce moment, nous sommes très proches d'une année à 0%. Je pense que la situation va empirer en 2023 et 2024, ce qui a des implications pour les élections", a déclaré Ray Dalio...

Certains analystes exhortent la Fed à agir plus rapidement et à en finir plus vite. Markets Insider :

"La Fed sait quelle est la destination... pourquoi ne pas arracher le sparadrap - arrivons-y en un jour".

Mais il n'y a aucun moyen de raccourcir ce voyage. Il faut du temps... pour que les politiques faussent les marchés... pour que les entreprises, les investisseurs et les consommateurs réagissent aux nouveaux prix... et pour que les gens soient trompés par ces derniers.

La seule façon de réduire la douleur serait de faire la toute dernière chose que les fédéraux ne feraient jamais. Ils devraient admettre qu'ils ne peuvent pas vraiment améliorer l'économie... et

se retirer. Ils ne vont pas faire ça. Au lieu de cela, ils vont faire ce qu'ils font toujours, essayer de gérer la situation... et l'aggraver.

Des gâchis à gogo

Le gouvernement américain a ajouté 24,5 trillions de dollars à sa dette depuis le début du siècle. La "guerre contre le terrorisme", les chèques de stimulation... les mesures de lutte contre le chômage... les prêts non remboursables PPP... les déficits... l'aide à l'Ukraine... le renflouement de Wall Street - toutes ces choses coûtent de l'argent. De l'argent de bouffon. Dans une économie honnête, où les fédéraux devaient emprunter de vraies économies, les taux d'intérêt auraient augmenté, et ils se seraient rapidement posé des questions. "Est-ce vraiment nécessaire ?" serait en tête de liste.

Mais dans un monde où l'argent semble être gratuit, même les projets les plus fous sont financés. De plus, comme la Fed a fait baisser les taux d'intérêt, le gouvernement a pu emprunter davantage... et ses frais d'intérêt ont diminué. La dette a été payée.

Oui, la Fed était sur le coup... prête à permettre les programmes les plus absurdes. Elle a mis son taux directeur à "effectivement, zéro", rendant possible toutes sortes de manigances - des milliers de milliards de dollars de dette se sont échangés à des taux d'intérêt négatifs ; les NFT étaient censés valoir des millions ; le marché cryptographique a atteint 3 000 milliards de dollars. Des entreprises zombies parcouraient nos rues - désireuses de se nourrir de notre précieux capital.

Et puis, il y a eu la mésaventure de 20 ans au Moyen-Orient... et des centaines de milliards supplémentaires à dépenser pour essayer de baisser le thermostat de la Terre... et des milliards supplémentaires pour des gâchis à profusion, y compris des cadeaux aux fabricants de puces américains et à l'industrie de la défense.

Tout le monde sait maintenant comment le jeu se joue. Breitbart :

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky sera l'orateur principal d'une conférence de l'industrie de la défense à Austin, Texas, plus tard ce mois-ci.

Zelensky sait où son pain est beurré. Les chefs de l'industrie de la défense aussi. Les taux bas ont permis de dépenser pour des "guerres de choix" (celles qui n'avaient pas besoin d'être menées). Elles ont été perdantes pour presque tout le monde - mais pas pour l'industrie de la défense.

Mais les autorités fédérales ne sont pas les seules à avoir mangé à la table du buffet de la Fed. Les ménages et les entreprises ont aussi englouti l'argent de la zone euro. Et maintenant, à eux trois - gouvernement, entreprises, ménages - ils sont tellement surchargés de dettes... un total de 90 000 milliards de dollars... qu'ils peuvent à peine bouger.

Mais la fête est finie.

Et aujourd'hui, la question n'est pas de savoir comment ils vont rembourser la dette, ce n'est plus possible. C'est comment ils ne paieront pas qui compte.

▲ [RETOUR](#) ▲